

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°214
FÉVRIER 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

VEGETARISME :
UNE OPTION DE VIE
REVOLUTIONNAIRE ?

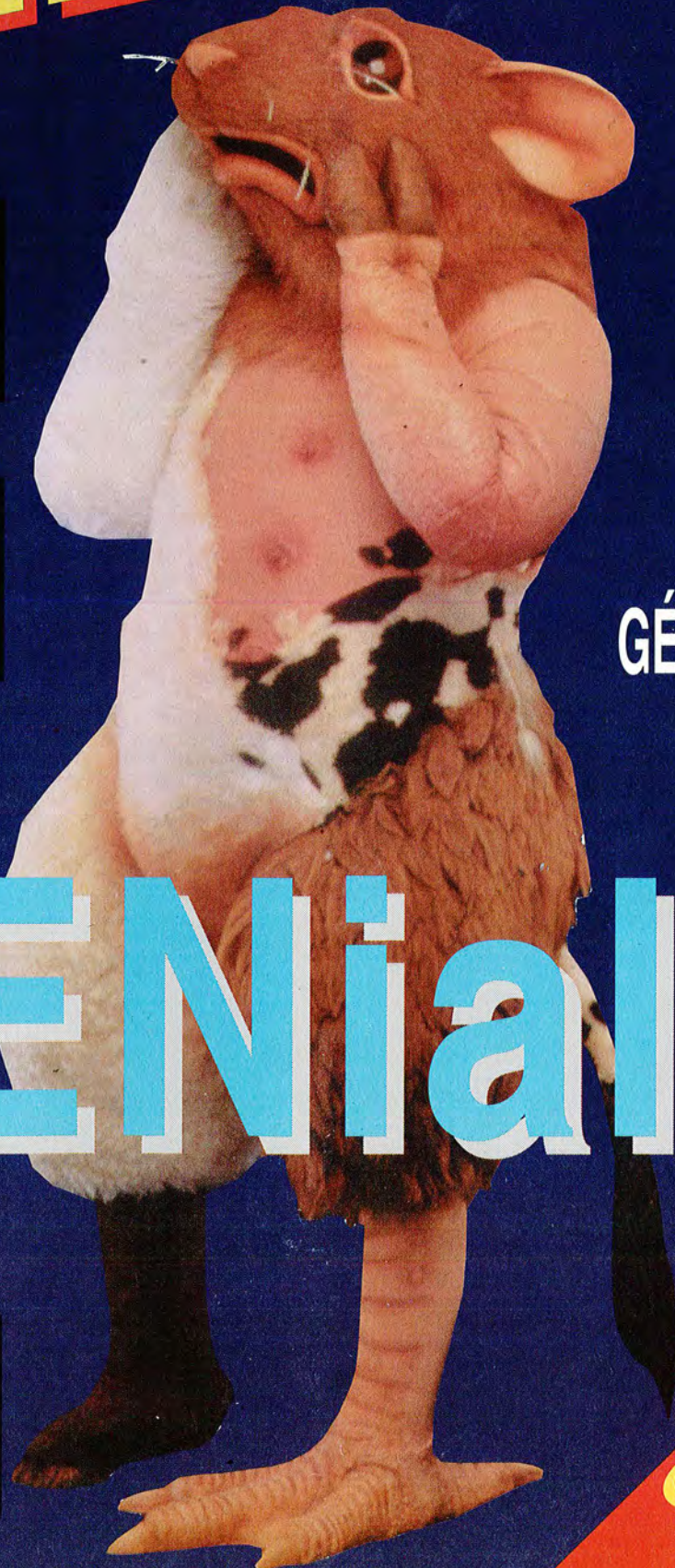
" LA SOCIÉTÉ
EN SABLIER "
D'ALAIN LIPIETZ

ORGANISMES
GÉNÉTIQUEMENT
MODIFIÉS

GENiAl ?

RWANDA :
L'ÉQUIVOQUE
HUMANITAIRE

CLIMAT :
ÇA CHAUFFE CHEZ
LES INUITS



Sommaire

Plantes génétiquement modifiées

- **Danger planétaire**
de *Arnaud Apoteker* page 4
- **Le soja de Monsanto**
de *Arnaud Apoteker* ... page 12

Société page 16
• Sans-papier : pire que les lois Pasqua

Santé page 17
• Amiante : le pire est à venir

Annonces page 17

Climat

- **Ça chauffe pour les Inuits**
de *Rosemarie Kuptana*, page 18
- **Changement climatique en région polaire**
de *Louise Comeau* page 19

Energie page 21

Environnement page 22
• Loire : la crue donne raison aux écologistes

Nucléaire page 23
• Parade antinucléaire

Végétarisme

- **Une option de vie révolutionnaire ?**
d'*André Méry* page 24

Nord-Sud page 28
• Rwanda : l'équivoque humanitaire

Paix page 29
• Quel avenir pour les objecteurs ?

Alternatives page 30
• Cun du Larzac : SOS !

Politique page 31
• Vers une France durable

Livre

- **La société en sablier**
d'*Alain Lipietz*
vu par *Michel Bernard*.. page 32

Livres page 34
Courrier page 37

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 10 janvier 1997.

Un toit pour l'écologie : c'est fini !

Commencée en mars 1993, la souscription, lancée pour participer à l'achat des locaux que nous partageons avec huit autres associations, est terminée. Nous avons même dépasser de quelques milliers de francs la somme recherchée (150 000 F)... Ce "bonus" nous servira à couvrir les frais d'envoi des jeux offerts pendant la souscription et au lancement de la nouvelle opération "Découvrez Silence".

En décembre, nous avons reçu :

Bardeau L. (Burkina Faso)	150 F
Battesti J.C. (Seine-Maritime)	120 F
Bec J. (Cantal)	200 F
Bottex G. (Rhône)	200 F
Bourquard Y. (Suisse)	220 F
Brejeon S. (Dordogne)	200 F
Brun C. (Ardèche)	150 F
Carriot M. (Tarn-et-G.)	50 F
Chevallier M. (Paris)	150 F
Comte J. (Bouches-du-Rhône)	150 F
Coutant G. (Vendée)	100 F
David G. (Ain)	150 F
De Rego A. (Savoie)	230 F
Ernandes P. (Hérault)	150 F
Faletti J. (Haute-Savoie)	150 F
François J.P. (Tarn)	400 F
Fristot V. (Isère)	200 F
Furmineux C. (Isère)	300 F
Galloy S. (Tarn-et-Garonne)	150 F
Garrigaud J. (Aude)	100 F
Géhin M. (Meurthe-et-Moselle)	110 F
Gray R. (Seine-et-Marne)	200 F
Grunwald C. (Isère)	500 F

Hachette J.M. (Hautes-Alpes)	200 F
Huysman J.Y. (Nord)	300 F
Jadeau A. (Gironde)	100 F
Joarlette E. (Vaucluse)	120 F
Kessler J. (Charente)	300 F
Klaczynski M. (Haut-Rhin)	100 F
Le Strat C. (Ardèche)	200 F
Leroy A. (Seine-Maritime)	150 F
Leschevin J. (Seine-Maritime)	760 F
Lhuillier J. (Côte-d'Or)	200 F
Masia D. (Finistère)	280 F
Mech J.P. (Drôme)	120 F
Moré A. (Loire)	150 F
Norray P. (Côte d'Armor)	250 F
Pellerin P. (Alpes-Maritimes)	200 F
Peyroche P. (Loire)	260 F
Pontal A. (Ardèche)	100 F
Rodier E. (Marne)	400 F
Sastrie P. (Gard)	100 F
Souchon G. (Paris)	150 F
Vialle M.J. (Drôme)	100 F
X	200 F
X	200 F
X	200 F
Total décembre :	9595 F
Il manquait :	2493 F
On dépasse donc de :	7102 F

Dans le prochain numéro, on publiera les derniers chèques arrivés en janvier et on fera un bilan chiffré de cette opération.

Maintenant, vous pouvez vous occuper non plus de chercher de l'argent, mais des lecteurs pour la revue en participant à l'opération "Découvrez Silence".

"DECouvrez SILENCE"

Vous avez dû recevoir fin décembre, un quatre pages d'explication de cette opération ainsi qu'un carnet de 10 billets "Découvrez Silence" à vendre autour de vous. L'opération débute bien, puisque au moment de clore ce numéro (10 janvier), vous nous avez déjà retourné près de 500 adresses. L'objectif est de 25 000 nouvelles adresses de lecteurs potentiel d'ici la fin mai. Nous ferons le point dans chaque numéro. Si vous venez de découvrir la revue, n'hésitez pas à nous écrire pour recevoir le mode d'emploi de cette opération.

SILENCE recherche des bénévoles pour l'aider à tenir ses stands dans les salons suivants :

- **Primevère** (Lyon, 28 février au 2 mars)
- **Vivre et travailler autrement** (Paris, 29 mars au 6 avril)
- **Foire de Rouffach** (Alsace, 8 au 11 mai)

Si vous pouvez nous aider, prendre contact avec nous au 04 78 39 55 33 le jeudi (Michel Jarru) ou nous écrire.

PHOTOS ET DESSINS

Silence recherche une personne bénévole disposant de quelques heures par mois sur Lyon pour coordonner l'iconographie de la revue. Les icones ce sont les photos et les dessins. Cette personne devrait assister aux réunions du comité de rédaction (3 heures environ le samedi après-midi, une fois par mois) puis en fonction des articles à venir, chercher des photos et des dessins pour illustrer ces articles. Le travail demande surtout une mémoire visuelle et est très évolutif : connaître ce que nous avons en stock et piocher dedans au minimum et, si plus de temps, chercher des photos et des dessins à l'extérieur... Si cela vous intéresse, prenez contact avec nous.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, F - 69004 LYON
Tel: 04 78 39 55 33
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Écologie
Route de Renipont 33
B - 1380 OHAÏN, Belgique
CCP 000-15 19 365-64

Imprimé sur papier 100% recyclé blanc et sans chlore par Atelier 26 - Lorjol - Tel : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, crédits)

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 1997
Titre : 3 / 2000 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Trésorier : Myriam Cognard
Administrateurs : Jacques Caclin-Mpouma
Michèle Dussaut-Delorme

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Janu
Michelle Janu
Publicité : Eve Malafosse
Relations commerciales : Patrice Bouveret
Rédaction : René Hamm

Michèle Dussaut-Delorme
Sylviane Poulenard
Francis Verigier
Roger Bernard
Richard Granham
Jacques Grinevald
Henri Perzal
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs : Aliho
Cyril
Lassepe
Mullo

Correctrice : Chantal Grosmondard
Conception maquette : Hubert Plisson
Expédition : Chislone Chapon
Claude Crotel
Elise Dumont
Déborah Gaudin
Loïc Gaudin

Malin
Vincent Martin
Bernard Pérez
Christiane Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travasolino
Raymond Vignal
Suzanne Vignal
Georges David

Correspondants : Alain Claude-Gallié
José Oria
Mireille Oria
Pierline

Et pour ce numéro : Jean-Luc Thierry
Arnaud Apoteker
Antoine Bonduelle
Louise Comeau
Hélène Connor
Rosemarie Kuptana
André Méry

Couverture : photo d'un mannequin utilisé en Grande-Bretagne par le BUAV, British Union for the Abolition of Vivisection.

Venez nous voir !

N°215 - Mars

Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 1er février à 14 h

(Clôture des brèves : vendredi 7 février à 12 h)

Expédition
vendredi 21 février à 18 h

N°216 - Avril

Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 22 février à 14 h

(Clôture des brèves : vendredi 7 mars à 12 h)

Expédition
vendredi 21 mars à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Le mois de
LASSERPE



ÉDITORIAL

Vers une évolution de marché ?

Pour finir de « désenchanter » le monde, il ne restait qu'à se substituer au processus de l'évolution lui-même. Dans un premier temps les produits des manipulations génétiques — sur le maïs et le colza — vont être diffusés massivement par les circuits alimentaires. Puis seront concernés les organismes supérieurs dont l'homme, et ce, dans un contexte eugénique. L'espèce humaine apporte dorénavant sa touche personnelle à la dynamique du vivant en détournant à des fins solvables et utilitaires, voire mythiques (corps sains, immortalité), des mécanismes qu'elle peine à comprendre.

A moins que l'homme moderne ne soit le vecteur d'un hypothétique saut évolutif de la vie : détruire pour reconstruire. Mais le prix à payer peut être la transformation de l'homme, voire sa disparition. Il n'est pas exclu que la vie élabore des stratégies suicidaires. Rien n'indique qu'il y ait une finalité à l'évolution.

D'un point de vue humaniste, la cause n'est pas évidente : si l'homme est un animal fou, la technique va dissoudre la politique, et devenir un ordre naturel lié aux intérêts de puissantes castes « biologiquement parfaites et supérieures ». C'est une façon de justifier une dictature. Par contre, si l'homme est responsable, c'est une occasion de limiter la souffrance qui le hante depuis les origines.

D'un point de vue écologiste, il y a tout lieu de s'interroger : la conscience des équilibres et des relations dans la chaîne de la vie, sa cohérence, sa beauté et sa fragilité sont une source d'émerveillement. Il est difficile d'en accepter la remise en cause, voir de séparer encore plus les hommes les uns des autres, par l'argent, par les gènes, par vénalité. La tentative d'appropriation par l'homme moderne du processus d'évolution n'a pas fini de nous inquiéter et de nous interroger.

Dominique ZANDA

DANGER PLANÉTAIRE

Commençons par définir ce qu'est le génie génétique. Contrairement à ce que l'industrie agrochimique et agro-alimentaire voudrait faire croire, les manipulations génétiques sur les plantes ne sont pas la continuation raffinée des processus d'amélioration classique des variétés végétales, mais en diffèrent radicalement.

gènes précis de quasiment n'importe quelle espèce, du règne animal ou végétal, de bactéries, de virus, etc., et de les insérer dans une plante. Ciba a créé, par exemple, du maïs auquel on a inséré un gène de scorpion.

Les substances les plus utilisées pour la manipulation génétique sont des éléments génétiques construits artificiellement,

gène le faible taux de succès dans la création d'organismes transgéniques. Un très grand nombre de cellules ou d'embryons doivent être infectés par le vecteur, ou souvent bombardés par un "canon à gènes" pour obtenir un très petit nombre d'organismes qui expriment le transgène désiré.

Pour récupérer les cellules transformées, il est également nécessaire d'introduire des "gènes marqueurs" dans le vecteur ou dans l'ADN introduit directement dans l'hôte. Les gènes marqueurs les plus utilisés sont des gènes de résistance à des antibiotiques, qui permettent la sélection des cellules transformées en les baignant dans des solutions concentrées d'antibiotiques. Ces cellules sélectionnées donneront des plantes, qui posséderont le gène de résistance à l'antibiotique et le transmettront à leurs descendants, accélérant les phénomènes de résistance à cet antibiotique des bactéries pathogènes des espèces animales ou humaine.

Les risques pour la santé humaine induits par la consommation d'aliments transgéniques ne sont pas plus imaginables aujourd'hui que ne l'était le lien entre la maladie de Kreutzfeld-Jakob et l'alimentation carnée pour les vaches, responsable de l'épidémie de "la vache folle".

En effet, le génie génétique est un ensemble de techniques qui permettent de manipuler le matériel génétique, ou ADN, c'est-à-dire les séquences des acides aminés constitutifs des chromosomes, le code qui fait que chaque individu est unique. Ainsi, les généticiens et les biologistes moléculaires sont maintenant capables de couper et coller, de faire muter, de copier et de multiplier des gènes, et surtout de transférer des gènes entre espèces. Le génie génétique permet de choisir des

appelés vecteurs, qui servent à multiplier des copies de gènes, les transporter et les forcer à s'intégrer dans des cellules qui normalement les refuseraient. Une fois dans les cellules, ces vecteurs s'immiscent dans le génome de l'hôte, qui devient un organisme transgénique. L'intégration de l'ADN du vecteur dans la cellule hôte, comme de tout ADN étranger, est un processus imprécis, aléatoire et provoque des perturbations génétiques avec des effets malheureux et même léthaux, comme en témoi-

Un aller simple pour un avenir imprévisible

Les vecteurs utilisés en génie génétique sont souvent une recombinaison de parasites génétiques de différentes origines, y compris de virus pouvant provoquer des cancers et d'autres pathologies chez les animaux et les plantes, avec leur fonction pathogène annihilée. Le vecteur le plus utilisé dans les manipulations génétiques des plantes est dérivé d'un plasmide induisant des tumeurs de la bactérie *Agrobacterium tumefaciens*.



Port d'Anvers : une équipe de Greenpeace essaie, le 7 novembre 1996, d'empêcher l'entrée d'un bateau chargé de soja transgénique. (toutes les photos sont de Greenpeace)

Les vecteurs utilisés sont conçus pour traverser les barrières entre espèces, pour mélanger des gènes entre espèces. La grande variété de leurs hôtes potentiels signifie qu'ils peuvent infecter de nombreuses espèces, et attraper des gènes de virus de toutes les espèces pour créer de nouveaux pathogènes. Ils sont également conçus pour contrer les mécanismes cellulaires qui excluent ou inactivent l'ADN étranger, et sont donc bien plus efficaces à détruire l'intégrité des espèces.

Ainsi, avec des techniques extrêmement sophistiquées, impliquant la manipulation d'organismes potentiellement dangereux, on crée des espèces nouvelles, qui n'auraient aucunement pu exister dans la nature, qui n'ont pas de passé évolutif, peuvent se multiplier, envahir de nouveaux écosystèmes, et qu'on ne peut rappeler au laboratoire si des incidents fâcheux surviennent.

Des techniques inconnues de la nature

Ces techniques sont très différentes de celles que les agriculteurs utilisent depuis des mil-

liers d'années pour améliorer les caractéristiques des plantes cultivées. Les croisements se font entre variétés d'une même espèce, ou entre espèces très voisines, c'est-à-dire que l'on mélange différentes formes des mêmes gènes (allèles). Même avec les progrès de la sélection et la création d'hybrides, il ne s'agissait que d'accélérer ou provoquer des croisements qui auraient pu se faire naturellement.

Dans cette opération, ce sont des gènes "en équilibre" avec leur milieu qui sont échangés, et non pas des gènes complètement nouveaux et "exotiques" pour une plante donnée.

Une technique neuve aux conséquences inconnues

Ce n'est qu'en 1953 que Watson et Crick ont découvert la fameuse structure en hélice de l'ADN, qui leur a valu le prix Nobel. Cette découverte a fait penser que l'on pouvait déchiffrer le "code de la vie", que les successions d'acides aminés qui forment les gènes permettaient d'expliquer comment fonctionnaient les gènes.

Il aura fallu peu de temps après cette découverte pour que les

biologistes moléculaires découpent le génome, coupent, multiplient les gènes et les introduisent d'une espèce à l'autre. Ceci a été permis par la découverte des enzymes de restriction et des plasmides bactériens, entre 1970 et 1973. L'application de ces nouvelles découvertes aux plantes a commencé en 1983, c'est-à-dire que les premières plantes transgéniques ont une quinzaine d'années à peine, alors que les premières commercialisations de ces chimères viennent d'être accordées et qu'elles arrivent massivement sur le marché.

Or on connaît encore très peu de choses sur le fonctionnement de la machine génétique. Les acides aminés ne peuvent pas être comparés à des briques de Lego, qui permettent de fabriquer des objets parfaitement définis. Par exemple, l'utilité et la fonction de 90% de l'ADN ne sont pas comprises. En conséquence, les scientifiques ont déclaré provisoirement qu'il ne servait à rien, d'où son nom de *junk DNA*, ou ADN rebus. La transgénèse repose sur un certain nombre d'hypothèses, qui sont extrêmement simplificatrices et de plus en plus réfutées par l'expérience et de nouvelles découvertes

scientifiques en génétique. Par exemple, les promoteurs du génie génétique expliquent que les scientifiques peuvent maintenant identifier le gène individuel qui contrôle telle ou telle caractéristique, l'extraire, le copier et insérer la copie dans un autre organisme. Ce nouvel organisme, et ses descendants, auront acquis la caractéristique désirée. Ceci donne l'impression qu'un gène contrôle précisément un trait de caractère, que le transfert du gène résulte dans le transfert du caractère et que le processus de la modification génétique est une opération simple et précise.

En réalité, les gènes fonctionnent en un réseau très complexe et interconnecté, de telle façon que l'expression de chaque gène dépend des autres. L'expression d'un gène diffère d'un individu à l'autre, simplement parce que la base génétique, consistant de tous les autres gènes, est différente. Les travaux en génétique moléculaire montrent aussi que le génome lui-même est dynamique et fluide, en constantes interactions avec l'environnement cellulaire et écologique. En conséquence, l'hérédité, c'est-à-dire la reproduction stable des mêmes caractéristiques dans les organismes, génération après génération, ne peut pas être due uniquement à la nature immuable de l'ADN, mais au réseau complexe de relations et rétroactions mutuelles entre l'environnement écologique et la physiologie de l'organisme et de ses gènes.

Pourtant, dans un laps de temps extrêmement court, si on le compare à l'évolution qui a duré plusieurs milliards d'années, on a aboli la barrière entre espèces et on lâche dans la nature des plantes au comportement imprévisible, dont le patrimoine génétique n'a subi aucun processus d'évolution.

Des conséquences écologiques

Certains organismes génétiquement manipulés posent des risques écologiques sérieux. Certains types de modifications des plantes peuvent exacerber les problèmes de contrôle des mauvaises herbes ou produire des gènes qui se

répandent dans les populations sauvages avec des conséquences dommageables pour la biodiversité.

Les assurances générales de la sécurité des organismes génétiquement modifiés ne sont pas fondées scientifiquement. La tendance malheureuse des avocats et des promoteurs du génie génétique à évacuer certains risques réels des OGM utilise un raisonnement pseudo-scientifique qui néglige les principes de l'écologie scientifique. En particulier, il est erroné de conclure à la sécurité en général de la dissémination d'OGM dans l'environnement simplement parce que par le passé les cultures modifiées n'ont pas provoqué de catastrophe écologique ou parce que rien de fâcheux ne s'est produit à la suite de quelque deux ou trois mille disséminations expérimentales. Les expériences du passé ne s'appliquent pas à certaines des nouvelles recombinaisons qui sont maintenant possibles grâce au génie génétique.

Les essais en champ ne peuvent fournir les informations nécessaires pour les disséminations à grande échelle parce qu'ils ont été contrôlés bien plus rigoureusement que dans les circonstances probables de production commerciale. Le confinement des OGM devient impossible lorsque l'organisme est produit commercialement à une échelle globale. C'est pour cette raison que l'évaluation des risques ne peut retenir le confinement comme stratégie de réduction des risques. Au contraire, elle devrait aborder le problème du potentiel d'envahissement des gènes et des plantes transgéniques avec l'hypothèse qu'ils vont s'échapper du contexte agricole pour lequel ils ont été conçus.

Les données sur la démographie des plantes dans des conditions de culture sont les meilleures indications du potentiel "envahissant" et donc du risque écologique. Si un transgène améliore notablement la capacité de la plante à croître et se multiplier hors de la culture, cette plante risque de devenir envahissante, ou le transgène risque de se répandre dans les populations sauvages et altérer leurs conditions génétique ou éco-

logique. L'absence de données sur des risques environnementaux ne devrait pas conduire à la conclusion de l'absence de risques, mais qu'un risque particulier n'a pas été considéré.

Les modifications de plantes qui améliorent la résistance de la plante à des stress d'origine naturelle doivent être examinées de particulièrement près. D'un point de vue écologique, on peut distinguer entre les gènes introduits pour modifier la qualité alimentaire d'un produit et ceux qui modifient sa résistance à un stress écologique (herbicide, pathogène, parasite, sécheresse, etc.). Les modifications de qualité alimentaire qui ne procurent pas d'avantage comparatif à la plante modifiée auront moins de chance de la rendre "invasive". En revanche, les modifications qui rendront une plante résistante à des herbicides, ou des insectes, peuvent transformer une plante non invasive en sérieuse mauvaise herbe pour d'autres cultures.

Des conséquences sanitaires

Le génie génétique, parce qu'il permet des interventions techniques dans les produits alimentaires qui étaient impossibles auparavant, pose des risques inédits pour la santé humaine ou animale. Des substances nouvelles peuvent être introduites dans nos aliments par le biais de plantes transgéniques, dont les effets à long terme sont inconnus. Les sources alimentaires issues du génie génétique contiennent souvent en fortes proportions des protéines, produits de l'expression du gène introduit ou modifié, qui peuvent représenter de nouveaux dangers pour la santé.

Un des risques les plus évidents de l'alimentation transgénique est la création d'allergies. Les allergies sont en effet causées par des protéines. Les nouvelles protéines d'origine virale, bactérienne, végétale et animale que le génie génétique se prépare à introduire dans notre alimentation n'ont souvent jamais fait partie de l'alimentation humaine et leur potentiel allergène est totalement inconnu.



Port de Saint-Nazaire : le 19 décembre 1996, des militants de Greenpeace ont empêché le déchargement de soja transgénique pendant toute une journée.

Le risque d'augmentation des allergies est bien réel, car les personnes sujettes à des allergies alimentaires savent bien quels aliments éviter, mais comment sauront-elles si elles sont allergiques aux aliments modifiés génétiquement ?

Le cas d'un soja transgénique créé par la compagnie semencière Pioneer est édifiant à ce sujet. En effet, ce soja avait reçu un gène de la noix du Brésil pour augmenter sa teneur en un acide aminé, la méthionine. Les tests classiques de détermination du potentiel allergène se sont montrés négatifs. Cependant, la noix du Brésil est un puissant allergène, connu, et l'on dispose de sérum de personnes allergiques à la noix du Brésil. Les tests effectués avec les échantillons de sérum ont montré que le pouvoir allergène de la noix du Brésil était passé dans le soja, bien qu'un seul gène de la noix du Brésil aît été introduit dans le génome du soja et que les premiers tests aient été négatifs. Pioneer a donc arrêté le développement de son produit.

Le problème devient bien plus ardu lorsque le donneur de gène ne fait pas partie de l'alimentation humaine, comme c'est le cas pour la majorité des plantes trans-

géniques sur lesquelles travaillent actuellement les géants de l'agrochimie et des semences. Le potentiel allergène de ces nouvelles protéines est "incertain, imprévisible et instable", selon les termes du scientifique Marion Nestle, dans le journal *New Scientist*.

Les techniques de transfert de gènes ne permettent pas de diriger l'insertion du gène étranger dans une position précise du génome. Or l'impact du gène inséré dépend du contexte spatial dans l'organisme récepteur. C'est l'effet de position. Le gène peut donc engendrer des phénomènes différents de ce que laisseraient prévoir une simple addition d'éléments isolés. De tels phénomènes ne peuvent être exclus lors de l'introduction de gènes étrangers dans notre alimentation.

Les manipulations génétiques peuvent également induire des changements dans les processus métaboliques. Par exemple, l'application de l'herbicide Roundup sur des haricots transgéniques rendus résistants à cet herbicide a entraîné la fabrication métabolique inattendue de substances oestrogènes actives. Les produits métabolisés par les nouveaux métabolismes peuvent être toxiques lorsqu'ils se retrouvent dans des aliments mani-

pulés ou en quantités non décelables dans des substances produites à partir d'OGM (sucre de betterave transgénique, par exemple).

Ces derniers risques pour la santé humaine sont totalement imprévisibles. Les pathologies spécifiques induites à long terme par la consommation d'aliments transgéniques ne sont pas plus imaginables aujourd'hui que ne l'était le lien entre la maladie de Kreutzfeld-Jakob et l'alimentation carnée pour les vaches, responsable de l'épidémie de "la vache folle". Les tests mis en avant pour autoriser sans étiquetage les produits issus du génie génétique reposent sur le concept "d'équivalence en substance". Selon les législateurs européens, un aliment transgénique ne doit pas être signalé comme tel s'il est suffisamment proche de l'aliment naturel pour mériter le titre d'équivalent en substance. La viande de vaches carnivores aurait passé le test de l'équivalence en substance sans l'ombre d'un doute.

Des conséquences économiques et sociales

Le génie génétique appliqué à l'agriculture, qui permet de modifier les caractéristiques de

cultures pour augmenter leur résistance à des herbicides ou à des parasites, pour améliorer leur valeur nutritionnelle ou longévité sur les étals, est vendu comme la solution à la faim dans le monde. On entrevoit même des plantes résistantes à la sécheresse ou au froid, fixatrices d'azote ou présentant de meilleurs rendements.

Les arguments humanitaires des promoteurs de la biotechnologie accompagnent l'arrivée des produits génétiquement modifiés dans les supermarchés des pays riches, introduits subrepticement malgré l'opposition massive des consommateurs. Ils ont l'aura d'une noble obligation, qui, culpabilisant les dubitatifs, est en réalité une source potentielle énorme de bénéfices pour les multinationales de l'agrochimie et de la semence.

L'expérience de la "Révolution verte" (1) nous enseigne que ce n'est pas d'une révolution technique que viendra la victoire contre la malnutrition. Au contraire, la complexité des techniques mises en œuvre, leur degré de technicité et leur coût ne peuvent qu'accélérer la marginalisation des petits agriculteurs du monde entier. Chaque élévation du degré de complexité des pratiques agricoles, avec la libéralisation mondiale des échanges, a provoqué des phénomènes de concentration de la production agricole, par lesquels les plus gros et les plus "modernes" des agriculteurs ont absorbé les exploitations plus petites, renvoyant des millions de ruraux grossir les mégapoles, dans les conditions souvent désastreuses que l'on sait.

La production agricole mondiale a augmenté de façon spectaculaire au cours des cinquante dernières années, grâce aux espèces à haut rendement de la révolution verte. L'impact écologique de ces monocultures à base de fertilisants, pesticides, irrigation et mécanisation est considérable et menace gravement la sécurité alimentaire. Des quantités immenses de sol cultivable sont perdues chaque année, par érosion, salinisation ou pollution. Entre 1981 et 1991, la surface agricole mondiale a diminué de 7%. Les pressions accrues sur les terres agricoles conduisent à la marginalisa-

tion d'un nombre croissant de petits agriculteurs.

La sécurité alimentaire repose également sur la diversité biologique. Les études montrent que les communautés écologiques diversifiées sont plus résistantes à la sécheresse ou d'autres déséquilibres écologiques. Ces principes de diversité et de stabilité sont également utilisés dans les systèmes traditionnels d'agriculture. Une profusion de variétés et de races locales sont cultivées pour une meilleure adaptation aux conditions écologiques locales et une plus grande gamme de résistances à diverses maladies et parasites. La révolution agricole et les monocultures associées portent un coup fatal à cette biodiversité si nécessaire à la sécurité alimentaire. Selon la FAO, le monde aura perdu, en l'an 2000, 95% de la diversité génétique utilisée en agriculture au début de ce siècle.

Des plantes modifiées pour favoriser la vente d'un herbicide

Les cultures transgéniques sont développées à partir des variétés à haut rendement de la révolution verte et risquent d'aggraver encore le problème de l'insécurité alimentaire, par le biais d'une technicité accrue, d'une augmentation des quantités d'herbicides totaux épandues et d'une concentration encore plus grande des fournisseurs de semences et d'intrants. La plupart des plantes génétiquement modifiées le sont pour augmenter leur résistance à un herbicide, favorisant ainsi la vente de l'herbicide de la compagnie qui a développé les semences.

Le danger immédiat de ces cultures est la dissémination du transgène à des plantes sauvages apparentées, et la création de "super mauvaises herbes", résistantes aux herbicides. Le colza, par exemple, qui a reçu une autorisation européenne pour la commercialisation d'une variété résistante à un herbicide, peut se croiser avec de nombreuses plantes apparentées et créer des hybrides fertiles.

De plus, les plantes transgéniques résistantes à un herbicide

permettent d'utiliser de grandes quantités d'herbicides directement sur les cultures, tuant de nombreuses espèces et polluant les sols et les eaux.

L'utilisation plus fréquente d'un nombre plus réduit d'herbicides va augmenter la pression de sélection des mauvaises herbes et accélérer leur résistance à l'herbicide par d'autres voies que le flux de gènes. Les plantes transgéniques elles-mêmes peuvent se transformer en mauvaises herbes, sous la forme de repousses, et obliger à l'utilisation de nouveaux herbicides pour les éliminer.

L'illusion humanitaire

Le problème aujourd'hui n'est pas la production alimentaire, suffisante pour alimenter raisonnablement l'ensemble de la planète, mais sa distribution parmi les populations les plus nécessiteuses. Malgré les prix alimentaires les plus bas jamais enregistrés, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et 82 pays, dont la moitié en Afrique, ne cultivent pas assez pour leur population et ne peuvent en importer. Aux Etats-Unis, première puissance exportatrice mondiale de produits agricoles, 30 millions de personnes se couchent le ventre vide.

L'élimination de la faim dans le monde ne passe pas par une augmentation de la production à l'aide de moyens techniques de plus en plus sophistiqués et coûteux, mais par des réformes sociales et un engagement politique bien plus inconfortable pour nos sociétés nanties. Elle exige une distribution plus équitable des ressources de notre planète, à commencer par des réformes agraires qui permettent l'accès aux terres de populations asservies dans nombre de pays.

Le poids respectif des monocultures d'exportation par rapport aux cultures vivrières dans la plupart des pays du tiers-monde devrait également être examiné en prenant en compte la situation des populations de ces pays. Mais il est plus facile de proposer des astuces technologiques que de remettre en

(1) NDLR: "La révolution verte" a consisté à la fin des années 40 à introduire dans les pays du Sud des variétés à hauts rendements obtenus par sélection. Le prétexte idéologique était alors de venir en aide à ceux qui souffraient de la faim. Mais ces nouvelles variétés se sont avérées fragiles, nécessitant l'apport de nombreux intrants que les pays du Sud n'ont pu acquérir qu'en s'endettant lourdement... Les seuls bénéficiaires ont finalement été les grandes firmes d'engrais et de pesticides.

cause le modèle d'agriculture et de société qui conduit à exclure des circuits alimentaires des millions d'habitants.

Les recherches et les premières commercialisations de plantes transgéniques portent principalement sur la résistance aux herbicides de cultures destinées aux tables des pays riches, dont le but principal est de permettre aux multinationales de l'agrochimie de vendre plus de leurs produits. Il est question ici d'une logique commerciale facile à comprendre, mais pas d'un effort altruiste pour soulager la faim dans le monde.

95 % de la recherche en génie génétique est effectuée par les multinationales du Nord. Les recherches portent principalement sur des cultures utilisées dans l'alimentation des citoyens du Nord. Une partie non négligeable des recherches a porté sur la résistance à des herbicides et a conduit à des alliances entre agrochimistes et semenciers.

Les caractères qui pourraient prétendre à plus d'utilité sur le plan de la sécurité alimentaire, comme la résistance à la sécheresse, la fixation d'azote ou des rendements accrus ne résultent pas de l'action d'un gène isolé, mais d'un ensemble d'actions et rétroactions commandées par de très nombreux facteurs. Les éventuelles transformations génétiques qui amélioreraient des plantes sur ces aspects sont encore de la science fiction, à des dizaines d'années, si tant est qu'elles soient possibles, et ne nécessitent pas la commercialisation et la culture à grande échelle d'espèces dangereuses qui ont pour objectif d'enrichir une poignée de multinationales.

De l'agriculture à la moléculture

Un certain nombre de recherches en transgénèse porte sur les transformations qualitatives des plantes, comme les modifications des qualités nutritionnelles d'un produit (contenu en acides gras de certaines plantes oléagineuses, par exemple). Les résultats de ces recherches peuvent avoir des résultats dramatiques sur le sort des agriculteurs, au Sud comme au



Siège d'Unilever à Londres : *parallèlement à des actions dans les ports, les militants de Greenpeace ont occupé le siège des grandes firmes agro-alimentaires, comme ici, le 16 octobre 1996.*

Nord. De nombreux laboratoires préparent des arômes de vanille ou de cacao, qui seraient fabriqués par des plantes des pays tempérés. Les rares sources de devises de pays du tiers-monde, dépendants des exportations de ces produits encore relativement rares, pourraient rapidement se tarir au profit de plantes cultivées sous nos latitudes.

De même, l'interchangeabilité potentielle des cultures pour la production de matière première en vue de la fabrication d'aliments industriels (huile végétale de soja et colza, par exemple), permettra à l'industrie agro-alimentaire de s'approvisionner aux cours les plus bas aux dépens des agriculteurs, de plus en plus réduits à l'état de "moléculteurs", fabricants de molécules en fonction des demandes

du marché. Ce mouvement, accompagné de la concentration des producteurs d'intrants agrochimiques et de semences (conçus pour aller ensemble) va coïncider les agriculteurs entre des quasi-monopoles de fournisseurs, capables d'imposer leur prix, et des acheteurs capables de baisser les prix en jouant du choix élargi des matières premières potentielles pour leurs produits.

L'arme alimentaire devient une réalité

La soumission des agriculteurs aux multinationales semencières va également s'accroître avec l'apparition des brevets sur la matière vivante. Pour rentabiliser au plus vite les gigantesques

investissements dans la création d'espèces chimériques, les producteurs de ces plantes transgéniques réclament le brevet sur les plantes transformées. Jusqu'à très récemment, la matière vivante n'était pas brevetable. Comment la vie pourrait-elle être soumise à brevet ? Les producteurs de variétés améliorées bénéficiaient du certificat d'obtention végétale, qui permettait à la fois la reconnaissance de l'inventivité de l'obteneur et les droits des agriculteurs à semer les graines issues de leurs récoltes. Les plantes transgéniques seront brevetables, c'est-à-dire que les agriculteurs n'auront pas le droit d'utiliser les semences qu'ils auront produites, mais devront les racheter pour chaque récolte.

Enfin, les coûts très élevés de recherche et développement favorisent la concentration des plus gros de la filière, au niveau des fournisseurs d'intrants agrochimiques et de semences. On assiste récemment à de très nombreuses fusions entre les compagnies du secteur, où les plus gros achètent à tour de bras les entreprises capital-risque qui s'étaient aventurés dans le domaine, et les alliances entre semenciers et chimistes s'accroissent. Le même phénomène se produit en aval de la filière, où les industries agro-alimentaires réalisent les bénéfices économiques potentiels que cette nouvelle technologie promet par la réduction des coûts de production.

Des cartels extrêmement puissants se forment, pour qui l'arme alimentaire devient une réalité. Plus rien n'empêche une multinationale de l'agrochimie ou de l'agro-alimentaire de faire des pressions très fortes sur des producteurs, voire sur des Etats en contrôlant les processus de la production alimentaire.

Le génie génétique ne promet pas la sécurité alimentaire pour une population croissante, mais au contraire constitue une très puissante arme alimentaire à l'usage d'un très petit nombre de grosses multinationales.

Il représente une rupture considérable avec la façon dont nous considérons le phénomène de la vie, qui est réduit avec le génie

génétique à une espèce de mecano d'acides aminés, "marchandisable" comme n'importe quel produit matériel.

Du côté des réglementations

Les disséminations d'OGM dans l'environnement font l'objet d'une directive européenne (Directive 90/220). Elle concerne aussi bien les disséminations en plein champ au titre de la recherche que les cultures à grande échelle en vue de la commercialisation et a pour objectif de fixer un cadre commun concernant l'évaluation de la sécurité du génie génétique et d'éviter les distortions entre Etats qui pourraient nuire à l'essor de cette technologie.

Cette directive distingue les disséminations au niveau recherche et développement (partie B de la directive) et les procédures de mise sur le marché (partie C). Dans le premier cas, la compagnie qui désire tester une plante transgénique soumet un dossier à l'autorité compétente du pays pour lequel l'autorisation est demandée. Celle-ci prend la décision d'autoriser ou non sur son territoire l'espèce modifiée. Les autres Etats-membres ne sont qu'informés par un dossier résumé, et ne peuvent s'opposer à l'autorisation de dissémination, même s'il est évident qu'une pollution génétique ne s'arrêterait pas aux frontières.

La procédure est plus complexe pour l'autorisation de mise sur le marché, qui relève de la Commission européenne, agissant sous le lobby des multinationales de l'agrochimie pour faciliter le plus possible la libre circulation de ces produits et rendre les oppositions des Etats-membres plus difficiles à faire valoir. La firme envoie une demande d'autorisation pour la commercialisation à l'autorité d'un Etat-membre de son choix. La France, particulièrement favorable au développement de cette nouvelle technologie, est le pays européen qui reçoit le plus de demandes d'autorisation de mise sur le marché.

Si la demande est reçue

positivement, le dossier est transmis par la Commission aux autorités compétentes des autres Etats-membres. L'autorisation européenne sera accordée si les autres Etats-membres ne soulèvent pas d'objection. Si des objections sont soulevées par d'autres Etats-membres, l'autorisation de dissémination ne peut être délivrée qu'après avoir été votée à la majorité qualifiée du comité sur la dissémination d'OGM dans l'environnement. Si la proposition n'obtient pas la majorité qualifiée, la décision peut être modifiée et adoptée par le Conseil des ministres de l'environnement de l'Union européenne. Si le conseil des ministres ne se prononce pas dans les trois mois, la décision adoptée est celle de la Commission.

Cette procédure paraît très complexe. Elle est surtout antidémocratique et laisse les Etats-membres avec très peu de pouvoir par rapport à la Commission. On l'a vu dans le cas du maïs transgénique de Ciba-Geigy, autorisé par la Commission le 18 décembre dernier, alors qu'au mois de juin précédent, 13 des 15 ministres de l'environnement de l'Union européenne s'étaient prononcés contre la proposition de la Commission de mise sur le marché (sans restriction et sans étiquetage).

Cette directive a été pourtant qualifiée de pionnière en ce qui concerne l'application du principe de précaution, parce que les dossiers présentés aux titres de la recherche ou de la commercialisation doivent comporter des analyses de risques pour la santé humaine et l'environnement, alors même qu'aucun accident écologique grave n'est (encore) à déplorer et qu'elle prévoit l'information du public. Malheureusement, les études de risques présentés pour les plantes transgéniques déjà autorisées par la Commission souffrent de très nombreuses lacunes et sont totalement inadéquates en ce qui concerne les évaluations à long terme. Cependant, cette évaluation sommaire des risques paraît encore trop contraignante aux yeux des multinationales de la biotechnologie et de leurs avocats au sein de la Commission, qui a déjà entrepris

Bientôt dans nos assiettes

Culture	Source du transgène	But de la manipulation
Luzerne	bactérie	vaccin oral contre le choléra
Maïs	blé	réduction des dégâts dus aux insectes
	luciole	introduction de gènes marqueurs
	pétunia	résistance herbicide
	blé	résistance insectes
	scorpion	résistance insectes
Laitue	tabac, pétunia	résistance maladies
Concombre	tabac, pétunia	résistance maladies
Pomme de terre	poulet	résistance maladies
	phalène	résistance maladies
	virus	résistance maladies
	bactérie	résistance herbicide
	homme	résistance métaux lourds
Riz	haricot, pois	stockage de protéines
	bactérie	réduction des dégâts dus aux insectes
	homme	production pharmaceutique
Courge	virus	résistance maladies
Tournesol	noix du Brésil	stockage de protéines
Tomate	poisson	résistance au froid
	virus	résistance maladies
	bactérie	réduction des dégâts dus aux insectes
	scorpion	résistance maladies
	homme	résistance métaux lourds

un travail de dérégulation de la Directive afin de la rendre moins contraignante.

France, terre d'accueil

En France, c'est la loi du 13 juillet 1992 qui transpose la Directive européenne 90/220. Elle a fait l'objet d'un débat intense sur l'interprétation de l'information au public. Comme il est d'usage, la formule minimale a été choisie, malgré les demandes des associations de protection de l'environnement de soumettre les disséminations d'OGM aux mêmes règles que les installations classées. Les promoteurs du génie génétique, outrés que l'on puisse imaginer que les disséminations d'OGM soient risquées, ont réussi à changer le projet de loi. Dans le texte final, il ne reste comme contraintes qu'un simple affichage en mairie et la mise à disposition des éléments publics du dossier de demande d'autorisation. Tous les points éventuellement litigieux de la demande d'autorisation peuvent être couverts par le secret commercial.

La Commission du Génie Moléculaire (CGB) est l'organe chargé de conseiller l'autorité compétente française sur les disséminations. Elle est composée de 18 membres, dont les 11 scientifiques sont des spécialistes de la génétique moléculaire. Y siègent également un représentant des industries du génie génétique, un représentant des salariés de ces industries, un juriste,

un membre de l'Office Parlementaire des Choix Techniques et Scientifiques, un représentant des associations de consommateurs et un représentant des associations de protection de l'environnement (France-Nature-Environnement). Son président est Axel Kahn, directeur de recherche à l'INSERM. La composition de la CGB ne peut la rendre que favorable a priori aux disséminations d'OGM. Les scientifiques sont des spécialistes de la génétique, et il n'y a aucun représentant de l'écologie, de la malherbologie (science des mauvaises herbes) ou biologiste des populations, qui puisse avoir une vision plus globale que l'évaluation de la construction moléculaire réalisée dans la plante ou l'organisme.

Il n'est guère étonnant que la France soit le pays européen où il y ait eu le plus d'essais en plein champ de plantes transgéniques. 450 dossiers ont été examinés, qui représentent plus de 3000 sites de dissémination en ce qui concerne la recherche et le développement. Quatorze espèces de plantes ont été disséminées depuis 1987, dont les deux plus importantes sont le maïs et le colza. On peut rappeler que le colza a la particularité de disperser son pollen et de s'hybrider très facilement avec des plantes sauvages apparentées, ce qui rend probable le transfert de gènes introduits dans le colza à d'autres plantes. Les autres plantes favorites des industriels de la bio-

technologie qui utilisent le territoire français comme terrain d'essai sont le tabac (parfait pour espérer réduire la faim dans le monde), la betterave, la pomme de terre, le melon, la tomate. Quelques essais ont également eu lieu avec le peuplier, la laitue, le tournesol, la chicorée, la vigne, le soja et la courgette. Le nombre de dossiers progresse de plus de 30% par an.

En ce qui concerne les autorisations de mise sur le marché, les décisions se prennent au niveau communautaire, mais la France est le pays préféré pour faire la demande à l'autorité compétente. 13 dossiers d'autorisation de mise sur le marché de plantes transgéniques ont été présentés dans l'Union européenne, parmi lesquels 9 ont été déposés à l'autorité compétente française. 5 plantes génétiquement modifiées ont obtenu l'autorisation de mise sur le marché en Europe. Il s'agit de tabac résistant à un herbicide, développé par la SEITA et Rhône-Poulenc, de colza mâle stérile, de chicorée mâle stérile, du soja résistant à un herbicide de Monsanto, et enfin du maïs, résistant à un herbicide, à la pyrale (chenille) et à un antibiotique de Ciba-Geigy. En cours d'examen par l'Union européenne, il y d'autres maïs, résistants à des herbicides d'autres fabricants et un melon, développé en France, qui pourrait moins vite que le melon naturel.

Mais déjà de nombreuses autres plantes se préparent à envahir nos champs et nos assiettes (voir tableau). Ils nous promettent des aliments de plus en plus nombreux issus de transformations génétiques, dont la plupart ne devront même pas être étiquetés si le projet de "Règlement sur les nouveaux aliments" est adopté. En effet, celui-ci précise que seuls les aliments contenant le produit génétiquement modifié lui-même devront être étiquetés. C'est-à-dire que la betterave transgénique devra être signalée, mais pas le sucre fabriqué à partir de cette betterave. Le consommateur devient le cobaye de l'industrie agro-alimentaire et de sa "Frankenbouffe", sans possibilité de le savoir ni de le choisir.

LE SOJA DE MONSANTO

En novembre 1996, pour la première fois, du soja génétiquement modifié en provenance des USA a été mis sur le marché européen. La controverse sur l'application du génie génétique à l'agriculture a franchi une nouvelle étape. Pour la pre-

mière fois, on commercialise en grandes quantités une plante aux gènes manipulés par l'homme. Or le soja entre dans la composition de nombreuses denrées alimentaires : de la margarine à l'alimentation pour bébés, en passant par le chocolat, 60% de nos produits alimentaires contiennent du soja.

mière fois, on commercialise en grandes quantités une plante aux gènes manipulés par l'homme. Or le soja entre dans la composition de nombreuses denrées alimentaires : de la margarine à l'alimentation pour bébés, en passant par le chocolat, 60% de nos produits alimentaires contiennent du soja.

Le soja, riche en protéines et en graisses naturelles, est principalement transformé en huile et en farine. La majeure partie de la farine sert à fabriquer des aliments pour animaux à forte valeur protéique ; le reste est destiné à la consommation humaine. L'huile de soja, quant à elle, est essentiellement destinée au secteur agro-alimentaire où elle subit d'autres transformations. La lécithine, produit obtenu principalement à partir d'huile de soja, est employée comme stabilisant et émulsifiant, par exemple pour assurer la cohésion de la graisse et de l'eau dans

la margarine, et permettre que cette dernière s'étale facilement. On trouve du soja dans le muesli, le hareng fumé, les bonbons, les gâteaux, les pâtisseries, les biscuits, la viande, les aliments pour bébés, les produits de régimes amaigrissants, pour ne citer que ceux-là.

Le soja transgénique de Monsanto vendu sous le nom *Roundup Ready Soybean* (RRS) a

été rendu résistant au désherbant Roundup, également de Monsanto, (dont le glyphosate constitue la matière active). Le Roundup est mortel pour les plantes. En agriculture, on l'utilise pour éliminer les "mauvaises herbes". Grâce à l'insertion dans le patrimoine génétique du soja de parties d'un gène de virus, de bactérie et de pétunia, il est capable de survivre à une dose de Roundup deux fois supérieure à la normale.

Les consommateurs européens ne sont guère enthousiastes à l'idée d'être forcés de consommer des aliments issus du génie génétique. Selon une enquête de l'institut de sondage Mori réalisée en décembre 1996 dans 6 pays européens (France, Italie, Pays-Bas, Danemark, Royaume-Uni, Suède), la majorité des consommateurs européens ont déclaré être opposés aux aliments manipulés génétiquement. En France, 76% des interrogés ont déclaré ne pas être d'accord avec la phrase : "Personnellement, j'apprécierais de manger des aliments modifiés génétiquement" et 66% se déclarent opposés au développement et à l'introduction de manipulations génétiques dans l'alimentation. Pourtant, la Commission de l'Union européenne a donné son feu vert à l'importation et à la transformation en Europe du soja de Monsanto.

Malgré l'opposition des consommateurs, les multiples produits contenant du soja génétiquement modifié arrivent sur le marché.

Monsanto

Avec des ventes annuelles s'élevant à environ 9 milliards de dollars US, Monsanto n'est pas tout-à-fait un géant du secteur chimique. Ce groupe industriel est devenu tristement célèbre pendant la guerre du Vietnam, en tant que fabricant du défoliant "Agent orange". La population vietnamienne souffre encore maintenant des conséquences de l'usage massif de ce produit hautement toxique.

Monsanto se décrit lui-même comme un "leader" en matière de biotechnologie. En effet cette entreprise, qui emploie plus de 30 000 salariés dans le monde entier, fabrique une large gamme de produits faisant appel au génie génétique. Le groupe a quatre types d'activités : sa branche agro-alimentaire s'occupe de la production d'aliments et d'herbicides, la branche chimique fabriquant des plastiques et des produits chimiques industriels, entre autres. Il y a quelques années encore, Monsanto était l'un des plus grands et plus scandaleux producteurs de polychlorobiphényles, les fameux PCB cancérigènes. Searle, une filiale du groupe, travaille dans le domaine pharmaceutique et NutraSweet, autre filiale, réalise l'essentiel de ses profits grâce à l'édulcorant du même nom, qui contient de l'aspartame.

Cependant, craignant que son soja "amélioré" lui reste sur les bras, Monsanto a tout mis en oeuvre, avec le soutien des autorités américaines, pour que ce soja ne soit pas signalé comme "génétiquement manipulé". Le consommateur ignore ainsi ce qu'il achète. Les récoltes de soja naturel et de soja transgénique sont mélangées aux Etats-Unis. En autorisant ce soja en Europe, la Commission a même voté contre l'étiquetage des produits transgéniques, à la suite de menaces de sanctions commerciales émises par le gouvernement américain.

Cela signifie que l'on bafoue de facto les droits des consommateurs. Ces derniers ne sont pas consultés, mais placés devant le fait accompli selon le principe "mange ou crève". Ils ne peuvent même pas utiliser leur pouvoir d'achat pour soutenir ou non cette forme d'agriculture hautement industrialisée.

Problèmes et risques : insuffisances du dossier d'autorisation de Monsanto

Risques écologiques

Bien que le soja RRS ait été étudié pour ses caractéristiques agricoles par des essais en champ, beaucoup d'aspects demeurent inconnus. Le passage de la culture expérimentale à petite échelle à la plantation sur des superficies importantes multiplie les risques. La nouvelle variété chassera-t-elle d'autres plantes ? Infiltrera-t-elle des écosystèmes ? Sa résistance aux substances toxiques entraînera-t-elle des mutations à son niveau ?

Le soja RSS est également exporté vers l'Asie, l'Australie et les îles du Pacifique. Le soja étant originaire de ces régions, cela crée un risque de croisement avec des variétés sauvages locales. Des gènes étrangers peuvent ainsi s'introduire et se répandre dans des populations de soja sauvage. L'expression "pollution génétique" a été créée pour décrire ce phénomène. Et personne n'est en mesure d'en prédire les effets, notamment sur l'évolution de la flore.



Iowa, USA : le 10 octobre 1996, les militants de Greenpeace neutralisent un champ de soja transgénique en épandant un colorant sur tout le champ.

Risques sanitaires

Monsanto affirme que ses tests sur des rats, des vaches, des poulets et des poissons ont démontré que les risques d'allergies au soja RSS n'étaient pas plus importants qu'avec des graines de soja classiques.

La farine de soja est en grande partie utilisée comme ali-

ment pour animaux. Les formulaires d'application de Monsanto pour la mise sur le marché de son soja mutant montrent que les essais alimentaires sur des animaux ont été menés sur une durée maximale de dix semaines. Il est donc totalement impossible de prévoir les éventuels effets à long terme, ou les conséquences sur les générations futures.

L'herbicide Roundup

On estime que le Roundup représente environ 15 % du total des ventes de Monsanto. Cet herbicide à base de glyphosate est le plus vendu au monde. Rien qu'aux USA, on estime à 11 800 tonnes les quantités de Roundup annuellement répandues sur les champs, les bords des routes et les jardins. Les droits de propriété industrielle pour cet herbicide développé voici 25 ans arrivent à expiration dans quatre ans. Il est évident que Monsanto veut utiliser le soja RSS pour occuper le marché après l'expiration des droits, en l'an 2000.

"Le Roundup se décompose rapidement dans le sol", affirme-t-on chez Monsanto. "Même après une utilisation de longue durée, il n'y a aucune conséquence sur l'environnement." Ces déclarations ignorent délibérément le fait que n'importe quel herbicide laisse des traces dans l'environnement : après tout, son rôle est de détruire les herbes indésirables dans les champs. De plus, en Californie, le Roundup a été identifié comme la troisième cause connue de maladies liées aux pesticides chez les ouvriers agricoles. Malgré tout, Monsanto proclame fièrement que le Roundup "est rapidement dégradé par les micro-organismes naturels en monoxyde de carbone, en ammoniac et en phosphate" et prétend qu'au bout de quelques semaines, il n'en subsiste plus de traces détectables. Mais les tests de contrôle consécutif sont très coûteux, et ne figurent généralement pas au programme des analyses habituellement pratiquées. Cependant dans les cas où ils ont été effectués, ils ont fourni des résultats fort différents de ceux de Monsanto : en fonction du type de sol, des traces de glyphosate étaient encore décelables au bout d'une année ; et même au bout de trois années dans les forêts suédoises.

Coton : un gigantesque flop

La manipulation génétique du coton s'est révélée un échec désastreux. Monsanto avait annoncé que son nouveau coton, sorti tout droit du laboratoire des généticiens, sécréterait un substance toxique pour les chenilles, grâce à un gène "autoprotecteur" éliminant les larves d'insectes sans qu'il soit nécessaire d'utiliser des produits chimiques. Les plantes de la variété baptisée "Bollgard" (ce qui signifie à peu près : défense du coton), auxquelles on avait ajouté un gène de la bactérie *bacillus thuringiensis*, étaient donc censées produire au niveau de leurs feuilles un poison mortel pour les chenilles : la toxine Bt. Dès la première année, les planteurs de coton américains ont donc cultivé cette nouvelle variété sur plus de 700 000 hectares. Mais les calculs de Monsanto se sont révélés faux : les spécialistes ont constaté que la variété Bollgard produisait la substance insecticide en quantités insuffisantes, et trop lentement pour que les jeunes pousses soient protégées. Résultat, dans certaines exploitations, jusqu'à 60 % des plantes ont été attaquées par les chenilles, et au Texas au moins 8 000 hectares ont été ravagés par le ver du cotonnier. Les dégâts pour la récolte en question ont été estimés à 5,5 milliards de francs.

Les conséquences pourraient être incalculables s'il s'avérait que la Bollgard, au lieu de devenir résistante aux larves d'insectes, avait rendu les insectes résistants à la toxine Bt. La bactérie *bacillus thuringiensis*, et les toxines qu'elle produit, sont un insecticide apprécié notamment des agriculteurs biologiques. On s'en sert dans de nombreux pays comme "toxine biologique". Bien que les larves d'insectes soient maintenant exposées à la toxine Bt dans le cas du coton Bollgard, celle-ci ne les tue pas : les conditions idéales sont réunies pour que les larves deviennent résistantes à la toxine bactérienne.

L'introduction sur le marché de ce nouveau soja manipulé va transformer les consommateurs en cobayes à leur insu ; car même des modifications minimales de la structure protéinique peuvent déclencher de nouvelles allergies, comme l'a démontré la tentative de Pioneer d'introduire un gène de la noix du Brésil dans du soja.

Monsanto n'a pas non plus déterminé comment l'utilisation du glyphosate (la matière active du Roundup), pour lequel a été créé le RRS, est susceptible d'affecter la composition du soja. D'une part, les résidus de l'herbicide peuvent être toxiques, et il se peut également que le glyphosate affecte la composition du soja autrement que par la présence de résidus. En effet, le glyphosate agit sur le métabolisme du soja pour la production d'acides aminés. Aucune donnée n'a été présentée sur l'importance et les conséquences de ce changement dans le métabolisme.

Les réactions

Pour l'industrie alimentaire, qui a pris position en faveur des manipulations génétiques, le soja RSS servira de test. C'est en effet la première fois qu'une plante transgénique entre dans la fabrication d'un si large éventail de pro-

duits. Les géants de l'agro-alimentaire sont à l'avant-garde du mouvement, car ils espèrent réduire leurs coûts de production et obtenir des matières premières meilleur marché grâce aux nouvelles méthodes génétiques. Les grands groupes tels qu'Unilever, Nestlé et Danone affirment que le soja de Monsanto ne présente aucun danger et que les matières premières produites à partir de ce soja ne sont pas différentes des matières premières traditionnelles employées jusqu'ici.

Greenpeace se bat contre la dissémination d'OGM dans l'environnement depuis plusieurs années. Cette campagne a pris une ampleur considérable avec la récolte et les premières importations européennes de soja transgénique. Il est justifié d'admettre que l'organisation a eu un rôle majeur dans la prise de conscience de l'arrivée imminente dans nos assiettes d'une alimentation génétiquement transformée.

Greenpeace a mené des actions contre les premières arrivées en Europe de soja transgénique, en empêchant le débarquement de soja génétiquement contaminé dans de nombreux ports d'Europe, depuis Hambourg jusqu'à Barcelone, en passant par Anvers et Liverpool. Dans un certain nombre de cas, des référés ont

L'hormone laitière

Le produit génétique le plus connu de Monsanto est probablement son hormone de croissance bovine recombinée, rBST (somatotropine bovine recombinée), commercialisée sous la marque Posilac, et utilisée pour augmenter la production de lait du cheptel américain depuis le printemps 1994. Bien qu'il soit prouvé que cette hormone, qui doit être injectée tous les deux mois, nuise à la santé des animaux, Monsanto a réussi à obtenir de la Food and Drug Administration américaine (FDA) l'autorisation de mise sur le marché, malgré les protestations d'organisations de consommateurs et d'agriculteurs, et même d'organisations commerciales.

L'utilisation de l'hormone galactogène est interdite dans l'Union européenne, du moins jusqu'à l'an 2000. Ensuite, la Commission européenne devra statuer à nouveau. Monsanto n'a pas publié de chiffres récents relatifs à ses ventes de Posilac. Selon certaines sources, environ 30 % du cheptel laitier américain serait traité au Posilac. Aux USA, les actions menées par Monsanto contre les entreprises refusant d'utiliser l'hormone galactogène sont particulièrement édifiantes : le groupe chimique a engagé des procès contre des sociétés faisant figurer la mention "sans rBST" sur leurs produits, comme la Pure Milk and Icecream Company, qu'elle voulait forcer à retirer cette mention ; mais Monsanto a perdu le procès.

été prononcés contre l'organisation, avec des amendes tellement élevées qu'elles ont empêché de poursuivre ces actions aussi longtemps que le souhaitaient les militants.

La responsabilité des industries agro-alimentaires a également été dénoncée par des actions aux sièges des trois grands du secteur, Unilever, Nestlé, Danone. En Allemagne, Autriche, Suède, ces derniers ont déclaré qu'ils n'utiliseraient pas de soja transgénique dans leurs produits alimentaires. Dans les autres pays d'Europe, la pression des consommateurs n'a sans doute pas encore été assez forte, même si la majorité d'entre eux sont opposés aux aliments génétiquement modifiés.

Signez la pétition !

En France, Greenpeace diffuse une pétition pour demander l'interdiction de l'importation de soja transgénique. Elle a recueilli plus de 30 000 signatures en deux mois. Diffusée jusqu'à la fin février, destinée au premier ministre, elle lui demande d'invoquer l'article 16 de la Directive 90/220 qui permet à un Etat-membre de refuser l'importation d'un produit génétiquement modifié s'il estime qu'il représente un danger pour la santé humaine ou l'environnement.

L'ensemble des associations de consommateurs ont clairement indiqué qu'elles refusaient que les consommateurs servent de cobayes à l'industrie agro-alimentaire et ont réclamé un étiquetage spécifique des produits génétiquement modifiés. De même, la Fédération du Commerce et de la Distribution (FCD) s'est prononcé pour une traçabilité des produits alimentaires et demandé à leurs fournisseurs d'étiqueter les produits issus du génie génétique. Il est clair que les écologistes doivent aller bien plus loin, que le problème de l'étiquetage ne devrait même pas se poser. Au vu des risques écologiques et sanitaires, sans parler des problèmes éthiques, la manipulation génétique des plantes et leur dissémination ne devrait pas être autorisée ; ces produits ne devraient pas exister. Cependant, il est urgent que le public puisse éviter de consommer le soja et le maïs qui sont déjà sur le marché, et que pour ces deux produits, il est nécessaire de pouvoir choisir entre le transgénique et le "naturel".

Arnaud APOTEKER
Responsable "Biodiversité"
Greenpeace France

Contact : Greenpeace-France,
21 rue Godot de Mauroy 75009 Paris
Tél : 01 53 43 85 85

La cuisine génétique

Aux Etats-Unis, Monsanto a déjà l'autorisation de commercialiser plusieurs plantes transgéniques : le soja RSS, le coton Bollgard, mais également une variété de pommes de terre résistantes aux attaques des insectes appelée NewLeaf. Et ce n'est que le début. Le groupe chimique a déjà annoncé pour les années à venir la mise sur le marché d'autres plantes utiles ayant fait l'objet de manipulations génétiques :

- du maïs Roundup Ready,
- du coton Roundup Ready,
- du colza Roundup Ready,
- de la betterave à sucre Roundup Ready,
- du maïs résistant aux insectes,
- des tomates fermes et résistantes au pourrissement Monsanto,
- des pommes de terre résistantes aux virus,
- des pommes de terre plus ferme.

Le groupe Monsanto est de toute évidence en train de faire du développement de plantes résistantes au Roundup une partie importante de sa stratégie. Il a très récemment annoncé qu'il projetait d'investir dans les prochaines années environ 200 millions de dollars US dans la modernisation de ses installations de production de Roundup. Le groupe espère accroître ses ventes d'herbicides et cherche à mettre en place pour les décennies à venir une agriculture hautement industrialisée fondée sur l'utilisation des pesticides et le développement de plantes sur mesure.

La tomate mutante

Pour la compagnie californienne Calgene, qui a mis au point une tomate ferme et résistante au pourrissement, la Flavr Savr, Monsanto a été le sauveur de dernière minute. Depuis 1994, la culture et la commercialisation de tomates transgéniques sont autorisées aux USA. Mais la Flavr Savr s'est révélée un désastre économique pour Calgene. Les consommateurs lui reprochaient son goût métallique. De plus, 30 % des tomates ont été écrasées au moment du conditionnement, rendant nécessaire la fabrication coûteuse de nouveaux emballages. Seul, le soutien financier de Monsanto a permis à cette entreprise de biotechnologie d'éviter la faillite.

Le maïs de Ciba-Geigy

Quelques semaines après les premières importations du soja transgénique de Monsanto, contestées par la majorité des consommateurs européens, la Commission européenne a autorisé l'importation du maïs transgénique de Ciba-Geigy, pour tous usages et sans étiquetage, le 18 décembre dernier. Dès le lendemain, Greenpeace bloquait le déchargement de la première importation de corn gluten (résidus de maïs pour l'alimentation animale) au terminal de Montoir de la ville de Saint-Nazaire. Ce maïs est conçu pour résister à l'herbicide Basta, de Ciba-Geigy, à la pyrale du maïs et à un antibiotique commun, l'ampicilline. L'autorisation de sa mise sur le marché a rencontré l'opposition de 3 ministres de l'environnement de l'Union européenne, mais les pouvoirs de la Commission lui ont permis de passer outre cette opposition. Il est certain que ce maïs dangereux fera parler de lui dans les prochains mois.

RÉFÉRENCES

Je me suis aidé principalement de trois documents pour la rédaction de ces articles :

- "Perils amid promises of genetically modified foods", Mae-Wan Ho, Greenpeace International, 1996
- "Environmental risks of genetically engineered organisms and key regulatory issues", Kareiva, P., and Parker, L., Greenpeace International, 1995
- "Génie génétique et production alimentaire", Médecins en faveur de l'environnement, case postale 41, 4013 Bâle, Suisse

Par ailleurs, le lecteur intéressé pourra lire :

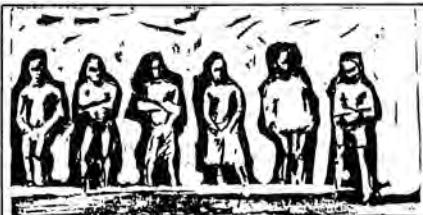
- "Les plantes transgéniques en agriculture", sous la direction d'Axel Kahn, John Libbey, Eurotext, qui représente le point de vue de la CGB, donc très enthousiaste sur le génie génétique.
- "Biotechnology's bitter harvest", a report of the biotechnology working group, mars 1990, qui est une critique scientifique des menaces des plantes résistantes aux herbicides pour l'agriculture durable.
- "Éthique et agro-industrie", de Vandana Shiva (le livre du mois dernier de Silence)

Et, pour le côté technique :

- "Les techniques de transgénèse en agriculture", Académie des Sciences, rapport commun n°2, octobre 1993
- "Biotechnology, agriculture and food", OCDE, 1992, en oubliant le côté ultra-libéral de l'analyse de l'OCDE

Enfin, un document plus ancien qui analyse les conséquences du génie génétique sur les rapports Nord-Sud :

- "Biotechnology and third world agriculture", New hope or false promise, Henk Hobbelink, icda, 1987



SOCIÉTÉ

PETITES PHRASES

"On n'a pas la télévision, c'est elle qui vous a"
Yvan Gradis, Le Publiphobe, novembre 1996.

MARCHES EUROPÉENNES CONTRE LE CHOMAGE

Des marches européennes contre le chômage, contre la précarité et les exclusions devraient partir de diverses villes d'Europe au printemps pour converger vers Amsterdam où elles arriveront le 14 juin pour manifester à la veille de la conférence intergouvernementale sur le social.

En France, des organisations comme Agir contre le chômage (AC I), Droit au Logement, Droit devant, Mouvement national des chômeurs et des précaires, etc... préparent ces marches qui pourraient commencer en France, selon les villes, entre le 15 avril et la mi-juin. Un appel est lancé pour recenser toutes les associations qui seraient parties prenantes dans ce projet et pour ainsi établir des itinéraires. Contact : AC I 42 rue Avron, 75020 Paris, tél : 01 40 09 27 49.

COMBATTRE INTERNET

Paul Virilio, urbaniste de formation, a engagé depuis de nombreuses années, une réflexion sur la vitesse. Dans une interview accordée au Monde le 28 janvier 1992, il parle des "autoroutes de l'information". Extraits.

"La vitesse est un facteur essentiel dans la répartition des richesses et du pouvoir. Le mode dominant de déplacement détermine à chaque époque l'organisation de la société (...). Aujourd'hui le mode de déplacement principal est le transport électronique des informations, et de l'ac-

tion. Il s'agit de moins en moins de parcourir une distance, mais de contrôler et d'agir à distance. Dès lors le temps l'emporte sur l'espace (...).

Jusqu' alors toutes les accélérations avaient concerné des vitesses relatives. Mais il existe un absolu : la vitesse de la lumière, celle des transmissions électroniques. Et nous y sommes. Or, je crois qu'il y a une démocratisation possible, un partage des vitesses relatives et qu'il n'y en a pas de la vitesse absolue. La vitesse absolue, c'est l'attribut du divin, c'est l'attribut de l'autocratie. L'ubiquité, l'instantanéité, l'immédiateté, l'inertie.

La vitesse absolue est le contraire de la démocratie, qui suppose le temps d'aller vers les autres, de discuter, de prendre le temps de la réflexion et de partager la décision, quand il n'y a plus de temps à partager, avec cette fatalité de l'accélération, il n'y a plus de démocratie possible".

HAUTE-LOIRE : GREVE DE LA FAIM

Dominique Laurain, militant écologiste a un mode de vie jugé trop marginal par le maire de sa commune. Cela lui vaut, à partir de 1985, des prises de bec répétées avec les élus et les gendarmes. En avril 87, sa fille âgée de 2 ans et demi, est agressée par la cousine du maire. Plainte classée sans suite. En février 1988, les services sociaux débarquent et le maire obtient une suspension des allocations familiales. Une deuxième fille naît en février 1989. Les parents s'en mêlent qui demandent un droit de visite aux enfants, ce qui envénime encore la situation. Avec d'autres, Dominique Laurain, a créé une association de défense des marais de Landos contre un projet de carrière. La tension mon-

SANS PAPIERS : PIRE QUE LES LOIS PASQUA

Après la mobilisation de cet été, il était évident que les lois Pasqua devaient être modifiées. Alors que la commission de réforme, pourtant pilotée par la droite, proposait certains allègements permettant de régulariser les sans-papiers de Saint-Bernard, le gouvernement, par la voix de Debré, a, au contraire, aggravé les dérivés des lois Pasqua. Alors qu'auparavant, selon un vote à l'unanimité datant de juillet 1984, un résident régulier depuis plus de trois ans pouvait prétendre à une carte de résidents de dix ans renouvelable automatiquement "sauf trouble grave de l'ordre public", un amendement a supprimé le mot "grave", ce qui fait que la participation à une simple manifestation suffit maintenant pour remettre en cause l'attribution de cette carte. Debré a essayé également de remettre en cause le regroupement familial alors que Pasqua avait déjà essayé un refus du Conseil Constitutionnel. N'oublions pas de signaler la position des élus de gauche : un seul élu PS et un seul élu PC dans l'hémicycle pour suivre les débats. Ne parlons même pas du Mouvement des Citoyens de Chevènement qui a pris carrément position contre la lutte des sans-papiers, avec les relents nationalistes habituels.



te : deux autres militants sont blessés en mars et mai 1989 à coups de couteau. Les affaires sont classées sans suite. Une médiatrice est nommée pour essayer de calmer le jeu. En vain : Dominique Laurain demande en préalable que ses plaintes soient examinées en justice. Fin 1996, la goutte d'eau qui fait déborder le vase est la suspension de toutes les aides familiales pour non-scolarisation des enfants... alors que seule l'éducation est obligatoire.

Le 24 décembre dernier, le couple et les deux enfants se retranchent dans une salle du Palais de justice du Puy-en-Velay pour demander la prise en compte de leurs demandes. Après 14 heures de négociation, ils se rendent sans aucune violence. Dominique Laurain est alors immédiatement placé en hôpital psychiatrique où il a entamé une grève de la faim. Un comité de soutien s'est mis en place : Comité contre l'arbitraire, Fay, 43370 Bains, tél : 04 71 57 51 49.



LE RETOUR DU DOCTEUR KNOCK

Jules Romain le faisait dire à son célèbre Docteur Knock en 1923 : "Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore". Il ne croyait sans doute pas si bien dire si l'on en croit les conclusions d'une thèse de doctorat soutenue par le chef du service de santé publique du canton de Tessin, en Suisse : "Les opérations sont nettement plus fréquentes dans la population en général que dans les familles de médecins" : 84 % de plus pour l'ablation de la vésicule biliaire, 83 % de plus pour une opération d'hémorroïdes, 58 % pour une opération de la matrice, 53 % de plus pour une hernie inguinale, 46 % de plus pour l'ablation des amygdales, 19 % de plus pour les curetages. Bref, si il y a des dérapages dans le domaine de la santé, les médecins en sont responsables pour une très grande part.

RADIO-REVEILS : DANGER !

Les études se multiplient sur les dangers des appareils électriques situés à proximité du corps et en particulier du cerveau. Après les questions que posent les téléphones sans fil (voir Silence n°210), c'est au tour des radio-réveils d'être suspectés d'être dangereux. Les champs produits étant extrêmement faibles, il est conseillé de placer les radio-réveils à plus d'un mètre de la tête du dormeur. Rappelons que l'on peut remplacer un radio-réveil par un réveil mécanique : plus de champs électrique et économie d'électricité. De même, il est déconseillé de laisser une télévision en veille dans une chambre. De manière générale, il est conseillé d'éviter tout appareil électrique sous tension à proximité des lits. Évitez les jouets électriques, ordinateurs, etc... dans les chambres d'enfants.

AMIANTE : LE PIRE EST A VENIR

Les services du Ministère de la Santé avouent aujourd'hui que l'amiante provoque déjà 2000 décès par an... et que cela augmentera probablement jusqu'en 2010, année où l'on s'attend à avoir 10 000 morts. Pour le moment les plaintes des malades se multiplient, relayées par celles des familles de ceux qui sont déjà morts.

Mi-novembre, le personnel de la ligne 2 du métro de Paris a déclenché une "alerte" et stoppé son travail, après l'annonce de la mort d'un mécanicien de l'atelier d'Auteuil chargé de l'entretien sur la ligne 10. Les syndicats dénoncent la présence d'amiante dans les rames MF-67 au niveau des portières et des moteurs. La direction de la RATP a reconnu que le décès était d'origine professionnelle. Sciences et Avenir, dans son numéro d'octobre, estime que les surfaces à nettoyer représentent en France 100 millions de mètres carrés. Le nettoyage devrait coûter entre 40 et 100 milliards de francs. L'un des parcs les plus touchés est le parc scolaire dans lequel les travaux seront financés à 50 % par l'Etat pour le primaire et 25 % dans le secondaire.



Pour en savoir plus : Association nationale de défense des victimes de l'amiante, 25 rue Sainte-Félicité, 75015 Paris, tél : 01 48 28 76 72.

ANNONCES

EMPLOIS

• Suite aux grèves étudiantes et lycéennes en novembre 1996, le gouvernement français a accepté le principe d'un rectorat autonome en Guyane et la création de nombreux postes d'enseignants. Alors qu'actuellement 50 % des jeunes ne parlent pas le français, le risque est grand que cette augmentation du nombre d'enseignants conduise à un ethnocide. En attendant donc que les Indiens puissent organiser eux-mêmes leur propre enseignement - comme ils le demandent - il est donc urgent qu'un maximum de ces nouveaux enseignants soient recrutés parmi ceux qui sont sensibles aux questions ethniques et aux respects des différences. Cela conviendrait donc tout particulièrement à des étudiants en ethnologie ou en sciences de l'éducation. Comme

dans tous les DOM, le salaire est augmenté de 40 % + des primes d'éloignement, des primes ZEP, des primes "zones isolées". Renseignements : France-Amazone, 3 Impasse de Normandie, 31700 Blagnac.

• Les Ateliers de la Bergerette, 8 rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, association pour la promotion du recyclage, de la récupération et de la protection de l'environnement, recherchent pour leur "recyclerie" deux personnes (H ou F) pour deux postes à plein-temps (CDD dans optique CDI) partagés comme suit : un mi-temps franc commun + un mi-temps atelier. Le franc commun consiste en accueil du public, prises de rendez-vous, ramassages, vente en magasin "recyclabrac". L'atelier consiste pour le premier poste en un travail en électro-technique (réparation petit et gros électro-ménager, chauffage, hi-fi...), le deuxième poste en un travail "sensibilisation et formation", gestion de la documentation, utilisation et réalisation d'outils pédagogiques,

élaboration de dossiers, travail en partenariat avec associations, mairies, structures inter-communales... Ces personnes devront partager les objectifs de l'association et s'intégrer dans l'équipe en place (une douzaine de personnes). Elles devront aussi faire preuve d'initiatives, d'autonomie et disposer d'aptitudes physiques au travail manuel. Permis B nécessaire, PL apprécié. Salaire net : 5500 F. Envoyer CV et lettre de motivations.

RECHERCHE

• J'étais en train de reconvertir mon exploitation en bio, un instant d'égarément et tout bascule. Me voilà condamné à vivre loin des oiseaux et du soleil pour de longues années. Je cultive ici un "jardin mural" fait de cartes postales et de dessins humoristiques sur l'écologie. Si vous pouvez m'en envoyer, cela me fera plaisir. André Chauvin, n°864318, 2ème div, cel 119, 1 allée des Tuyas, 94261 Fresnes.

• Avez-vous déjà été confronté aux nuisances d'une course de motos en pleine nature ? Y-a-t-il des moyens de s'opposer à ce type de manifestations ? Nous cherchons tout renseignements à ce sujet. Merci de nous contacter. André Larivière, La Rabine, 43440 Chassignoles.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce dominicale au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.

ÇA CHAUFFE CHEZ LES INUITS !

Rosemarie Kuptana est intervenue comme présidente de la Conférence Inuit Circumpolaire à la Conférence des signataires de la Convention des Nations unies sur le changement climatique de juillet 1996. Témoignage.



Je m'appelle Rosemarie Kuptana et je suis originaire de Port Sachs, petit village inuit sur la Mer de Beaufort à l'extrême ouest de l'Arctique canadien. Etant présidente de la Conférence Inuit Circumpolaire, organisation internationale qui existe depuis quinze ans, je m'adresse à vous au nom de la nation Inuit vivant dans les régions arctiques de quatre pays circumpolaires : la Russie, l'Alaska (Etats-Unis), le Canada et le Groenland.

Je suis venu vous parler au nom d'un peuple qui a vécu en intimité avec le milieu arctique depuis des dizaines de milliers d'années. Les Inuits sont des chasseurs qui vivent essentiellement de la mer, à la frontière des glaces. Nous dépendons de la terre et des mammifères marins, des poissons et autres ressources renouvelables de l'Arctique pour nous nourrir et subvenir à nos besoins. La culture Inuit et nos façons de vivre traditionnelles sont en symbiose avec les rythmes naturels et types de climat du milieu arctique.

L'expérience traditionnelle de mon peuple est le fruit d'informations emmagasinées depuis plusieurs milliers d'années. Au-delà de sa dépendance naturelle à l'environnement arctique pour sa subsistance, mon peuple entretient une profonde relation spirituelle avec la terre, la mer, les glaces, les animaux et le climat de l'Arctique tel qu'ils se manifestent aujourd'hui. L'Arctique tel que nous le connaissons a structuré notre culture de multiples façons, trop pour les mentionner. Il nous a fait ce que nous sommes - Inuit, peuple de l'Arctique.

Le changement climatique n'est pas passé inaperçu dans nos communautés. Maintenant, les chasseurs remarquent des changements comme par exemple les décolorations et l'amincissement de la glace marine, les changements dans les surfaces de mer libre, et la présence d'animaux autrefois inconnus dans nos régions. Pour la première fois de mémoire inuit, des grizzlys ont été vus près de mon village natal sur

l'île Banks. Des chasseurs hautement expérimentés et avisés ont fait des chutes à travers des couches de glace marine qu'ils tenaient autrefois pour très sûres.

L'écosystème arctique et les sociétés qui en dépendent sont, de nombreuses façons, plus sensibles au changement climatique que les autres régions du monde. Les scientifiques ont identifié un certain nombre de raisons pour expliquer cette sensibilité particulière de l'Arctique. L'état des connaissances scientifiques suggère que, pour un réchauffement donné de la surface planétaire, le changement de température prévisible dans certaines régions de l'Arctique sera de 2 à 2 fois et demi plus important que la moyenne mondiale.

Il y a changement climatique chez nous, et, si l'on ne prend pas des mesures immédiates et concertées pour alléger notre influence, ce changement climatique représentera un danger. Il me faut vous dire que, dans votre intérêt comme dans le nôtre, il faut

CHANGEMENT CLIMATIQUE EN REGION POLAIRE

Le second rapport du GIECC ou IPCC, groupement inter-gouvernemental d'étude des changements climatiques (1), présenté aux participants de la conférence de Genève prévoit un doublement des concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre aux alentours de 2030 et annonce que si des mesures de prévention ne sont pas prises, le système des climats terrestres y répondra par une augmentation de la température moyenne en surface d'environ 2° en 2100 par rapport à 1990.

De plus la région au Nord du 50ème parallèle se réchauffera durant la même période 1990-2100 d'une moyenne de 3 à 5°C, avec une pointe en fin d'automne et en hiver. Cette pointe serait due essentiellement au retard de formation des banquises dans les mers.

L'étude de Mackenzie

Un réchauffement est déjà observé dans le Nord du Canada et dans d'autres parties du cercle polaire arctique. Le bassin de Mackenzie, qui couvre 1,8 millions de km² dans le grand nord canadien (soit plus de trois fois la surface de la France), s'est réchauffé en moyenne de 1,5°C depuis cent ans, soit trois fois plus vite que le reste du globe (estimé entre 0,3 et 0,6°C). L'Alaska et la Sibérie se sont réchauffés de manière similaire. Les scientifiques canadiens qui observent ces données ont noté des niveaux d'eau historiquement bas, des zones localisées de fusion du permagélisol (2), et une érosion accrue ainsi que des glissements de terrain.

Les cinq plus grands incendies de forêts connus dans ces régions se sont tous produits depuis 1980 et la forêt canadienne se trouve ainsi actuellement émettrice de carbone vers l'atmosphère alors qu'elle constituait un puits à carbone entre 1920 et 1980 (3).

Augmentation des pluies

Le réchauffement a été plus important en hiver et au prin-

temps, particulièrement dans le bassin du Mackenzie, le détroit de Béring et le lac Baikal en Russie. Les températures en Scandinavie et en Sibérie occidentale ne montrent pas cette tendance, tandis que les températures autour du Groenland et de l'île de Baffin ont plutôt refroidi ces trente dernières années. La plupart des modèles prédisent une région de perturbation maximale — réchauffement ou refroidissement — dans l'extrême nord de l'Atlantique.

Tous les modèles climatiques prévoient une augmentation des précipitations moyennes et des augmentations en proportion dans les latitudes élevées en hiver (sauf autour de la mer de Norvège à cause du refroidissement). Le réchauffement de l'atmosphère augmente le taux de vapeur et accélère le mouvement de la vapeur d'eau vers les pôles. Des études publiées par Kahl et ses collaborateurs en 1993 montrent une augmentation des précipitations dans le Nord-Ouest canadien et l'Alaska, l'Arctique canadien de l'Est, le Groenland, la Scandinavie, la Russie centrale, sans que cette tendance se retrouve dans l'est de la Russie arctique. Les modèles suggèrent que les chutes de neige d'automne et d'hiver pourraient augmenter de 24 % dans le Mackenzie.

Diminution des glaciers

Le rapport du GIECC observe que la cryosphère (les glaces) est en recul partout dans le monde depuis le début du XXème siècle. *"L'étendue des glaciers alpins dans certains systèmes montagneux est probablement plus réduite qu'à aucun moment durant les 5000 dernières années"*. *"Les carottages montrent que le permafrost se réchauffe"*. *"Quant aux glaces de rivières et de lacs nordiques, il y a une tendance à une prise de glace tardive et à une débâcle précoce"*. *"Le retrait des glaciers et leur amincissement a peut être déjà déclenché une réponse des océans dans la région*

de courants tournants de la mer du Groenland" (4).

Le centre Nansen a mesuré l'étendue des glaces (partie variable tantôt glace, tantôt eau) et la surface des glaces (surface de l'océan toujours en glace) durant la période 1978-1994 : elles ont perdu respectivement 4,5 % et 5,6 %. La concentration des glaces (densité) a baissé de 1,8 %. C'est la première fois qu'une telle tendance est observée.

Conséquences sur les écosystèmes

Selon le second rapport du GIECC/IPCC, le réchauffement peut avoir des impacts sérieux sur les écosystèmes nordiques : *"Les réchauffements prévus du climat réduiront substantiellement l'étendue réelle de la cryosphère"*. Cette réduction aura des impacts négatifs sur les écosystèmes et sur les activités sociales et économiques. *"Les zones de glaciers et de sol gelé en permanence seront parmi les zones les plus affectées dans le monde dans le cas d'un changement de climat accéléré. Si ceci s'accompagne d'une activité humaine accrue, des changements importants du paysage de nombreuses chaînes montagneuses et de l'Arctique en résulteront"*.

La distribution des plantes et de la faune changera. Cela pourrait ainsi, par exemple, provoquer plus de neiges en hiver et plus d'insectes en été avec comme conséquence de demander une plus grande dépense d'énergie de la part des caribous pour déterrer leur nourriture sous la neige et pour chasser les insectes en été. Cette dépense d'énergie pourrait entraîner une diminution de la taille de ces ruminants.

Louise COMEAU
Sierra Club du Canada

Traduction : Antoine Bonduelle et Hélène Connor, Réseau Action Climat France.

(1) Le GIECC ou IPCC en anglais a fait travailler plusieurs milliers de savants et de représentants des gouvernements pour aboutir à l'un des plus gros travaux de consensus jamais entrepris.

(2) Le permagélisol ou permafrost : sous-sol gelé en permanence.

(3) On appelle "puits à carbone" une région ou un écosystème qui absorbe de façon nette du carbone. C'est en temps normal le cas des forêts en expansion. Les régions polaires étaient jusqu'à récemment considérées comme des puits.

(4) Extraits du Deuxième rapport GIECC/IPCC.

Et en France ?

La question du changement climatique concerne l'environnement naturel, la solidarité Nord-Sud, les politiques de l'énergie, l'agriculture... autant dire beaucoup de lecteurs de Silence devraient se sentir concernés. Un réseau vient de se créer pour faire le lien entre les Organisations non-gouvernementales agissant au niveau international, pour faire pression sur les pouvoirs publics français. Il s'agit notamment d'obtenir, en 1997, à Kyoto un premier protocole de réduction des émissions des pays riches à l'échéance de 2005.

On retrouve dans ce réseau des associations telles que France-Nature-Environnement, Greenpeace, WWF-France, Amis de la Terre, FUBicy, FNAUT ainsi que des groupes spécialisés telles que l'AGEDEN, l'ASDER, l'INESTENE, 4D, Energy 21...

On peut en savoir plus en prenant contact avec : Réseau Action Climat France c/o David Maignan, 4D, 7 impasse Charles Petit, 75011 Paris, tél : 01 44 64 74 94.

stopper le changement climatique d'origine humaine. Nous ne pouvons pas attendre 2010 ou 2020. Nous formons une grande famille humaine et nos destins sont liés les uns aux autres, tout comme ils sont liés au destin de la planète. En tant

que famille humaine, nous devons — dès 1997 — nous donner des objectifs spécifiques et un calendrier de réduction des concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Il nous reste une année pour négocier les prochaines étapes de la Convention sur le changement climatique. Une année pour négocier un protocole ayant force de loi et qui inclut des objectifs sérieux et des échéances pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il nous reste une année pour prendre des mesures concrètes qui permettent d'éviter de perturber dangereusement le système climatique. Attendre encore serait inacceptable. Toute votre science ne saurait vous dire ce que seront les surprises et quand elles se produiront — tout juste qu'il y en aura.

Votre science révèle de plus en plus de risques possibles. Ces risques sont inacceptables pour les Inuits. Et ces risques devraient aussi être inacceptables par tous les peuples ici représentés.

Je fais appel à tous les gouvernements pour qu'ils prennent en considération le sort de l'Arctique et les impacts que leur mode de vie a sur nous, les Inuits. Nous avons besoin que vous donniez des instructions à vos négociateurs afin qu'ils sachent à quel point le changement climatique est dangereux et doit être évité. Il faut arrêter les émissions de gaz à effet de serre afin que leur concentration ne double pas dans l'atmosphère.

Premièrement, pour traiter de façon adéquate la question du changement climatique d'ici 2100, nous devons commencer par fixer des objectifs et des calendriers de réduction pour la période intermédiaire. Notre premier objectif et notre première échéance doivent être une réduction de 20 % d'ici 2005 à signer lors de la troisième conférence prévue au Japon en 1997. Je veux vous faire remarquer qu'il y a eu au Japon des efforts remarquables pour augmenter la compréhension du public sur la façon dont les nations industrialisées affectent l'Arctique (par les gaz polluants qui traversent les frontières par exemple). Je suis sûre que nous pouvons compter sur le Japon pour des initiatives semblables sur la question du changement climatique.

Deuxièmement, il faut reconnaître l'importance des connaissances écologiques traditionnelles et l'importance de notre participation. Il faut accorder aux peuples autochtones de participer à part entière à tout processus international destiné à faire face au problème du changement climatique, incluant le processus menant à la troisième conférence.

Les Inuits ont pratiqué un développement soutenable durant des milliers d'années. Cependant les changements climatiques menacent notre capacité à survivre et nos pratiques soutenables. Le climat de l'Arctique est très dur et, pour d'autres, il peut sembler peu attirant. Mais vous devez réaliser que ce climat fait partie intégrale d'un écosystème très sensible et que ce dernier nous a nourris ainsi que toutes les générations passées. Nous devons nous assurer qu'il pourra nourrir nos enfants et les générations futures. Vous devez enfin réaliser que notre écosystème unique forme notre culture, nos esprits et notre âme en tant qu'Inuits.

Rosemarie KUPTANA

Découvrez le nouvel ouvrage des Éditions Silence.

L'auteur, expert à l'IPCC, présente, ici, de manière simple, ce que l'on sait et ce que l'on suppose.

Au nom du principe de précaution il demande que des mesures soient prises sans attendre une éventuelle catastrophe.

68 pages - 40 F

Bon de commande en page 39

Stephen Henry SCHNEIDER

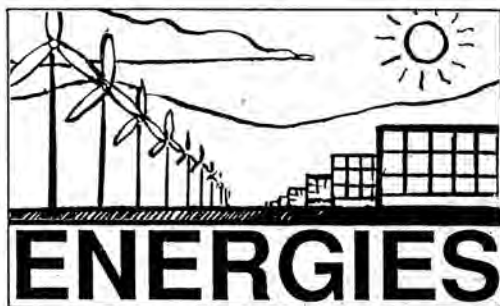


Où va le climat ?

Que connaissons-nous du changement climatique ?

Éditions Silence - Greenpeace

Traduction de Hélène Connor, Réseau Action Climat France.



JAPON : DIRIGEABLES SOLAIRES

Comme les satellites nécessitent des capitaux énormes, des alternatives sont actuellement étudiées. Après la NASA qui teste des avions géo-stationnaires à haute altitude gérée par des photopiles (voir n°212-213), c'est le Japon qui révèle un de ses projets : l'envoi de dirigeables à 20 000 m de hauteurs (juste au-dessus des avions les plus hauts, dont la stabilité serait assurée par un petit moteur et une balise alimentés par des panneaux photovoltaïques. Une vingtaine de ces dirigeables suffiraient ainsi pour assurer le relais des téléphones mobiles sur tout le Japon. Le Japon annonce la commercialisation de ces dirigeables pour 2002.

CRETE : ÉOLIENNES CONTRE CENTRALE THERMIQUE

Le développement du tourisme et de la climatisation sur l'île de Crète provoque une hausse de la consommation électrique de 7 % par an. Pour remédier à cela, le gouvernement grec envisage la construction d'une nouvelle centrale thermique de 150 MW dans la baie de Atherinoliakkos. Outre la pollution de l'air et les risques de marée noire dus aux navettes des tankers entre la Crète et la Grèce, Greenpeace dénonce le gaspillage économique de cette solution : le kWh produit coûtera deux fois plus cher que celui issu des éoliennes déjà installées sur l'île. Greenpeace rappelle que suite à un appel d'offre du gouvernement grec, émis il y a deux ans, des investisseurs privés s'étaient proposés pour la construction de nouvelles éoliennes à hauteur de 200 MW. Vu l'isolement de l'île, des solutions solaires sont également possibles. Enfin, Green-

peace a fait une étude montrant les possibilités d'économie d'énergie sur l'île. Greenpeace Grèce a fait une tournée d'explication dans l'île et en Grèce, ce qui lui a valu un énorme soutien. L'enjeu est particulièrement important : ce serait la première fois qu'un projet de centrale thermique serait remplacé par un programme renouvelable.

FRANCE : LE RETOUR DU CHARBON ?

L'inauguration en octobre 1995, à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, d'une centrale thermique au charbon sur "lit fluidisé" particulièrement propre est passée inaperçue : EDF, partenaire de Charbonnage de France, n'a pas souhaité en faire la publicité. Et pour cause : alors que le kilowatt installé dans le nucléaire coûte 10 600 francs, cette centrale n'a coûté que 8800 francs le kilowatt. Mais le moins cher reste à venir : les nouvelles centrales au gaz naturel ne coûtent que 4700 francs le kilowatt installé. A EDF on s'interroge sur la nécessité d'une nouvelle génération de centrales nucléaires... car si les réserves en gaz sont limitées, celles en charbon sont encore immenses. De plus, le charbon importé ne cesse de voir son prix baissé : de 50 dollars la tonne en 1990, il tend aujourd'hui vers 30 dollars la tonne. Cette baisse des prix provoquée par la grande mécanisation des nouveaux sites miniers a déjà une conséquence : elle condamne l'exploitation du charbon en France (qui revient déjà trois fois plus cher). Autre avantage de ces centrales : moins puissantes que pour le nucléaire (les plus grosses fonctionnant avec du charbon gazeifié atteignent 250 MW soit le quart d'un réacteur nucléaire), il est possible de mieux les répartir sur le territoire en

fonction des besoins. Reste une inconnue que ni EDF ni les Charbonnages de France n'ont étudiée : que les éoliennes doublent tout le monde dans les années à venir. (source : L'Expansion, 8 février 1996)

HAUSSE DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Dans les années 70, la justification du programme nucléaire passait par le principe du doublement de la consommation énergétique tous les dix ans. Aujourd'hui, les chiffres montrent qu'il n'en a rien été. Entre 1981 et 1991, la population française a augmenté de 5,5 % et la consommation d'énergie de 13 %. La moitié de cette hausse de consommation aurait pu être évitée en ayant moins recours à l'électricité pour la production de chaleur (chauffage et eau sanitaire). Le princi-

pal autre secteur où la consommation d'énergie augmente est celui des transports (de marchandises comme de personnes, par la route). La consommation énergétique est en baisse notable dans l'industrie.

BUDGET DE L'ADEME : PEAU DE CHAGRIN

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, fait les frais de la rigueur budgétaire : son financement par le ministère de l'Industrie baisse de 50 %, celui par le Ministère de l'environnement est supprimé, celui par le Ministère de la Recherche baisse de 30 %. Reste à l'arrivée : 50 millions de F ! soit 200 fois moins que le budget de son équivalent allemand ! Comme quoi, ce n'est pas encore demain qu'on lancera une nouvelle politique de l'énergie. (source : ASDER)

EOLIEN ET COGENERATION : EDF FREINE LES PROGRAMMES

Le programme "Eole 2005" annoncé à grand renfort de publicité a déjà du plomb dans l'aile. Alors que l'ADEME souhaitait un objectif de 500 MW d'ici dix ans, EDF a déjà fait baisser le chiffre à 250 MW et a lancé un appel d'offre de 15 MW pour fin 1996 et 35 MW pour 1997. A titre de comparaison, l'Allemagne en est déjà à 1400 MW fin 1996 et la Galicie, région d'Espagne, s'est fixée comme objectif 5000 MW dans dix ans...

La cogénération consiste à produire de l'électricité à partir d'un groupe électrogène (généralement au gaz) tout en récupérant la chaleur produite. La combinaison des deux énergies permet dans certaines circonstances d'obtenir d'excellents rendements pour un coût très bas. En France, après des années de black-out total de la part d'EDF, le procédé se développe actuellement au rythme de 150 MW par an. Cette technologie est particulièrement intéressante dans les usines ayant besoin d'électricité et de chaleur, dans les hôpitaux, mais également lorsque des communes veulent produire de l'électricité et du chauffage pour des réseaux de chaleur. Dans l'industrie, Michelin (Clermont-Ferrand), Pêchiney (Voreppe), Clairefontaine (Etival), Rhône-Poulenc (plusieurs sites), quelques sucreries ont adopté le procédé. Les aéroports de Roissy, Satolas et Bordeaux, une cinquantaine d'hôpitaux (Nancy, Lyon, Villejuif...), une vingtaine de réseaux de chaleurs municipaux (Metz, Chambéry, Compiègne...) fonctionnent ainsi.

Malgré cela, la France reste bonne dernière en Europe : on compte en moyenne dans les 14 autres pays, 7 fois plus de puissance installée, le record revenant aux Pays-Bas qui développe une puissance 34 fois supérieure à celle de la France. Ce n'est donc pas un hasard si ce pays vient de décider d'arrêter ces deux seuls réacteurs nucléaires.



ENVIRONNEMENT

BUDGETS COMPARES

Le budget 1997 du ministère de l'environnement est de 1861 millions de francs.

Le budget 1996 des services environnement de Rhône Poulenc a été de 1898 millions de francs.

Qui a les moyens d'influencer qui ?

RECYCLAGE DU PLASTIQUE TROP CHER

Selon un rapport de décembre 1996 remis à la Commission Européenne, le recyclage du plastique est pour le moment dans l'impasse car le seul coût du tri et du nettoyage des plastiques récupérés (environ 10 F par kilo) est de l'ordre du double du prix des matières premières (entre 5 et 7 F le kilo). Comme le plastique recyclé est dégradé, il est, de plus, de moindre qualité que le plastique vierge. Dans ces conditions, toutes les opérations de collecte du plastique ne sont que de la poudre aux yeux ; les plastiques récupérés finissent au mieux dans un incinérateur avec récupération de chaleur. (source : Tam-Tam, janvier 1997).

ÉDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

L'union régionale des maisons de jeunes et de la culture (Unireg), la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) et la fédération des familles rurales, organisent un brevet aptitude à la fonction d'animateur, BAFA, qualification éducation à l'environnement, du 12 au 19 avril à Beauvène (Ardèche). Il s'adresse à tout animateur en cycle BAFA souhaitant parfaire ses connaissances techniques et ses compétences pédagogiques dans ce domaine, il est ouvert à toute personne déjà diplô-

mée directeur, enseignant, désireuse de se perfectionner et de se qualifier dans ces techniques d'animation. Programme complet à demander à : *Olivier Martel, UNIREG, 13 route de Lyon, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 01 20 20.*

PARIS : DES BANCS DE LUXE !

En décembre 1994, Robin des Bois menait une action contre les bancs en bois tropical que la mairie de Paris venait d'installer sur les Champs Elysées : un slogan à la peinture. La mairie portait plainte et demandait alors des dommages et intérêts qui, selon un devis de la société Decaux, se montaient à 296 547 F pour le nettoyage de 21 bancs ! Avec le recul, on s'interroge : à ce prix, est-ce que Mme Tibieri n'aurait pas fait le nettoyage elle-même ? Les juges ont trouvé cela tellement grotesque que Robin des Bois a finalement été condamné à 3000 F d'amende.

HERAULT : MACHEFERS A SETE

L'usine d'incinération des ordures ménagères de Sète, construite en 1986, produit d'immenses quantités de mâchefers (un tiers du volume des ordures incinérées). Or en l'absence de décharge, ces mâchefers ont été stockés à proximité de l'usine, puis dans une carrière située en ville ("carrière du ramassis"). Pour le moment le stockage se fait sans aucune précaution. Un de nos lecteurs a alors porté plainte contre X pour ce dépôt illégal... le tribunal a classé l'affaire sans suite. Il a écrit au conseiller général, Francis Cruzet, qui lui a répondu que les mâchefers "sont totalement inoffensifs pour l'environnement, preuve en est qu'ils sont déjà utilisés pour la construction des

chaussées". Quelle méconnaissance du sujet : les mâchefers renferment des concentrations importantes de métaux lourds. Si en France on tolère encore de les mettre sous les routes, en Suisse, certaines voies ont été entièrement refaites après avoir constaté une pollution des sols.

VINGRAU : OCCUPATION DES LIEUX

Malgré l'annulation de l'autorisation d'exploiter de nouvelles carrières à Vingrau le 3 juillet, la société OMYA a immédiatement redemandé une autorisation à la préfecture des Pyrénées-Orientales. Malgré le jugement, le Préfet a donné une nouvelle autorisation le 7 novembre, provoquant la colère des habitants qui dès le 12 novembre ont décidé l'occupation des lieux. Le projet a de nouveau été attaqué en justice. Contact : *Comité de défense de Vingrau, 5 rue du stade, 66600 Vingrau, tél : 04 68 29 43 50.*

LOIRE : LA CRUE DONNE RAISON AUX ECOLOS !

Pour justifier des barrages sur le haut de la Loire (à Serre-de-la-Fare entre autres), l'EPALA, organisme semi-public, agitait le drame de Brive-Charensac où en 1980, 8 personnes avaient trouvé la mort dans une crue. Les écologistes mobilisés contre le barrage avaient avancé qu'il était beaucoup plus simple de revoir l'écoulement de l'eau et d'améliorer le système d'alerte. Après une longue bataille, en 1990, le gouvernement finissait par geler



les projets de barrages. Un référendum local donnait une majorité en faveur du projet écologiste : modification de ponts, de digues, ouverture de zones inondables, en cas de crue, étalement du lit... Des travaux ont eu lieu ensuite. Restait alors à subir l'épreuve de vérité : une crue semblable à celle de 1980. Celle-ci a eu lieu le 13 novembre dernier : la Loire a vu son débit atteindre environ 1500 m3 soit un peu moins qu'en 1980. Cette fois-ci 200 habitations ont été évacuées à temps, l'eau a provoqué peu de dégâts, les zones inondables ont considérablement diminué la violence de la crue ; il restait encore 2 mètres de digues de sûreté. Par contre la crue a provoqué d'énormes dégâts dans d'autres communes où aucun travaux n'avaient été faits et où pire, de nouvelles constructions avaient été autorisées.

L'association SOS Loire-Vivante demande donc que les 525 hectares achetés par l'EPALA sur le site de Serre-de-la-Fare soient revendus, ce qui devrait permettre de dégager 28 millions de francs qui pourront servir à aménager d'autres zones inondables autour des communes encore aujourd'hui menacées par les crues. Ceci d'autant plus que le dernier recours de l'EPALA devant le Conseil d'Etat a été rejeté le 21 octobre dernier. Contact : *SOS Loire-Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.*



RUSSIE : NIKITINE LIBRE

L'ancien militaire Alexandre Nikitine avait été arrêté le 6 février 1996 pour avoir publié un rapport sur la pollution radioactive par les sous-marins russes de la presqu'île de Kola. Ce travail avait été effectué pour le compte d'une organisation écologique norvégienne Bellona. Il a finalement été remis en liberté par le FSK - nouveau nom du KGB - le 7 décembre dernier mais assigné à résidence à Saint-Petersbourg. Cette libération fait suite à la pression exercée par Amnesty International et de nombreuses associations écologistes et pacifistes. Après dix mois en prison, il reste toutefois inculpé et en attente d'un procès pour "haute trahison".

PAYS-BAS : FIN DU NUCLEAIRE

Les Pays-Bas qui n'ont jamais vraiment cru au nucléaire, ont décidé d'arrêter leurs deux seuls réacteurs. Le premier à Doodewaard, mis en route en janvier 1969, sera arrêté avant la fin 1996. Le second à Borssele, mis en route en octobre 1973 sera arrêté en mars 97. La puissance des deux ne fait que 540 MW. Ils auraient dû théoriquement fonctionner encore 7 ans. (source Tam-Tam, décembre 96)

NUCLEAIRE-SUR-SAONE

Au début de la construction de Superphénix, nos technocrates pensaient que les surgénérateurs allaient rapidement se développer : un deuxième réacteur devait être construit à Creys-Malville, puis deux autres devaient voir le jour dans la vallée de la Saône, vers Tournus, en Saône-et-Loire. Mais sur ce site, EDF s'est heurtée à l'hostilité des populations locales. De 1975 à 1982, la lutte a été chau-

de... puis le démarrage de Superphénix et son échec ont progressivement fait oublier le projet. Aujourd'hui, un document de 150 pages présente ce combat antinucléaire. On peut l'obtenir contre 75 F auprès des *Editions Proletariennes, Mairie, 71700 Tournus.*

EDF : RETOUR D'ELLEN IMBERNON

Le 22 octobre dernier, le tribunal des prud'hommes de Paris a ordonné la réintégration du Dr Ellen Imbernon dans ses fonctions de médecin du travail à EDF (voir Silence n°210). Entre temps, le comité de soutien avait reçu l'appui de plus de 1300 personnalités. Mais l'affaire n'est pas finie. EDF a mis sous scellés les fichiers informatiques du service épidémiologie, et Ellen Imbernon s'est vue confier une étude portant sur les agents travaillant à l'étranger. Le comité national de la médecine du travail, instance du comité d'entreprise, seule habilitée à décider de l'activité du médecin du travail, n'a pas été consulté. Les syndicats demandent donc qu'Ellen Imbernon puissent poursuivre ses études sur les dossiers de l'amiante et des conditions de vie des sous-traitants du nucléaire.

CIVAUX : SOUSCRIPTION

La centrale de Civaux, malgré toutes les réserves émises à son encontre, pourrait démarrer en 1997. Les opposants ont bien demandé à la commission locale d'information d'établir un "point zéro" de la radioactivité avant le démarrage, mais celle-ci n'est pas intéressée. Cette mesure de la radioactivité avant le début du fonctionnement est indispensable pour détecter par la suite d'éventuelles pollutions radioactives. Devant le

refus des autorités, Stop-Civaux a décidé de commander à l'ACRO, laboratoire indépendant de contrôle de la radioactivité, une série de mesures autour du site. Chaque point de contrôle coûte 350 F. Il en faut au moins une vingtaine pour avoir une base suffisante au suivi de la pollution. Une souscription est donc ouverte pour réunir l'argent nécessaire. On peut envoyer des chèques à l'ordre de "Stop-Civaux - Point Zéro" à *Stop-Civaux, 20 rue de Bonneuil Matours, 86000 Poitiers.*

MARSEILLE : FACE AUX DECHETS RADIOACTIFS

Le groupe local de Greenpeace-Marseille organise une conférence-débat consacrée aux problèmes posés par le traitement, le stockage et le transport des déchets radioactifs. L'accent sera plus particulièrement mis sur les problèmes rencontrés localement en Provence, notamment ceux qui sont liés à la production de MOX par les usines de Cadarache et de Marcoule et au projet d'enfouissement des déchets radioactifs dans le Gard. Jean-Luc Thierry, coordinateur de la campagne nucléaire à Greenpeace et Jean-Pierre Morichaux, coordinateur de Forum-Plutonium, animeront la soirée. Elle se tiendra le samedi 1er février de 16h30 à 19h, à l'amphithéâtre de chimie de la Faculté Saint-

Charles (à côté de la gare). Renseignements : *Greenpeace-Marseille, 26 rue Sainte-Cécile, 13005 Marseille, tél : 04 91 83 21 04.*

GOLFECH : ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale de l'association "vivre sans le danger nucléaire à Golfech" se tiendra le samedi 22 février à 14h30 à la Maison des Associations, à Agen. A l'ordre du jour : revue, information en direction des lycéens et des étudiants, contrôle de la radioactivité, promotion des énergies renouvelables, liens avec les autres sites... Contact : *VSDNG, Maison des associations, 108 Bd de la Liberté, 47000 Agen.*

ISERE : TRAVAILLEURS DU NUCLEAIRE

L'association pour l'information rhodanienne sur l'énergie, AIRE, organise le vendredi 7 février à 20 h, au château de Roussillon (Isère), une soirée sur le thème "la précarisation du travail dans le nucléaire, inhumaine pour les travailleurs, dangereuse pour la sûreté" avec la projection du film "Les trimardeurs du nucléaire" suivi d'un débat avec Annie Thebaut Mony, chercheuse à l'INSERM et les représentants des syndicats de la centrale de Saint-Maurice l'Exil. Contact : *AIRE, Foyer Henri Barbusse, 38150 Roussillon.*

PARADE ANTINUCLEAIRE

L'association "For Mother Earth" ("pour la Terre mère") organise du 26 avril au 20 août une parade antinucléaire à travers l'Europe. Celle-ci commencera à Bruxelles, devant le parlement européen, le jour du 11ème anniversaire de Tchernobyl et parcourra ensuite 2500 km à travers la Belgique, l'Allemagne, la République Tchèque, l'Autriche et la Slovaquie pour arriver finalement devant la centrale de Mochovce. En Belgique et en Allemagne, la parade appellera au boycott de Siemens qui finance la poursuite de la construction de la centrale de Mochovce. En République Tchèque, en relation avec Hnutí Duha (les Amis de la Terre), la parade portera sur la fermeture du réacteur de Temelin. En Autriche, une manifestation se tiendra devant le siège de l'AIEA, agence internationale de l'énergie nucléaire, pour demander à celle-ci de se transformer en agence pour la promotion des énergies renouvelables (une pétition destinée à l'AIEA sera proposée tout au long de la marche). La marche arrivera à proximité de Mochovce le 5 août pour une série d'actions qui dureront jusqu'au 20. On peut évidemment participer à ces manifestations en prenant contact avec : *For mother Earth, Attn Tom Keunen, Gewad 15, 9000 Gent, Belgique, tél : 32 9 23 34 924.*

UNE OPTION DE VIE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Qui n'a entendu cette expression : "Nous vivons une époque formidable" ? Énoncée par dérision, elle est pourtant, étymologiquement, bien vraie ; car le terme latin dont dérive notre "formidable" signifie à l'origine "qui suscite la peur" ! Et par bien des côtés, notre époque fait peur. Nous y vivons des barbaries que l'on aurait pu croire disparues depuis longtemps ; des pollutions dont nous ne savons plus

fera jamais de miracle, si la conscience n'en constitue pas le cadre du déploiement. Heureusement, face à cela, la conscience continue à s'organiser ; et je voudrais, dans les limites de cet article, en présenter une manifestation, bien plus révolutionnaire qu'il n'y paraît, le végétarisme.

C'est tout d'abord un fait : il est indéniable que l'on peut vivre longtemps et en bonne santé en étant végétarien, c'est-à-dire, soyons clair, sans consommer aucune chair anima-

gnage, que telle actrice, tel chanteur, tel sportif, telle écrivaine, sont des végétariens (1). Assez peu répandu pour l'instant en France, où diverses habitudes culinaires vont à son encontre, le végétarisme est largement pratiqué dans les pays anglo-saxons, pour ne parler que de la zone culturelle européenne ; c'est ainsi que la "Vegetarian Society" du Royaume-Uni compte près d'un million de membres et que plus de 12 millions d'États-Uniens se déclarent végétariens (2). Mais quels qu'ils soient, simples citoyens aussi bien que figures marquantes, laïcs aussi bien que religieux, de notre culture aussi bien que d'une culture différente, ils ont, à un moment donné de leur vie, reconnu qu'utiliser des animaux pour se nourrir était un acte à rejeter définitivement. Voulez-vous vous demander pourquoi ?

Végétarisme et santé

Serait-ce pour des raisons de santé ? En effet, il ne devrait pas être indifférent que le facteur alimentaire (même hors alcool), soit reconnu comme cause d'environ un tiers de tous les cancers (3). Cela vaut la peine de s'interroger sur ce que l'on mange. Alors interrogeons-nous sur telle étude, conduite aux États-Unis de 1980 à 1986 sur 90 000 femmes, et qui a montré, chez celles consommant de la viande rouge au moins une fois par jour, une incidence du cancer du colon 2,5 fois plus élevée



Raisons de santé, amour des animaux, désir de développement personnel, lutte contre la destruction de la planète, solidarité avec ceux qui souffrent de faim, reconnaissance de la conscience animale, valeurs morales... Il existe de multiples raisons de choisir le végétarisme.

si nous serons capables d'en éliminer un jour les effets ; des pratiques où l'individu est compté pour rien par rapport à une sacro-sainte rentabilité financière. Et nos sociétés, au lieu de s'attaquer aux sources des problèmes, tentent de légiférer pour contenir ce qui les déborde, et semblent étrangement reléguer les solutions dans l'avenir, au nom d'un progrès-miracle des connaissances, comme si l'avenir était autre chose que le développement inéluctable des graines semées dans le présent... Mais le progrès des connaissances ne

le, qu'elle soit de mammifère domestique ou sauvage, de volaille, d'oiseau, de poisson ou d'invertébré. Autour de nous, comme dans tout pays où le choix alimentaire est suffisant, vivent des gens qui ont adopté le végétarisme depuis des dizaines d'années, ou même qui sont végétariens de naissance, et qui se portent le mieux du monde. La plupart, inconnus, suivent avec sérénité leur voie dans l'anonymat ; d'autres sont plus médiatisés et pour peu que l'on s'y intéresse, on s'apercevra au détour d'une lecture ou d'un témoi-

(1) Liste des végétariens célèbres. Alliance Végétarienne.
(2) "L'Info Journal", n° 16, Fondation Brigitte Bardot.
(3) R. Doll et R. Peto. "The causes of cancer". Oxford University Press, 1983.

que chez celles en consommant moins d'une fois par mois (4) ; sur telle autre, qui a montré que la consommation de viande de porc au moins une fois par semaine multiplie par 2 le risque de cancer du sein (5) ; sur la capacité de la viande à faciliter les cancers hormono-dépendants, du fait de la surconsommation de cholestérol (6), etc. Autre chose : les risques de décès dus à des maladies d'ordre diabétique sont beaucoup plus faibles chez les végétariens que chez les non-végétariens (7) ; de même, l'incidence chez les femmes âgées des fractures de la hanche dues à l'ostéoporose est en relation directe avec la consommation de protéines animales (8) ; de même, les maladies cardio-vasculaires, obésité, hypertension, ont été significativement reliées à la consommation de viande (9). Il faut aussi savoir que les viandes (donc poisson compris, pour ceux qui croient que le poisson n'est pas de la viande) contiennent après cuisson



des molécules dites amines hétérocycliques, que l'on peut retrouver à dose élevée dans l'urine des personnes consommatrices de viandes cuites, et qui sont des facteurs carcinogènes connus pour leur action perturbatrice sur la réplication de l'ADN (10). Sur tous ces sujets existent de multiples études, publiées et disponibles pour qui veut bien se donner la peine d'en prendre connaissance (11). Car au fond, de quoi sommes-nous biologiquement construits, si ce n'est, en dernière analyse, de ce que nous absorbons ? Il n'est donc pas surprenant que la santé soit directement reliée à l'alimentation. Croyez-vous alors que le remède à nos maux consiste à chercher des moyens médicaux toujours plus puissants pour combattre des maladies que nous générons nous-mêmes par notre irréflexion ? Et cela parce que l'habitude de consommer des produits carnés est entretenue de telle sorte que l'on ne se pose même plus la question de l'utilité de cette habitude ?

C'est absurde, car si chacun paye physiquement pour les erreurs qu'il commet, la société, elle, paye financièrement pour les erreurs de tous. Non, la juste solution est de retourner le problème, et par une prise de conscience de notre propre responsabilité dans l'émergence et la persistance des maux dont on se plaint, de supprimer leur source même en supprimant le comportement qui les génère. Là réside la vraie révolution à accomplir sur nous-mêmes...

Végétarisme et relations Nord-Sud

Mais ne serait-ce pas plutôt pour des raisons économiques ? Un exemple : il ne devrait pas être indifférent que l'élevage animal soit générateur d'énormes gaspillages, puisque le rendement énergétique de l'animal est si mauvais qu'il faut en moyenne 7 calories d'origine végétale pour obtenir une seule calorie sous forme de viande (12). Autre exemple : suivant le mode d'élevage et le type d'alimentation, on observe qu'il faut de 7 à 16 kg de céréales pour produire un seul kg de viande de bœuf (13). Est-ce de la rentabilité ? Cela implique qu'une énorme partie des terres cultivables dans le monde est utilisée pour la transformation du végétal en animal : environ 64% (14) ! Le fait est que le bétail des pays riches consomme à lui seul autant de céréales que l'ensemble des pays du Tiers-Monde (Chine exceptée) (15). C'est absurde, si l'on songe que de nombreux pays en voie de développement sont obligés d'exporter leurs productions végétales pour rembourser les dettes internationales ou se procurer des devises ; par exemple, le Brésil exporte vers l'Occident le quart du soja cultivé sur ses terres (16). Ou bien ces pays sont obligés de produire directement de la viande d'exportation sur leur sol, au détriment de l'alimentation des populations locales ; par exemple, au plus fort de la sécheresse dans les années 80, le Sahel a ainsi exporté plus de protéines qu'il n'en a reçu au titre de l'aide internationale (17) ! L'Ordre Économique Mondial ne fait pas grand cas des dévouements humanitaires... Et pourtant, si la production céréalière mondiale était donnée directement aux humains, elle suffirait à elle seule à nourrir chaque personne avec plus de 3000 calories par jour (18). Et pourtant, on persiste à

vivre dans un monde où près de 40 000 enfants meurent de faim chaque jour (19). Alors, toujours plus de recherche agronomique ? Mais on sait trop bien comment l'industrie chimique et l'ingénierie génétique prolifèrent dans ces eaux-là... Quand cessera-t-on de se voiler pudiquement la face sur les rapports évidents entre comportement alimentaire basé sur la viande et impérialisme économique, exploitation des pays pauvres et faim dans le monde ? La solution ne consiste peut-être pas à éradiquer l'élevage, mais sûrement à éradiquer ces attitudes culturelles dépassées, où l'animal est considéré comme une richesse, alors qu'il est en réalité un gouffre énergétique et donc financier. Oui, là réside la vraie révolution à accomplir sur nous-mêmes...

Végétarisme et environnement

Ou serait-ce peut-être pour des raisons écologiques ? Par exemple, il ne devrait pas être indifférent qu'il faille de 10 à 100 fois plus d'eau pour produire de la viande que pour produire une même quantité d'aliments d'origine végétale (20). Eh oui, les temps changent, et l'alimentation carnée n'est plus signe d'abondance, mais de gaspillage irréfléchi et de dégradation de l'environnement. D'autant que la pollution des nappes phréatiques du monde est due pour moitié aux excréments du bétail (21) ; et cela n'a rien d'étonnant : la



quantité produite pour la zone Europe-Amérique du Nord, par exemple, est de plus de 100 tonnes/seconde (22) ! En Bretagne sont concentrés 13 millions de porcs dont chacun rejette 15 litres de lisier par jour (23) ; question : engagera-t-on jamais les dépenses nécessaires au recyclage des quelque 32 milliards de litres annuels ? Vouloir se nourrir de manière absurde n'engage pas que sa propre responsabilité, mais celle de la planète toute entière : la Terre

- (4) Willet et al. New English Journal of Medicine, 1990.
 (5) Lubin et al. International Journal of Cancer, 1981.
 (6) Dr. J. André. "L'équilibre nutritionnel du végétarien". Maloigne, 1990.
 (7) Snowdon et al. American Journal of Public Health, 1985.
 (8) Abelow et al. Calcified Tissue International, 1992.
 (9) La santé par le Végétarisme (bibliographie). Alliance Végétarienne.
 (10) Synderwine E.G. Cancer, 1994.
 (11) Voir réf. 9.
 (12) Dr. J.-M. Lecerf. "Manger autrement". Institut Pasteur de Lille, 1991.
 (13) "Végétarisme". Association Hollandaise pour le Véganisme. (+ réf. 12, 14, 16).
 (14) Dr. W. Hartinger. Congrès Végétarien Mondial, Madras, Inde, 1993.
 (15) Voir réf. 12.
 (16) Association Aqualis, 92100 Boulogne-Billancourt.
 (17) Voir réf. 12.
 (18) Voir réf. 12.
 (19) Voir réf. 12, 14, 16.
 (20) Voir réf. 13, 16.
 (21) Voir réf. 14.
 (22) Voir réf. 14.
 (23) Voir réf. 16.

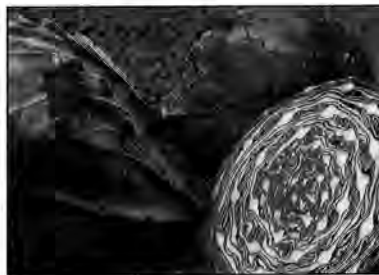
porte un milliard 300 millions de bovins qui rejettent chaque année 60 millions de tonnes de méthane (24), lequel participe évidemment à l'accroissement de l'effet de serre autour de notre planète. Et l'on voit qu'une pratique alimentaire peut conduire à la disparition pure et simple d'écosystèmes entiers : l'Amazonie, par exemple, perd ainsi chaque année environ 50 000 km² de forêts, défrichés pour des pâturages qui de plus sont inadaptés au type du sol (25) ; et le Costa-Rica a perdu en 20 ans 80% de ses forêts vierges à cause de l'élevage bovin (26) ; pourquoi ? parce que des trusts agro-alimentaires trouvent financièrement avantageux de faire fabriquer en Amérique Centrale et du Sud la matière première de leurs hamburgers. Mais on sait aussi que les animaux sont nourris à base d'autres animaux, via les fameuses farines ; c'est ainsi que près de la moitié de la pêche mondiale est destinée à produire de la farine de poisson, dont 90% iront aux volailles, porcs et ruminants, et le reste à l'aquaculture (27) ; sachant qu'il faut compter 5 kg de farines pour (re-)produire 1 kg de viande et 5 kg de poissons pour obtenir 1 kg de farines, on peut voir combien l'élevage industriel participe à la destruction de la faune océanique. Et que dire des lisiers, des restes d'animaux et des sous-produits d'abattage, transformés à grand renfort de coûteuse énergie et réintroduits pour s'en débarrasser dans la chaîne alimentaire animale ? On a vu, au travers de l'épidémie d'encéphalopathie bovine, à quel niveau d'aberration de telles pratiques de récupération pouvaient conduire. Car il faut bien s'en débarrasser : tel abattoir moderne de Bretagne est capable de "traiter" 6000 cochons par jour, ce qui représente, entre autres, 144 km de boyaux et 18 000 litres de sang ! (28) Et quelles astucieuses solutions trouve-t-on ? Reboiser après avoir déforesté, nettoyer après avoir pollué, repeupler après avoir décimé et détruire après avoir produit... Quelle logique est-ce là qui nous enferme en des cercles vicieux toujours plus difficiles à briser ?

Ce n'est pas par toujours plus de technique ou de règlements ou de contrôles que l'on résoudra les problèmes écologiques posés par nos rapports au monde animal. La juste solution consiste à liquider cette idée qu'exploiter le monde animal, en le

faisant proliférer par l'élevage ou en le détruisant par la chasse et la pêche, soit une nécessité pour l'espèce humaine : nous n'avons pas besoin, biologiquement, des animaux pour vivre. Nous en avons besoin simplement comme nous avons besoin de toute nature : parce que la diversité et la richesse naturelle sont un facteur de beauté et que la beauté est nécessaire à la plénitude de la vie. Là réside la vraie révolution à accomplir sur nous-mêmes ...

Végétarisme et respect des êtres vivants

Ou peut-être serait-ce tout simplement pour des raisons morales ? Car il ne devrait pas être indifférent, par exemple, que plus d'un milliard d'animaux soient abattus en France chaque année à la seule fin de consommation (29) ; à quoi s'ajoutent tous les poissons, mollusques et crustacés, qui sont, quoi qu'on en pense, des animaux à part entière ; et sans oublier les produits de la chasse. En définitive, entre 25 et 50 animaux de toute sorte sacrifiés par personne et par an, au terme d'une souffrance difficilement représentable tant que l'animal restera classé dans la catégorie des êtres insensibles aux émotions telles que la joie, la frustration, la colère, l'angoisse ou le chagrin. Mais alors, pourquoi serait-il doté d'un système nerveux sans différence essentielle avec le nôtre ?



Croit-on réellement que le lapin que l'on tire à la chasse, le taureau que l'on excite dans les corridas, le poisson que l'on accroche à l'hameçon, l'oie que l'on gave jusqu'à difformité ou le veau que l'on coince debout dans un box exigu ne souffrent pas, physiquement et moralement, simplement parce qu'ils ne verbalisent pas leur souffrance sous forme d'un langage articulé ?

Croit-on réellement que les conditions de vie, les manipulations, les transports, les derniers instants vécus par un animal ne se traduisent

en lui par aucun ressenti, comme s'il n'était qu'un paquet de marchandise inerte ?

Ou plutôt, ne fait-on pas semblant de le croire ? Car aucun individu sain d'esprit ne cherchera intentionnellement à faire souffrir qui que ce soit, homme ou bête : nous savons trop que reconnaître l'exercice d'une violence à l'égard d'autrui, fût-ce contre un animal, serait reconnaître en nous la persistance d'un côté archaïque, non-civilisé, primitif, dont nous ne voulons rien savoir. Mais alors, pourquoi pensez-vous que l'on puisse continuer à pratiquer la chasse, assister à des corridas, porter des manteaux de fourrure, construire des abattoirs, entasser des animaux dans des cages en les nourrissant avec leurs propres déchets, ou ne pas voir plus loin que le bout de viande inerte que l'on a dans l'assiette ? Parce que l'on a appris à justifier l'injustifiable en faisant semblant de croire qu'en dehors de l'homme, tout n'est que légume. Mais y croyez-vous vraiment ? Il ne devrait pourtant pas être indifférent que tant de spirituels aient pratiqué le végétarisme, de Bouddha à Gandhi en passant par Pythagore, les Esséniens, François d'Assise, etc, et que le précepte de ne pas tuer soit appliqué par tant de mouvements religieux aussi bien à l'animal qu'à l'homme, comme si le fait de supprimer une vie, quelle qu'elle soit pour peu qu'elle ait la même nature que la sienne propre, était toujours considéré comme davantage qu'un crime, comme un péché. Concevez-vous par exemple une société qui s'abstiendrait par souci éthique de prendre des vies animales, mais qui accepterait malgré tout de prendre des vies humaines en perpétuant la guerre ou ne respectant pas les droits et les conditions de vie de l'homme ? Et à qui fera-t-on croire qu'il n'existe aucune relation de nature entre le fait de se servir d'une arme à la chasse et le fait d'accepter de "porter les armes" et de prendre part à une guerre ? Certes, les actions, les circonstances sont différentes ; mais il s'agit de la même démarche : celle qui consiste à prendre une arme et être capable de supprimer une vie. Il s'agit de la même pulsion profonde, quoiqu'elle s'exprime sous deux formes différentes : la pulsion de puissance de l'enfant qui détruit pour s'affirmer à lui-même son pouvoir. Mais nous devons sortir de l'enfance. Nous

(24) Voir réf. 16

(25) Voir réf. 16

(26) Voir réf. 16

(27) H. Verlomme, "Réseau Cétacés", n° 19.

(28) F. Peneca et

G. Pouradier,

"Des pouelles dans nos assiettes", Michel

Lafou, 1996, (chap. 6).

(29) "Alliance

Végétarienne", n° 43.

Source : Ministère de l'Agriculture, 1992.



avons besoin d'une sorte de psychanalyse pour nous construire une personnalité d'adulte, qui connaît la valeur des choses et qui fait fructifier ses biens, au lieu de les dégrader pour se persuader de sa force. Nous avons besoin de reconnaître nos aspects sombres pour nous en libérer une bonne fois pour toutes, et cesser de tuer en absolvant nos meurtres par les indulgences du jeu, du sport, du plaisir ou du besoin. Là réside la vraie révolution à accomplir sur nous-mêmes.

Le végétarisme : haute valeur ajoutée

Dira-t-on que l'on pourrait s'attaquer aux effets nocifs résultant de la perpétuation de l'alimentation carnée, sans pour autant révolutionner le monde ? Quoi par exemple ? Augmenter les contrôles des élevages, réduire la taille des cheptels et leurs nuisances, réguler l'exploitation des faunes terrestres et maritimes, imposer des règlements internationaux pour des échanges égalitaires, favoriser des modes de production biologique non intensive, développer dans la population une culture diététique soucieuse de la santé ? Et quoi d'autre ? En fait, tout ce que l'on peut imaginer comme moyen d'étouffer les incendies que l'on ne cesse d'allumer. Mais d'abord, cette lutte serait stérile et sans fin : on ne peut constamment se mettre dans des situations malsaines, puis dépenser son temps, son énergie et ses capacités à se débattre pour essayer de s'en sortir. Et puis, au bout du compte, il n'en resterait pas moins que s'arroger le droit de donner la mort, fût-ce à un

Les six photos de cet article sont des reproductions des cartes postales diffusées en Suisse contre les manipulations génétiques par :
*Basler Appell gegen Gentechnologie,
Postfach 74,
4007 Basel.*

animal, est injustifiable. Par contre, la prise de conscience de la nécessité végétarienne, quant à elle, supprime radicalement une multitude de causes de comportements aberrants pour la santé, l'économie et l'environnement ; elle est de plus à haute valeur morale ajoutée, si l'on peut dire, ce dont notre avenir ne saurait se passer, si toutefois nous voulons qu'il existe ...

Et maintenant, vous pourriez vous-mêmes trouver d'autres raisons ; mais quelles qu'elles soient, une chose est sûre : rares sont ceux qui pratiquent un végétarisme de type égocentrique, car la prise de conscience végétarienne est indissociable d'une révolution personnelle et d'un nouveau mode d' "être-au-monde" qui arrachent l'individu de l'impasse de ses justifications pour l'engager sur la voie de la justice : non plus justifier, mais être juste. Il est sûr également que ce mode d'être se trouve légitimé, conforté, nourri, au fur et à mesure que l'on approfondit sa réflexion, aussi bien par des arguments de type privé (envie d'une meilleure santé, amour des animaux et sensibilité à leurs conditions de vie, désir de développement personnel...) que de type altruiste (souci de réduire la pollution de notre planète, considération envers nos prochains défavorisés ou malnutris alors que la consommation des pays riches est pléthorique, refus de favoriser un élevage gaspilleur de ressources énergétiques et facteur d'exploitation du Tiers-Monde...) ou que de type transcendant (reconnaissance de l'existence d'une conscience animale qui relativise notre supériorité, évidence de l'abandon nécessaire de tout acte meurtrier pour un véritable progrès de la vie, perception d'une communauté d'essence entre toutes les formes vivantes...). Ainsi change radicalement notre vision globale du monde, d'une simple concession à exploiter sans merci, à un riche héritage à faire vivre sans relâche.

Le végétarisme devient alors une solution logique au développement harmonieux de l'humanité dans son ensemble, aussi bien sur les plans physique que moral et spirituel, et une nécessité pour que la Terre soit transmise, par chaque génération à la suivante, en meilleur état qu'elle n'a été reçue de la génération précédente. Car il ne faut pas se leurrer ; la question fondamentale posée par le végétarisme est celle de notre place au monde, à nous êtres humains ;

accepterons-nous que notre place dépende de celle des autres êtres, dans un processus de co-évolution, ou ne prendrons-nous que nous-mêmes pour unique point de repère ? En particulier, accepterons-nous de reconnaître dans l'animal non pas un attardé de l'évolution, simplement destiné par des lois supposées naturelles ou divines à nourrir des formes de vie supérieures (en l'occurrence nous-mêmes), mais au contraire un membre d'une société propre, complexe, formée comme la nôtre au cours de millions d'années d'évolution, et partageant avec nous une destinée commune sur la planète Terre ?

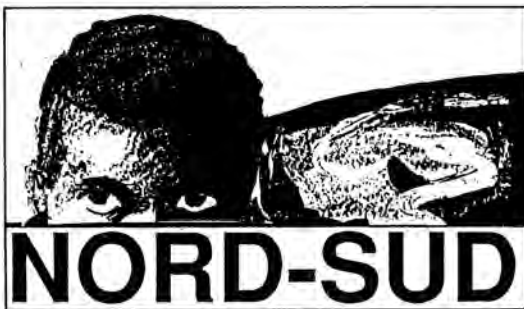
De la réponse à cette question finira un jour ou l'autre par dépendre notre avenir ; car si nous nous arrogeons le droit de croire que nous sommes le but et la fin de toutes choses et que toute vie est à notre merci, nous finirons, à force de ne pas respecter les compagnons de parcours animaux qui nous entourent,



par ne même plus nous respecter nous-mêmes, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer... car l'être est ainsi fait qu'il finit par devenir ce qu'il fait, et comme le disait Gandhi : "la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine".

En définitive, pourquoi le végétarisme ? Mais par respect. De soi-même, de son prochain, de la planète qui nous porte tous et dont nous ne sommes que dépositaires pour nos enfants, des forces vitales qui se sont exprimées dans le temps à travers les formes conscientes de l'homme et de l'animal ; par respect de tout ce qui développe et épanouit réellement l'existence de l'homme ; par respect de la plus haute valeur qui soit : la vie en devenir. En ce sens oui, le végétarisme devient révolutionnaire : c'est la révolution mentale dont nous avons besoin. Veuillez réfléchir à cela...

André MÉRY
membre du bureau
d'Alliance végétarienne



NORD-SUD

UGANDA : EXPULSION CONTRE PROTECTION

La Banque Mondiale et la CEE financent en Ouganda un projet de réserve naturelle pour protéger la forêt primaire. Mais ce projet a été

conçu sans aucun respect des populations habitant dans ses forêts. Pire, depuis 1990, le gouvernement ougandais expulse les 100 000 personnes qui vivent sur les 26 000 hectares concernés. Plus de 20 000 personnes ont été relogées en camps, d'autres ont été déplacées

jusqu'à 250 km de leur habitat d'origine. Malgré les protestations à tous les niveaux, aucune solution n'a été proposée ni par la CEE, ni par la Banque Mondiale, ni par le gouvernement ougandais, c'est pourquoi FIAN, une organisation internationale travaillant sur les questions d'alimentation, lance une campagne de lettres à adresser à Mr Steffen Smidt, directeur général pour le développement, DG VIII, office G12-1059, rue de la Loi, 200, B 1049 Bruxelles pour lui demander ce que l'Europe compte faire pour venir en aide à ces personnes.

Contact : FIAN, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 36 42.

AVENIR DE L'EMPLOI DANS LE MONDE

Au Nord, les emplois sont de plus en plus précaires et le chômage augmente. Dans le Sud, plus de 830 millions d'adultes connaissent une situation de sous-emploi. L'association Orcades, l'Institut d'économie régionale et sociale et le mensuel Alternatives Economiques organisent les 4 et 5 avril à Poitiers, deux journées sur le thème "Avenir de l'emploi dans le monde, approches prospectives des alternatives et conditions de mise en œuvre". Programme complet : Orcades, 12 rue des Carmélites, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.

RWANDA : L'EQUIVOQUE HUMANITAIRE

Surprise à la télévision française : alors que l'on nous annonçait un nouveau drame au Rwanda ("un million de morts avant Noël"), quelques batailles ont provoqué non pas une fuite des réfugiés mais le retour massif de ceux-ci au Rwanda. Incompréhensible ? Seulement pour les médias français, fidèles serviteurs du gouvernement. En lisant la presse étrangère (belge par exemple), on peut se faire une idée plus précise de ce qui s'est passé pendant le dernier trimestre 96.

Il faut remonter à 1994 et au génocide rwandais pour comprendre. A ce moment là, un gouvernement hutu extrémiste, de plus en plus isolé, même au sein des hutus rwandais, lance une campagne de haine et de "purification ethnique" pour essayer de se maintenir au pouvoir. Ce gouvernement extrêmement minoritaire dispose du soutien de la France. Le massacre de l'époque se retourne contre leurs initiateurs quand les réfugiés tutsis, aidés par les hutus démocrates contre-attaquent et renversent le gouvernement fasciste.

Ce dernier, mal en point, demande l'aide de la France qui déclenche alors l'"opération Turquoise". Avec l'aide des militaires français, l'ancien gouvernement hutu provoque un vaste mouvement de panique et entraîne dans sa

fuite une bonne partie de la population hutu dans des camps de réfugiés, principalement au Zaïre.

Au Rwanda, avec l'aide des Américains qui y voit une bonne occasion de reprendre du terrain sur la France, un gouvernement mixte hutu-tutsi s'installe, dans la précarité... et après 800 000 morts.

Dans les camps de réfugiés, l'armée française ne peut plus officiellement intervenir. C'est alors qu'entre en jeu les organisations humanitaires françaises, infiltrées par les services secrets. Sous couvert d'aide alimentaire, des armes arrivent régulièrement. Médecins sans frontières dénoncera ce fait plusieurs fois, mais l'information est soigneusement tue dans la presse française. Les milices hutus, armées donc, contrôlent les camps de réfugiés et essaient d'endoctriner les réfugiés pour mener une contre-offensive.

C'est là qu'intervient la situation Zaïroise. Mobutu étant malade, des heurts éclatent entre l'armée zaïroise et les opposants au régime dont beaucoup sont dans la zone frontalière. Il s'ensuit une certaine confusion. L'ex-gouvernement rwandais, présent dans les camps, essaie de tirer les marrons du feu en attaquant le Rwanda à ce moment-là. Réplique immédiate dans l'un des camps où les hutus fas-

cistes sont dispersés par l'armée rwandaise. Et c'est là que se produit ce qui dans les médias français est présenté comme incompréhensible : plus de 90 % des réfugiés du camp, enfin libérés du contrôle de l'ex-gouvernement, profitent de la pagaille pour rentrer au Rwanda !

C'est la preuve éclatante que pendant deux ans ils ont été pris en otage par l'ex-gouvernement extrémiste hutu du Rwanda et ceci avec la complicité de la France, agissant sous le couvert d'organisations humanitaires.

La France a tout fait pour essayer d'envoyer une "force d'interposition" qui aurait pu reprendre le contrôle de la situation, mais les Américains ont bloqué le processus au niveau de l'ONU. Restent maintenant, d'autres camps qui, encadrés par les forces armées par la France, ont été éloignés de force de la frontière. Libération du 14 novembre signale même la présence de militaires français encadrant les colonnes de réfugiés. La prise d'otages n'est pas terminée, la France ne renonçant pas à reprendre le contrôle du Rwanda. Elle a toutefois été freinée dans ses objectifs par la révolte, aux mêmes dates, en Centrafrique, l'obligeant à y déployer 1800 hommes.

Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, a déclaré dans

la Croix du 21 novembre : *"Je suis contre une intervention multinationale dans l'est du Zaïre. Sa seule justification, c'était le désarmement dans les camps des militaires, des miliciens de l'ancien pouvoir rwandais. On n'a cessé de répéter pendant deux ans qu'il était impossible de les désarmer ! Il a suffit d'une poignée de "guérilleros" pour mettre en déroute cette bande de criminels ! Quel pied de nez à l'ONU, aux organisations humanitaires sur place, aux pays occidentaux ! Ces criminels auxquels on avait donné le statut d'interlocuteurs humanitaires, de contrôleurs des camps, détenaient prisonniers des centaines de milliers de Rwandais qui, enfin libres, ont choisi le retour au pays ! Une intervention aurait fait s'enkyster à nouveau, dans les camps, cette situation. Elle est donc inutile. S'il faut des GI pour jouer les infirmières, alors, il vaut mieux envoyer des infirmières. Vous le savez, le coût de cette intervention est faramineux. Il vaut mieux consacrer des millions de dollars à l'aide à la réinstallation des réfugiés du Rwanda. (...) On était dans un gigantesque trompe-l'œil".*

Michel Bernard

(sources : dossier "L'hypocrisie humanitaire", Courrier International du 21 novembre 1996 et "Billets d'Afrique" de décembre 96, édités par Survie, 57 avenue du Maine, 75014 Paris).



GUERRES EN 1996

Le Groupe de travail pour la recherche des causes de guerres à Hambourg a dénombré l'an dernier vingt-huit guerres et vingt et un conflits armés sur la planète ; en 1995, les chiffres étaient respectivement de trente-six et quatorze. Le bilan des victimes s'avère terrible : 6,7 millions de morts, 18 millions de réfugiés et 24 millions de déportés dans leur propre pays, sans parler des quantités de blessés, dont beaucoup conserveront des séquelles à vie. Les politiciens et marchands de canons responsables ne risquent pas de devoir en répondre devant la Cour internationale de justice à La Haye. **René Hamm.**

QUELLE PAIX AU GUATEMALA ?

Le traité signé le 29 décembre 1996 a mis officielle-

ment un terme à la plus longue guerre sous ces latitudes (36 années). Depuis 1994, des représentants du gouvernement et de l'Union révolutionnaire nationale du Guatemala, la guérilla de gauche, avaient conclu cinq accords. Celui sur les aspects socio-économiques, avalisé le 6 mai 1996, prévoit l'octroi de terres permettant aux "indios" (62 %) des 10,625 millions d'habitants de subvenir à leurs besoins tout en ayant part aux moyens productifs. La réduction d'un tiers de la soldatesque, forte de 45 000 hommes, correspond en partie à une revendication émise par divers mouvements et associations quant à la démilitarisation. Il semble peu probable que le président, l'ultra-libéral Alvaro Arzú Irigoyen (Parti de l'Avancée nationale), au pouvoir depuis le 14 janvier 1996, impulse des mesures structurelles propres à atténuer concrètement les énormes disparités en matière de répartition des richesses, à l'origine du conflit. Les crimes perpétrés par les régiments réguliers, les patrouilles d'autodéfense civile, dissoutes en octobre dernier, ou les "escadrons de la mort" seront-ils couverts par l'amnistie que le Congrès vota le 19 décembre ? Plus de 125 000 personnes ont péri en trois décennies et demi, le total des disparus se chiffre à 40 000 environ, autant que dans toute l'Amérique latine. **René Hamm.**

"RENDEZ-VOUS CITOYEN"

Depuis l'annonce de la fin du service militaire obligatoire, l'Etat est bien embêté car cela s'est déjà traduit par une forte recrudescence du nombre de réfractaires. Beaucoup estiment qu'ils pourront faire durer les procédures juridiques au-delà de la fin du service obligatoire. C'est pourquoi, il est envisagé un renforcement du "Rendez-vous citoyen" qui concernera les hommes nés après le 31 décembre 1978 et les femmes nées après le 31 décembre 1983. Ce "rendez-vous" qui consistera en cinq jours de tests et de propagande (avec comme objectif de recruter quand

même 80 000 jeunes par an) sera conclu par un certificat obligatoire pour entrer à l'université, pour recevoir des aides publiques, pour prétendre à un poste dans la fonction publique ou pour suivre une formation professionnelle.

QUEL AVENIR POUR LES OBJECTEURS ?

Depuis le 1er janvier 1997, le service militaire n'est plus obligatoire pour les plus jeunes des appelés : seuls les sursitaires (donc les diplômés) continueront encore à faire le service et ceci jusqu'en 2001. Dans ces conditions, on peut s'attendre à une baisse rapide du nombre d'objecteurs de conscience. Le gouvernement table sur cette baisse : le budget voté à l'Assemblée nationale le 28 octobre prévoit d'ores et déjà une baisse de 30 % des crédits affectés au remboursement des associations employant des objecteurs (de 300 à 201 millions de francs). Une baisse prématurée quand on sait que ce remboursement intervient actuellement avec 18 mois de retard. De plus, le gouvernement a décidé de laisser à la charge des associations qui prennent un objecteur une partie du solde : 1700 F par mois. Ceci est normalement valable à partir du 1er janvier, mais le MOC, mouvement des objecteurs de conscience, lance un appel au refus de ce paiement.

Le MOC demande également que les objecteurs sans affectation de poste au 1er janvier 1997 se voit dégager des obligations de service national.

Par ailleurs, il est toujours possible et souhaitable de demander le statut d'objecteur de conscience : c'est un statut que l'on conserve toute sa vie et qui, en cas de conflit, évite d'être envoyé sur le front, mais pas d'être mobilisé dans des tâches administratives ou sociales. Même si vous avez fait votre service militaire, vous pouvez, demander à bénéficier de ce statut pour le futur.

A partir de 2001, les femmes seront à égalité avec les hommes : "rendez-vous citoyen" de cinq jours et possibilité d'engagement. Floue encore la possibilité pour elles de demander un statut d'objectrice de conscience.

Cette situation floue marque une hésitation du gouvernement : la fin du service militaire va-t-il faire disparaître la lutte antimilitariste ou bien les associations vont-elles au contraire savoir s'adapter et s'attaquer à ce qui reste : la militarisation de la société ?

Pour en savoir plus : MOC, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 42 35.

même 80 000 jeunes par an) sera conclu par un certificat obligatoire pour entrer à l'université, pour recevoir des aides publiques, pour prétendre à un poste dans la fonction publique ou pour suivre une formation professionnelle.

encore passer en procès le 5 février au Tribunal de Toulouse.

ENTRAINER A L'ACTION CIVILE

Un cycle de formation étalé sur 3-4 ans (54 à 72 jours de stage) pour permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'entraînement de groupes qui sont confrontés à des situations de violence, dans la défense des droits humains ou de l'environnement, dans les situations de crise sociale ou de guerre, dans les quartiers difficiles ou dans le Tiers-Monde est organisé par le Cun du Larzac. Une rencontre d'information aura lieu à Paris, les 15 et 16 février. Les inscriptions seront ensuite closes le 28 février. Renseignements : Hervé Ott, Le Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 61 14 38.

MARSEILLE : SURSIS POUR LES REFRACTAIRES ?

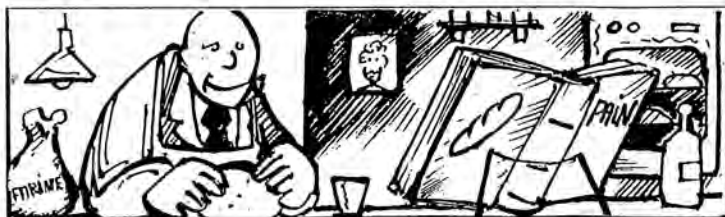
Le 13 décembre dernier, Renaud Rio, Matthieu Barbaroux et Lionel Raymond comparaissaient devant le tribunal de Marseille, le dernier pour désertion, les deux autres pour insoumission. Le procureur a requis 10 mois avec sursis pour le dernier et 3 mois avec sursis pour les deux premiers. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 14 février. Un procès qui ne sera pas le dernier puisque Thomas Santini doit

CARTE POSTALE

Stop-Essais diffuse la carte postale ci-contre au prix de 4 F l'unité + une enveloppe timbrée ou 38 F les 10 franco de port.

Commandes à : Stop-Essais, Bonnacombe, 12120 Comps-Lagranville.





ALTERNATIVES

ILE-DE-FRANCE : LES NOUVEAUX ROBINSONS

“**L**es Nouveaux Robinsons” est un ma-gasin de produits biologiques ouvert à Montreuil en 1993. D’une surface de plus de 250 m², ce magasin propose plus de 4000 produits : fruits et légumes frais, pains variés, petits vins de pays, céréales, viandes, algues, toffu... dont plus de 80 % sont en bio. Le magasin est en contrat avec 80 agriculteurs, éleveurs et artisans. On y trouve également des produits cosmétiques, d’entretien, des peintures... sans produits chimiques de synthèse.

Le succès du premier magasin a conduit à l’ouverture de deux autres à Neuilly-sur-Seine et à Boulogne-Billancourt.

L’entreprise qui gère ces magasins fait également des choix économiques et sociaux : elle a embauché des personnes en difficulté, elle assure un salaire minimum de 7000 F net par mois et un intéressement aux résultats. Des associations comme Emmaüs et Coup-de-Main sont partenaires. L’entreprise est une société anonyme coopérative. Chaque actionnaire dispose d’une voix quel que soit le montant apporté. Le capital appartient ainsi aujourd’hui à plus de 1000 personnes. Bref, des magasins “bios” solidaires. Contacts :

- Les Nouveaux Robinsons, 14 rue des Graviers, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél : 01 47 47 92 80

- Les Nouveaux Robinsons, 127 av. Jean-Baptiste Clément, 92100 Boulogne, tél : 01 41 10 94 10.

- Les Nouveaux Robinsons, 49 rue Raspail, 93100 Montreuil, tél : 01 47 66 17 36.

VOSGES : PROJET DE CENTRE D’ACCUEIL

Un groupe de personnes souhaite réhabiliter un ensemble agricole de 200 hectares à Belrupt dans les Vosges. Ce projet devrait lier agriculture et problèmes sociaux et permettre la recherche de nouvelles relations économiques et sociales. Il inclurait la mise en place de solutions d’insertion, d’accueil pour personnes marginalisées, le développement de productions rurales, un conservatoire d’espèces, de l’accueil classique, une ferme pédagogique, des prestations de services dans le domaine des énergies renouvelables, des activités artistiques, culturelles... Une association s’est mise en place pour porter ce projet. Elle cherche des personnes intéressées pour s’y investir.

Prendre contact avec : *Lucien Turci, Le Chipal, 88520 La Croix aux mines, tél : 03 29 57 70 74.* (source : *Blodynemis*, novembre 96)

TOULOUSE : GROUPE ESPERANTO LIBERTAIRE

Afin de faire la promotion des idées anationales et anti-autoritaires, un groupe espéranto libertaire vient de voir le jour à Toulouse. A l’aide de l’espéranto, le groupe cherchera des informations par animer un débat autour de la lutte contre la domination internationale des pouvoirs financiers générateurs de misères et de guerres, le repli des sociétés sur elles-mêmes (natiocentrisme), la montée en puissance de tous les intégrismes, sectarismes et nationalismes.

Pour en savoir plus : *Groupe Espéranto Libertaire, Liberecana Esperanto Grupo, c/o Canal Sud, 40 rue Alfred Duméril, 31400 Toulouse, tél : 05 61 25 95 43.*

LOIRE-ATLANTIQUE : SALON DU BIEN ETRE

Le 8ème salon du bien-être et des produits naturels se tiendra à Rezé, dans l’agglomération nantaise, du 8 au 10 février. 150 exposants sur l’alimentation, producteurs, santé, beauté, loisirs, habitat, environnement. Resto bio. Programme complet : *SLAAP, BP 28, 44401 Rezé cédex, tél : 02 51 70 30 40.*

HERAULT : COMMUNAUTE DE L’ARCHE

La communauté de l’Arche de la Fleysière organise des stages, en particulier sur le jardinage bio (14 au 16 mars, 19 au 24 mai, 12 au 14 septembre, 7 au 9 novembre), la résolution positive des conflits de la vie quotidienne (du 23 au 30 août), les danses traditionnelles des Balkans (4 au 10 août), vivre sa communauté, faire face à la violence (en espagnol, du 13 au 20 août). Programme complet : *Communauté de l’Arche, La Fleysière, 34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.*

MARSEILLE : ESPACE SAINTE-CÉCILE

L’Espace Sainte-Cécile propose, depuis 1992, de multiples activités : atelier, expositions, bibliothèque, sorties théâtres, opéra, cinéma, repas à thèmes, loisirs de quartier, collecte de jouets, vêtements, médicaments remis à Enfants du Monde, relais d’associations d’environnement (CRII-Rad, Greenpeace, FIR, Robin des Bois, etc...), action pour la forêt, récupération de certains déchets en vue de leur recyclage, réseau vert... Pour en savoir plus : *Espace Sainte-Cécile, 26 rue Sainte-Cécile, 13005 Marseille, tél : 04 91 80 49 16.*

GIRONDE : PARADIZO TUJ

A 15 km de Bordeaux, la commune de Léognan accueille un projet de micro-société athée, libertaire, autonome, basée sur l’être, l’entente et le partage. Depuis 1971, ce projet a connu des hauts et des bas, mais existe toujours. Il accueille des végétariens ou des végétaliens, non-fumeurs, vise à partager un travail social utile de la manière la plus autonome possible, avec le sens du partage et sans se couper de la vie politique et culturelle. Paradizo Tuj expérimente la possibilité concrète de vivre et d’exister de manière différente. Pour en savoir plus : *Paradizo Tuj, Le Barbut, 33850 Léognan, tél : 05 56 89 07 74.*

CUN DU LARZAC : SOS !

Le Cun de Larzac, centre alternatif spécialisé dans la formation à la non-violence, partenaire régulier de Silence, installé depuis plus de vingt ans sur le plateau du Larzac, traverse une crise financière grave. Le Cun fonctionne comme Silence : une SCI pour gérer les locaux et une association pour gérer les activités. Pour boucler les investissements nécessaires aux structures d’accueil, des emprunts relais avaient été faits par la SCI, certains doivent être remboursés rapidement. De plus, un redressement URSAFF et une mauvaise saison ont placé l’association dans une situation précaire. Afin d’éviter que vingt ans de travail ne s’effondrent, un SOS est donc lancé. Vous pouvez :

- faire un don à l’association,
- acheter des parts de SCI pour devenir copropriétaires (multiples de 500 F),
- faire un prêt relais (au moins pour un an, multiples de 5000 F)
- diffuser des tracts de présentation du Cun autour de vous.

Contact : *Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.*



TURQUIE : LOUPS GRIS, MAFIA ET GOUVERNEMENT

Un accident de voiture intervenu le 3 novembre dernier a provoqué un scandale en Turquie. Dans la même voiture, les victimes ont été Sedat Bucak, un député proche de Tançu Ciller, l'ex-premier ministre ; Hüsein Kocadag, directeur de l'école de police d'Istanbul et Abdullah Çatli, chef des "Loups gris", formation d'extrême-droite responsable des assassinats de nombreux militants de gauche, mais également impliquée dans de multiples affaires de trafics de drogue. Les deux derniers sont morts dans l'accident. Ce voisinage explosif a permis de confirmer les rumeurs qui circulaient dans le pays. Le trafic de drogue aurait servi à alimenter des fonds se-

crets pour Tançu Ciller qui les aurait utilisés notamment en 1993 pour tenter de renverser le gouvernement en Azerbaïdjan. Tout cela semble-t-il sous l'œil bienveillant de la CIA.

SERBIE : NON-VIOLENCE ET NATIONALISME

Si l'on peut apprécier la manière dont le mouvement d'opposition à Milošević utilise toutes les armes de la non-violence pour réussir à maintenir la pression contre l'un des derniers bastions communistes, on peut être tout aussi inquiet des relents nationalistes de deux des trois leaders de la coalition "Ensemble". A part l'Alliance Civique de Vesna Pešić, les autres ont toujours soutenu la guerre "contre les musulmans", et ce n'est pas un hasard, s'ils font

cause commune avec l'église orthodoxe pour dénoncer les accords de paix. On peut alors s'interroger sur ce qui se passera en cas de victoire de la coalition dans un pays où la guerre a provoqué de multiples divisions. Les pacifistes rappellent en effet qu'à Belgrade, seulement 3 % des jeunes se sont engagés au moment de la guerre et 50 % sur l'ensemble du pays. Il y avait alors une forte opposition à la guerre dans le rang des étudiants. Ceux-ci, aujourd'hui moteurs dans la contestation de rue, risquent de faire les frais des jeux politiques en cas de victoire de la coalition.

EUROPE ET VACHES FOLLES : QUE FONT LES VERTS ?

Les rapports au Parlement Européen sur la question de la vache folle sont tellement dérangeants que la commission chargée de l'enquête a demandé l'application d'une mesure exceptionnelle : le rapport n'a été lu en assemblée qu'après que les eurodéputés aient signé l'engagement de ne pas prendre de notes et de ne pas parler de ce qu'ils allaient entendre à l'extérieur. Cela s'est passé

VERS UNE FRANCE DURABLE

Quelle est la consommation d'énergie, de matières premières, de bois, d'eau, de sols que l'on peut utiliser sans pour autant piller nos ressources et celles de nos voisins ? Cette question qui pose la définition d'un "développement durable" fait actuellement l'objet de nombreuses études. En France, le groupe des Amis de la Terre Midi-Pyrénées vient de publier une première étude qui ouvre des pistes pour que la France entre ainsi dans un "espace environnemental durable" d'ici 2050.

Dans le domaine de l'énergie, la France consomme 2,5 % des ressources mondiales alors qu'elle ne représente qu'1% de la population. Il faudra donc envisager une sérieuse baisse de la consommation. Avec ses ressources hydrauliques, son fort potentiel en bois-énergie, en vent, en soleil, la France a les moyens d'assurer son autonomie sans recours ni au nucléaire, ni aux incinérateurs et autres usines de traitements des déchets, toutes plus dangereuses les unes que les autres. Le scénario proposé est ici de stopper le nucléaire en dix ans, de développer les énergies renouvelables et de veiller à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le domaine des matières premières,

les dix pays les plus industrialisés consomment les deux tiers des ressources mondiales et l'épuisement des ressources mondiales est déjà à l'ordre du jour (aluminium par exemple). Ce chapitre ne fait malheureusement qu'un constat - catastrophique - et ne propose pas d'alternatives.

Dans le domaine de l'agriculture, la proposition est de passer à la bio dès 2010. Cela aura comme conséquence une baisse de rendement de 10 à 30 % mais cela peut être compensé par une modification de nos modes d'alimentation. Un comportement durable suppose également de diminuer les importations, de respecter les zones naturelles, de stopper l'extension des zones urbaines.

Concernant l'eau, la moitié des prélèvements sert au refroidissement des réacteurs nucléaires ! 10 % des Français seulement bénéficient d'une eau pure. Il faut donc apprendre à utiliser l'eau en cycle fermé.

L'étude n'en est encore qu'à ses balbutiements et les Amis de la Terre vous invitent à prendre connaissance de ce premier rapport (35 F) et à poursuivre la réflexion avec eux.

Contact : Amis de la Terre Midi-Pyrénées, Vers une France Durable, 48 rue Foulimou, 81700 Puylaurens, tél : 05 63 75 26 95.

AUTOCOLLANT POUR MUMIA

Un autocollant appelant au boycott de la Pennsylvanie sous l'intitulé "No justice, no tourism" a été édité par le comité de soutien à Mumia Abu-Jamal. On peut l'obtenir contre 9 F l'unité, 22 F les 10, 72 F les 100, prix franco de port à commander à : Comité Mumia Abu-Jamal, c/o Viretto et Dieudonné, 18 place Jean Jaurès, 13001 Marseille, tél : 04 91 42 98 47.

BOYCOTTEZ LA PENNSYLVANIE
NO JUSTICE, NO TOURISM



AM8335

MUMIA ABU-JAMAL
UN NOUVEAU PROCÈS

le mardi 2 décembre 1996. Les "élus du peuple" qui signent un papier s'engageant à ne pas rendre compte à leurs électeurs de ce qu'ils apprennent, voici qui devrait heurter sérieusement les tenants de la démocratie. Mais à notre connaissance, aucun député n'a crié au scandale. Pas même les Verts.

GRENOBLE : LE DAUPHINE LIBÉRÉ AIME LE PEN

L'association "Jeu de Plumes" a collecté des fonds pour acheter un encart publicitaire rappelant que "l'intolérance est éphémère, les droits de l'homme sont éternels" suivi de deux articles de la déclaration universelle des Droits de l'homme et suivi de la signature de 1498 personnes ayant financé cette parution. Ce texte devait être publié le 23 novembre dans le Dauphiné Libéré, jour de la venue de Jean-Marie Le Pen à Grenoble. Le quotidien a refusé la publicité... qui est passée dans Libération. Le Dauphiné Libéré préfère les fascistes aux Droits de l'Homme.
Contact : Jeu de plumes, BP 1401, 38023 Grenoble cédex 1.

LA SOCIÉTÉ EN SABLIER

L' image du sablier traduit, dans la société actuelle, la fonte progressive des classes moyennes : un très faible taux arrivent encore à rejoindre le haut de la société alors que la plupart sont attirés vers le bas du sablier où l'on trouve déjà 3 millions de chômeurs et 2 millions de précaires. Alain Lipietz insiste dans ce livre sur sa préférence pour

comment cela a évolué ces dernières années. Cette première partie se termine par une ouverture un peu plus philosophique sur ce que nous entendons par travail et emploi, introduction à ce qui va suivre.

La deuxième partie commence par une analyse du débat politique en cours sur la notion de partage du temps de travail. Là encore, Alain Lipietz décortique

Dans son livre "La société en sablier", Alain Lipietz analyse les possibilités qu'offre le partage du travail. En restant au niveau des mesures étatiques, il gomme de fait presque tout ce qui pourrait faire l'originalité d'une démarche écologiste.

le terme *déchirure* plutôt que *fracture*. Fracture sociale signifie en effet une rupture nette, ce qui n'est pas le cas. La déchirure est une image plus juste : la blessure s'agrandit sans cesse.

Une analyse brillante

La première partie de l'ouvrage consiste en un travail d'analyses économiques particulièrement brillant. D'une manière très accessible, Alain Lipietz montre comment est née cette société en sablier, qui en sont les victimes — les femmes en particulier — et

avec bonheur les différentes positions en présence depuis le succès des écologistes aux élections régionales de 1992 jusqu'aux manifestations de décembre 1995.

Il consacre ensuite un chapitre particulier aux risques pour les femmes que représentent certaines formes de partage du temps de travail, rappelant utilement que le travail de celles-ci se complète d'un temps de travail domestique qui se partage toujours aussi peu.

Autre chapitre intéressant, la comparaison entre la réalité économique et la perception subjective du débat à travers les sondages avec

en rappel deux enquêtes que nous avons signalées en leur temps dans *Silence* sur la position de salariés vis-à-vis du partage du temps de travail.

Un étatiste convaincu

La troisième partie de l'ouvrage veut ouvrir des pistes sur ce qui peut être fait pour avoir une société moins inégalitaire au-delà d'un partage du temps de travail qui n'est pas suffisant pour bon nombre de problèmes. Alain Lipietz, qui se présente lui-même comme "*réformiste radical*" à plusieurs reprises est à ce moment-là assez décevant (sauf sur sa critique de Maastricht).

En effet, on pourrait s'attendre à ce qu'il s'intéresse plus aux possibilités de vie alternatives débattues dans la mouvance écologiste. Mais il reste un étatiste inébranlable et le seul domaine sur lequel il s'attarde est la création d'un tiers-secteur (aux côtés du privé et du public) où se développerait des "entreprises intermédiaires" qui, bénéficiant d'aides de l'Etat, se développeraient dans des secteurs non rentables en termes marchands. Et il cite là le nettoyage des rivières, l'amélioration de l'habitat dans les cités, les "emplois de proximité"...

Nous sommes ici en total désaccord avec lui : il veut — sous l'égide d'un Etat-providence cher à la gauche — rendre marchand ce qui échappe actuellement au marché. Soit rendre plus assistées les personnes qui feraient ces actions qui auparavant se faisaient au sein de la communauté sans qu'il ne vienne à l'idée de personne de transformer cela en terme comptable.

"Une société peut se juger à sa reconnaissance envers les anciens. Nous savons que l'individualisme d'aujourd'hui n'exprime plus sa reconnaissance que par le biais monétaire : le versement des pensions. De cette faille, nous ne pouvons discuter ici" nous dit-il (p.286). C'est bien dommage car les emplois de proximité ne se créent que sur ce genre de faille.

Dans le hors-série de *Silence* "*Du chômage à l'autonomie conviviale*", Ingmar Granstedt développe la thèse opposée à celle d'Alain Lipietz : sortir du "marché"

le maximum d'activités, pour que les services reviennent dans la sphère autonome et communautaire et donc pour aller vers un Etat minimum.

Pour qui a une vision écologiste, un problème doit se résoudre au niveau le plus près des gens ("agir localement"), dans la reconstruction de liens sociaux — familiaux ou communautaires — puis, si nécessaire, selon le principe de subsidiarité, en remontant le moins haut possible. L'Etat n'intervenant qu'en cas d'échec de tous les autres niveaux. Ne raisonner qu'au niveau de l'Etat, c'est accepter les échecs sociaux comme base d'une future société !

De même, Alain Lipietz, parlant des SEL dans son livre comme dans l'article paru dans Silence (n°210), n'envisage ceux-ci que comme un moyen de réinsertion pour des exclus, alors qu'ils peuvent être aussi un des moyens pour des personnes ayant un emploi de diminuer leur temps de travail salarié au profit d'échanges locaux qui leur assureront le maintien de leur niveau de vie. Ceci a un avantage énorme : même si l'Etat ne diminue pas la durée légale du temps de travail, rien n'empêche — au moins dans le privé — de négocier des diminutions de travail proportionnelles au salaire, ce qui est perdu en francs peut alors être compensé en "grain de sel" ou en tendresse.

Quand les Verts se sont créés — il y a seulement douze ans ! — ceux-ci se prononçaient pour un "Etat minimum" : Alain Lipietz qui est l'économiste le plus influent au sein des Verts propose aujourd'hui un discours certes plus radical que ceux du PS ou du PC, mais parfaitement intégré dans leur logique social-démocrate (1).

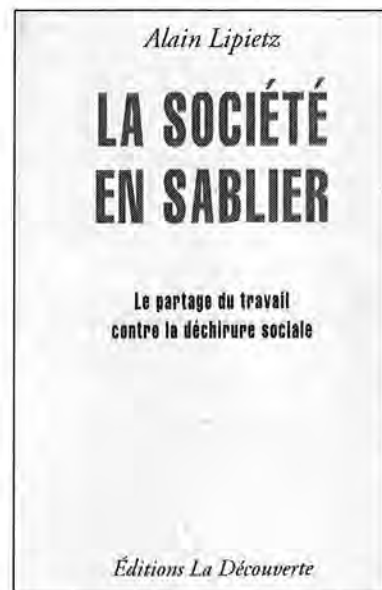
Le rôle du travail

Page 115 de son livre, Alain Lipietz rappelle que le travail a trois objectifs : produire de quoi vivre, avoir sa place dans la société, être reconnu par elle. Je suis entièrement d'accord avec ces trois objectifs, mais d'une part je ne suis pas sûr que cela passe par des emplois ; deuxièmement, Alain Lipietz écarte tout de suite le débat

philosophique et politique qui pourrait naître de cette définition en précisant que pour lui le travail passera toujours par l'économie marchande ou salariale "au moins pour les trente ou quarante ans à venir".

Ceci dégomme d'un coup tous ceux qui créent leur initiative alternative dans l'espoir de trouver d'autres voies pour "avoir sa place dans la société". Pour quelqu'un qui prétend avoir une pensée radicale, voilà qui est plus que gênant.

Pour ma part, je ne pense pas que des mesures — aussi humanistes soient-elles — venues du haut puissent convaincre le grand public que le bonheur ne se trouve pas dans la course au pouvoir ou à l'argent. Les expériences alter-



natives — certes économiquement marginales — sont beaucoup plus convaincantes et plus aptes à créer du "désir de changement" que les beaux discours.

Où est passée l'écologie ?

De même, Alain Lipietz passe très rapidement sur l'utilité sociale et écologique des emplois à partager. Tout au plus, signale-t-il page 230 que "le redéploiement des dépenses militaires ne sert qu'à une chose : remplacer des emplois inutiles par des emplois utiles. C'est une politique du bien-être, ce n'est pas spécialement une politique de l'emploi". Eh bien précisément, l'écologie, ce devrait être d'abord une politique du bien-être et ensuite du partage des emplois

utiles. Car comment prendre pour hypothèse qu'il y a 5 millions de personnes dans le bas du sablier et ne pas prendre en compte les millions d'autres personnes qu'une politique écologiste devrait reconverter dans les domaines de l'automobile (vers les vélos, les piétons, les transports en communs), de l'aménagement du territoire (arrêt des constructions d'autoroutes, de canaux grands gabarits, de barrages pour l'irrigation, de TGV...), des gadgets Moulinex (faut-il se battre pour que des appareils électriques soient produits en France alors que la plupart de ces appareils sont inutiles ?), des usines d'armements, d'une bonne partie de la chimie (engrais, pesticides, plastiques jetables...), de l'énergie (vers les économies d'énergie et les renouvelables), etc.

Pourquoi, également, ne pas intégrer dans l'hypothèse de départ qu'une économie écologiste produira des biens durables et donc provoquera une baisse considérable des besoins de production ?

Si l'on veut vraiment faire un programme économique écologiste, on ne peut se contenter de distribuer des emplois-sparadraps, il faut aussi soigner la société. Et si on ne doit plus travailler (dans l'économie marchande) que 10 heures par semaine pour ce que l'on n'aura pas réussi à remettre dans la sphère autonome, eh bien tant pis (ou plutôt tant mieux !), il faudra alors que notre intégration dans la société passe par autre chose que par notre fiche de salaire (2).

Alain Lipietz est quelqu'un qui a un sens de l'analyse extrêmement poussé, qui sait exprimer ses idées avec clarté, qui dispose d'un charisme certain pour transmettre ses passions. Il est fort dommage qu'un intellectuel de cette classe se bride dans sa réflexion. Presque tous les chapitres du livre se terminent par des ouvertures philosophiques : espérons que ce seront autant de pistes pour de nouveaux ouvrages. Entre l'"audace et l'enlèvement", il faut "choisir l'audace" ! (3)

Michel BERNARD

La société en sablier, Alain Lipietz, Ed. La Découverte, 145 F

(1) Dans "Transversales" de décembre 96, Alain Lipietz revendique avec justesse les positions anti-étatistes des Verts... où est-ce passé dans ce livre ?

(2) fin novembre, le Nouvel Observateur (socialiste) titre "Travailler moins, travailler mieux, travailler tous". Rappelons que le titre de la première brochure des Verts rédigées en 1984 titrait : "Travailler moins, travailler mieux, travailler tous".

(3) Titres de deux livres antérieurs d'Alain Lipietz.



VENTES D'ARMES DE LA FRANCE

Observatoire des transferts
d'armements, BP 1027
69201 Lyon Cedex 01,
1996 - 264 p. - 120 F.

Lorsqu'on songe à quel point "la raison d'Etat et les intérêts commerciaux se conjuguent pour camoufler la réalité", le formidable travail accompli par l'Observatoire des transferts d'armements, créé en octobre 1994, n'en a que plus de prix. En matière de restructuration des troupes et du complexe militaro-industriel, "la France a accumulé un certain retard vis-à-vis de ses partenaires occidentaux, largement dû à l'immobilisme irresponsable des gouvernements successifs de la présidence de François Mitterrand", constatent dans leur avant-propos Patrice Bouveret et Belkacem Elomari, deux des vingt collaborateurs à cet ouvrage qui comble bien des lacunes. "La logique de la course aux armements n'a pas cessé", poursuivent-ils, mais a changé de "champ d'application". Leur conclusion ne souffre aucune contestation : la limitation "proviendra d'un choix et d'une volonté politique de construire un monde plus civilisé".

En attendant l'accomplissement de cette emballante utopie, examinons les faits, aussi têtus qu'affligeants. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, la France a exporté durant la période 1991-1995 des marchandises mortifères "classiques" pour 34,251 milliards de francs (volume mondial : 740,812 milliards de francs), occupant le cinquième rang derrière les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne et le Royaume Uni. En 1995, ses livraisons s'élevaient à 19 milliards (+ 13 % par rapport à 1994) ; 73 % des commandes émanaient du Maghreb et du Moyen-Orient.

Sur les 76 clients de la France, 50 ne satisfont pas aux critères du code de conduite européen qui "autorisaient" (1) des transferts de matériels et de munitions. De nombreuses dictatures comme l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes, l'Indonésie, le Koweït, la Malaisie, le Maroc, le Nigeria, la Turquie, première importatrice planétaire (49,676 milliards de francs de 1991 à 1995), le Zaïre... s'équipent en blindés, missiles, hélicoptères, avions de combat, frégates... fabriqués dans des entreprises privées ou publiques hexagonales.

Contrairement aux déclarations officielles, les bénéfices résultant de ce type de transactions s'avèrent faibles, sinon négatifs ; la recherche et les opérations liées à la vente sont payées par le contribuable, en particulier à travers le système d'assurance du commerce extérieur ; de plus, les contrats stipulent généralement que le fournisseur consente à l'acquéreur une partie des profits (cession de la licence de production, accords de réciprocité...) pour "compenser" le coût de l'achat. Favorisant l'émergence de concurrents, ces dispositions dont la valeur dépasse bien souvent celle de l'affaire elle-même induisent, par l'apport de technologies sophistiquées et d'un savoir-faire spécialisé, la prolifération d'engins de destruction, donc la militarisation généralisée de la planète. Louis Aminot relève d'autres tares redhibitoires comme "le cloisonnement du travail" ou "le contingentement de la pensée". Le vice-président de la Communauté urbaine brestoise propose "à tous les niveaux - ateliers, chantiers, établissements... - la création de comités/reconversion, paritaires et élus au suffrage universel". Pour Roland de Penanros, le principal obstacle à la réorientation n'est pas

"technique, mais d'ordre culturel" ; "notre culte de l'entreprise" semble paralyser toute initiative innovatrice. N'oublions jamais que la branche a bénéficié sous la Ve République du "confort d'une régulation administrative", bref des bienfaits, extrêmement onéreux, de l'Etat-providence, si décrié par les chantes de l'ultralibéralisme lorsqu'il s'agit des ajustements sociaux... Comment espérer "la mise en oeuvre simultanée de la réduction du temps de travail et de l'augmentation du temps de formation" ? L'élaboration dans "les bassins d'emplois affectés par la crise des activités militaires de structures de débat, de proposition et de contrôle" nous remémore certaines revendications d'émancipation autogestionnaire, jadis soutenues, quoique du bout des lèvres et du stylo, par la CFDT, aujourd'hui syndicat-croupion à la solde du juppéisme. Les représentants du personnel entonnent le crédo du patronat et du gouvernement : les exportations d'armes sont indispensables. Qui s'étonne que *Le Monde diplomatique* ait inséré dans son édition de juin 1996 une pub pleine page pour la S necma, assortie d'un questionnaire avec des week-ends et un vol en Concorde à gagner, que *Le Monde* l'ait publiée dans son numéro daté des 16 et 17 juin avant de répercuter le lendemain les approches à courte vue de l'intersyndicale d'Eurocopter ? Le second rapport annuel, réalisé de concert avec l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon, ne livre pas uniquement une foule de données chiffrées, mais approfondit des thématiques exposées depuis belle lurette par les opposants au "commerce du meurtre institutionnalisé". Quel parti ou mouvement forcera le passage d'une "politique de substitution à un aménagement au service de l'homme" (Richard Pétis) ? RH.

LES ARBRES DE CONNAISSANCES

de Michel Authier
et Pierre Lévy
Ed. La Découverte/Poche
1996 - 180 p. - 54 F

Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs (pré-

sentés dans Silence n°194) montrent l'incroyable richesse que chacun possède en soi, même si l'on est exclu du système. De ces expériences, les universitaires, auteurs de ce livre, ont tiré la possibilité de mettre en place un logiciel qui permettrait de visualiser ces connaissances, savoirs, savoirs-faire, sous forme d'un arbre. Dans le tronc de l'arbre se trouvent les connaissances les plus fondamentales (écriture, lecture, calcul) et les branches correspondent à des domaines de plus en plus spécialisés jusqu'aux feuilles qui, elles, sont hyper-spécialisées. Chaque embranchement comporte des brevets que chaque utilisateur peut passer pour constituer son propre arbre, celui-ci étant un sous-ensemble de l'arbre général. Un arbre personnel constitue un blason. L'arbre général peut être géré par une association, une collectivité ou une entreprise avec des objectifs fort différents : échanges de savoirs comme à l'origine ou moyen de promotion interne à une entreprise, lutte contre le chômage pour une collectivité avec des brevets pouvant être contrôlés par des organismes de formation.

Le livre commence par une série d'exemples concrets d'application dont on pourra citer celui-ci : imaginons que tout le monde ait une carte de crédit sur laquelle figure son blason et qu'à l'entrée d'un centre culturel comme Beaubourg se trouve placé un écran géant affichant un arbre de connaissances. Quand vous entrez, vous faites lire votre blason et immédiatement l'arbre affiché se réactualise. Ainsi, à chaque instant, l'arbre affiche l'ensemble de la "matière grise" présente sur le lieu.

Reconnaissons que les auteurs savent parfaitement montrer le côté attirant de leur outil... qu'ils commercialisent par ailleurs.

Il y a toutefois de nombreux bémols à mettre. Le premier est l'informatisation poussée que cela suppose. Le deuxième est l'abandon de la gratuité des échanges de savoir, même si certains de ces échanges peuvent se faire à partir d'une monnaie fictive comme dans le cas des SEL. En effet, certains

brevets sont gérés par des entreprises ou des organismes de formation qui paient pour installer le brevet, mais en échange font payer la formation nécessaire pour obtenir ce brevet. Enfin, une grosse question reste l'estimation de la valeur des brevets : si chaque arbre de connaissances était indépendant, l'association des jardiniers pourrait donner une forte valeur aux brevets de "reconnaissance des plantes" mais les auteurs argumentent pour une liaison extérieure entre les utilisateurs. Or comme il se trouve que parmi les adeptes de ce logiciel on retrouve des grandes firmes comme Peugeot, EDF ou le CEA, on peut douter de la possibilité de valoriser des savoirs "alternatifs". Cette liaison, pour déterminer la valeur des brevets, leur a valu des critiques sur le risque totalitaire. Sans aller

jusque là (l'anonymat étant respecté par des systèmes de codes comme sur les serveurs minitel), on peut effectivement s'inquiéter de l'impossibilité d'aller à contre-courant de l'idéologie dominante... et les brevets étant financièrement "côtés", de l'impossibilité de résister aux puissances financières. Un livre intellectuellement satisfaisant mais qui laisse en suspens de nombreuses questions dont l'une est la suivante : faut-il vraiment faire des choses aussi compliquées pour échanger entre nous ? MB.

J'AI VINGT ANS ET JE COUCHE DEHORS

de Lydia Perréal
Ed. J'ai Lu
1996 - 160 p. -

Une histoire vraie qui montre qu'il ne faut souvent pas grand-chose pour se retrouver à la rue. L'auteure en



froid avec ses parents séparés, perd son boulot, en cherche, multiplie les démarches jusqu'au jour où elle se fait mettre à la porte de chez un copain qui en a marre de la mauvaise ambiance... et ce jour-là, elle se fait voler son sac et ses papiers. La galère commen-

ce. Elle s'en sortira presque par hasard : un passage à la télé lui permet de trouver des petits boulots puis un hébergement. Les rêves d'une jeune fille à la rue ne sont pas très romantiques : avoir un magnétoscope et une machine à laver. Cela se lit très bien et cela fait réfléchir sur la place de nos utopies écologistes. FV.

GUIDE DES ALTERNATIVES

Ed. du Fraysse,
Les Immosines,
82230 Monclar de Quercy
1996 - 750 p (2 vol.) - 150 F

On n'y croyait plus ! Cela faisait plusieurs années que les copains du Fraysse nous annonçaient la sortie de ce guide et - enfin - il est sorti. Il annonce 5000 adresses ou références et est plus fourni que le Catalogue des Ressources publié il y a deux ans. Mais ce n'est pas le même style. Le Catalogue des Ressources a beaucoup joué sur les illustrations, est souvent resté un peu trop parisien (renvoyant aux adresses nationales pour obtenir les groupes locaux), mais présente un index précieux pour retrouver rapidement un groupe ou une référence. Ce Guide des Alternatives est beaucoup plus artisanal, mais présente plus d'adresses et un grand nombre de livres (dont certains épuisés !). Les deux ont la même qualité (qui est du coup le même défaut) : une bonne connaissance de certains sujets donnant lieu à des précisions intéressantes dans certains domaines. Les Editions du Fraysse étant ainsi à l'origine du salon "Vivre et travailler autrement", ils connaissent sur le bout des doigts leurs anciens exposants, développent plus le côté spirituel mais connaissent moins bien certaines branches politiques (tiers-mondistes par exemple). Ça reste très lisible et surtout c'est vendu à un tout petit prix. MB

UNE UTOPIE POUR LE XXI^e SIECLE

d'Isabelle Escudero, Lucie Fabbri et Christian Ferrer
Ed. ACL, BP 1186, 69202 Lyon cédex 01
1996 - 40 p. - 25 F

Ce petit fascicule présente quelques interventions d'un colloque qui s'est tenu en

Le livre du mois

PAROLE DE TERRE

Une initiation africaine

de Pierre Rabhi
Ed. Albin Michel/Espaces libres
1996 - 250 p. - 49 F

Préfacé par Yehudi Menuhin et postfacé par Christian de Brie, ce livre, sous forme de conte africain, est une longue critique des méfaits du développement et des possibilités pour les Africains d'adopter un développement écologique afin de retrouver leurs racines sans avoir recours aux technologies sans âmes des Blancs. A travers ce qui peut se lire comme un roman, Pierre Rabhi, initiateur de nombreuses actions en faveur d'un éco-développement (comme le CIEPAD dans l'Hérault), dénonce les illusions du progrès du Nord et milite en faveur d'un retour à la terre... pour le Sud comme pour le Nord. Plein d'humour, il retrace d'abord le choc de la colonisation en Afrique. Ainsi, quand les engrais arrivent, les anciens pensent que "puisque cette poudre permet de récolter deux fois plus, vous pourrez vous

contenter de cultiver la moitié de vos parcelles" (p.57), mais les plus jeunes, eux vont défricher pour produire plus et gagner de l'argent, provoquant le début de la désertification. L'exode vers les "grands vil-



lages" est alors inévitable. "Dans le grand village, les maisons s'élèvent haut,

c'est le pays des hommes-termites. C'est le pays gouverné par la hâte. Les hommes s'y meuvent sur une cadence qui n'est point de notre temps (...) Dès le matin, les hommes, les femmes, les enfants, tous regardent des bracelets qui mesurent le temps et parfois en les regardant, ils sursautent comme piqués par des araignées venimeuses et s'en vont en courant, disant que le temps leur manque ! Et pourtant le tambour de leur cœur et le soufflet de leur poitrine les invitent à être paisible. Les saisons, le soleil, la lune, les plantes, les animaux changent-ils de cadence ? Et pourquoi ces hommes ont-ils créé la hâte ?" (p.73-74). Heureusement, certains prennent du recul et essaient d'inverser cette destruction de tous les instants. Dans son style imagé, Pierre Rabhi nous apprend le rôle fondamental du compost, élément nourricier de la terre. Et il en arrive à la critique des phénomènes actuels : "De n'avoir rien géré avec humanisme, il faut à présent de l'humanitaire" (p.227). Une approche spirituelle bien comprise, un style élégant et le souffle de ces conteurs africains qui vous font plonger dans ce livre avec sérénité. FV.

Espagne sur le thème de l'anarchisme, utopie du XXI^{ème} siècle. Le texte d'Isabelle Escudero est très pessimiste, pour elle l'anarchisme n'est que l'utopie de Pénélope : elle se limite à vouloir détricoter la nuit ce que la société hiérarchisée tricote le jour. Elle se contente donc d'un militantisme de contestation sans aucun débouché. Christian Ferrer n'est pas si catégorique : "tout le monde considère l'anarchisme comme un idéal impossible (...) Il s'agit plutôt d'un idéal exigeant" (p23) tout en restant extrêmement prudent sur la transmission de la culture anarchique confronté à l'inertie des "pantouflards" : le fils d'un incendiaire est souvent un pompier. Reste le message fort de Luce Fabbrì qui insiste sur le maintien du mouvement anarchiste à travers le temps : "les différents partis considèrent la conquête du pouvoir comme une victoire. Il s'agit évidemment, à chaque fois, de la victoire du parti et non du projet, qui ne se réalise jamais". Cela explique que les utopistes, jeunes ou vieux, finissent toujours par s'intéresser à l'anarchie. Une brochure bien trop courte toutefois pour donner des perspectives. MB.

LA VIE EN LOQUES

de Marie-Andrée Tall
Ed. L'Harmattan
1996 - 110 p. - 60 F

L'auteure, réunionnaise, raconte ici l'histoire d'une femme dont le mariage révèle les conflits entre l'homme "macho" et la femme soumise. Celle-ci, après la naissance de son dixième enfant, va se révolter et prendre un amant. Mais celui-ci s'avère tout autant tyrannique : le conflit homme-femme est-il sans fin ? Un roman agréable à lire qui traduit bien les actuels soucis des femmes du Sud confrontées à la misère et au machisme. Un nouveau féminisme. FV.

LA PENSÉE EN LIBERTÉ

sous la direction
de Serge Roy
Ed. Ecosociété (diff. Silence)
1996 - 292 p. -

Le mouvement libertaire au Québec est relativement faible. Un collectif a toutefois publié de 1976 à 1986



une revue : le "Q-lotté". Ce livre est une reprise d'articles de cette revue, classé de manière thématique. En tant qu'articles, cela a l'avantage d'être facile à lire, mais aussi de nous laisser souvent sur notre faim. Enfin, de nombreux sujets sont liés à la politique québécoise de l'époque et cela date. Restent des réflexions tout à fait lisibles sur l'autogestion, la guerre d'Espagne, l'éducation... MB.

ROMA, TSGANES D'EUROPE

de Jean-Pierre Liégeois
et Nicolae Gheorghe
Ed. GDM, 212 rue Saint-Martin,
75003 Paris.
1996 - 124 p. - 80 F

Ce livre extrêmement concis a le mérite d'être d'une grande facilité de lecture et d'éclairer les lecteurs sur la problématique des Romani-chels, leurs origines, les questions de répressions et le problème de la reconnaissance culturelle aujourd'hui. Fort bien documenté, il fait un tour européen de la situation et montre que le travail mené par cette communauté porte aujourd'hui ses fruits au niveau européen puisqu'il est envisagé de leur donner une carte



d'identité européenne sans rattachement à un pays. Reste à ce que la volonté très progressiste de l'Europe se traduise dans les faits dans les pays européens qui, eux, mènent des politiques d'un autre âge : concrètement ces voyageurs restent l'un des sous-prolétaires de l'Europe et la route est encore longue avant que la culture tsigane puisse vivre au grand jour. A lire. MB.

ENFANTS

PAROLES DE NON VIOLENCE

sélection de
Jean-Marie Muller
illustrations
de Pierre-Noël Bernard
Ed. Albin Michel Jeunesse
1996 - 64 p. - 59 F

Jean-Marie Muller a fait ici une sélection de phrases de personnes engagées dans la voie de la non-violence



de Jésus de Nazareth à Vaclav Havel. Chaque citation est présentée sur une double page illustrée par Pierre-Noël Bernard. Beaucoup de pistes de réflexion en peu de pages. A offrir aux jeunes et aux moins jeunes. MB.

ATLAS NATURE ET ENVIRONNEMENT

Coordonné par Eric Périlleux
Ed. Nathan
1996 - 60 p. - 89 F

Un livre malheureusement très classique. Si cela ne pose pas de problème pour la première moitié du livre sur la nature, la deuxième moitié sur les activités hu-

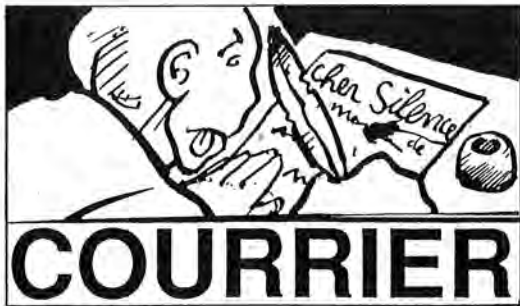
maines et l'environnement est plus douteuse : présentation d'un paysage de campagne avec un tracteur déversant des pesticides sans aucun commentaire, une double page sur la pollution de l'air qui critique les centrales thermiques... mais rien sur les centrales nucléaires et leurs déchets. Double page qui ne présente que 12 points critiques sur toute l'Europe : selon quels critères ? Où sont passées les 20 à 30 centrales thermiques françaises ? Message traditionnel sur les forêts "bien gérées" d'Europe... qui confond monoculture de pâte à papier avec une forêt. Promotion de l'ambigu "Point Vert" sur les emballages avec une énormité sur les emballages de type brique qui seraient compostables ! Dommage que Nathan en reste toujours au discours des industriels. MB.

MUSIQUE

SOURCE

des YME,
Young Musicians in Europe
Ed. SET,
Merzhauserstr. 150/007
D - 79100 Freiburg

YME est un label indépendant regroupant des musiciens de différents pays européens. Ils ont enregistré 2 CD dont l'originalité réside dans la prédilection de ces artistes pour l'écologie, la défense de l'environnement et leurs aspirations pour un avenir meilleur. La culture et l'écologie peuvent faire bon ménage. Cet ensemble hétéroclite est de très bonne tenue. Différentes sensibilités s'expriment. De superbes compositions acoustiques font suite à des passages plus rythmés ou à des ballades, intercalées entre des morceaux inspirés des différentes cultures européennes. On a même droit à un poème de Baudelaire chanté... en Russe. Il manque à ce disque la participation de musiciens alternatifs français. Avis aux amateurs (trices). Ce groupe d'interprètes organise des concerts pour soutenir des luttes, des actions partout en Europe et peut donc venir en France. Une initiative sans vedettes ni promotion bidon. MJ.



PALESTINE : ARTICLE TERRIBLE

L'article sur la Palestine est un article terrible par tout ce qu'il laisse prévoir et les perspectives de guerre qu'il annonce. Mais en même temps, je suis satisfaite de voir sortir de telles informations : il y a des choses que l'on pressent à travers certains faits, certaines infos que l'on entend mais dont on ne trouve pas les références (surtout si l'on n'est pas historien ou chercheur). On a traité certains d'antisémites alors qu'ils essayaient simplement de faire connaître les vérités découvertes.

Concernant le dossier sur les ONG, vous ne pouviez certainement pas tout citer. Sachez que l'AMFP, association médicale franco-palestinienne, qui travaille à la reconnaissance du peuple palestinien est fiable.

Suzanne VILETTE
Haute-Savoie

ISRAEL : NOUVEL APARTHEID

Je suis arrivée à Beit Noah (NDLR : un centre non-violent à Jérusalem) le 24 février 1996. Le lendemain, le monde s'éveilla avec la nouvelle alarmante de deux bombes-suicides dont une à Jérusalem. (...) Le monde entier parlait de terroristes. Personne ne se pose la question qui pour moi est essentielle : pourquoi des hommes jeunes sont prêts à se tuer d'une manière aussi horrible ? La réaction immédiate fut de fermer à nouveau les Territoires occupés. (...) Jamais le bouclage n'avait été aussi sévère depuis 1967. (...) Début juin, Boudewijn Weegerif arriva à Beit Noah comme un envoyé de Dieu pour demander l'hospitalité. Né en Hollande, il fut élevé en Afrique du Sud d'où il fut expulsé en 1971 comme opposant à l'Apartheid. Il est devenu citoyen britannique et vit en Suède. Il marche pour la paix du Nord de la Suède à Cap Town (15 000 km) et a fait une longue pose pendant l'été en Palestine. Nous lui avons proposé d'aller vivre avec les Bédouins et il trouva l'idée épatante, il alerta les médias pour l'ouverture d'un "camp de la paix" le 1er juillet. Pour lui, la marche continue : Haïfa, Jenine, Naplouse, Ramallah, Jérusalem... Il nous confia : " Je suis frappé par les similitudes entre l'Apartheid en Afrique du Sud, dans ses années les plus dures, et ce qui se passe ici selon ces soi-disant accords de paix".

ALEID

Beit Noah, POB 32213, 91233 Jerusalem, Israel.

D'ISRAEL A LA FRANCE

Bravo pour votre article sur l'Etat d'Israël. Dans le même style et sur le même ton, vous pourriez conseiller le livre "L'autre histoire de France" (NDLR : de Jean Vermeil aux Ed. Félin, 1993) dont les passages sur les camps français pendant la deuxième guerre mondiale et le comportement de la gendarmerie à l'égard des Kanaks sont assez croustillants : sans parler de la guerre d'Algérie ou de l'époque coloniale à Madagascar...

Claude RIBEAUX
Creuse

GRANDS TRAVAUX, GRANDE MISERE

C'est avec plaisir que j'ai relu des extraits de mon livre dans Silence. Depuis la parution de celui-ci en 1982, les réalisations de prestige n'ont pas cessé : Opéra Bastille, Grande Bibliothèque, Grand Louvre, Second pont sur l'estuaire de la Seine, autoroutes, barrages, canal "à grand gabarit", autoroutes européennes, viaduc géant de Millau, gare souterraine RER de Paris, Grand Stade, Superphénix, Mélox, sous-marins nucléaires lance-engins, nouveaux missiles (coût du programme nucléaire militaire : 85 milliards pour les 5 ans à venir), avion Rafale, Laser Mégajoule du CESTA pour simuler les essais, Ariane 5, sonde martienne, navette Hermès, station orbitale... On atteint la mégalomanie du dictateur Ceausescu qui a conduit le peuple roumain à la misère. Ces grands travaux sont des gouffres car ils ne créent pas d'emplois à long terme, au contraire. Il s'agit d'une économie d'Etat financé par les contribuables qui échappe complètement à l'économie de marché, pour le seul "prestige" de la classe politique et des affairistes (...).

Henry CHEVALLIER
Gers

A MON "CHEZ MOI" PERDU

J'ai bien marché mille ans pour trouver la frontière
De mon pays lointain d'où l'espoir avait fui.
J'ai marché mille chemins, loin de tous ceux qui m'aiment
La famille, les amis et que j'aimais aussi
J'ai marché mille douleurs en voulant retrouver
Tout le bien que les autres nous avaient déjà pris.
J'ai marché mille saisons et j'ai usé ma vie
Mes jours et mes âges et ma jeunesse aussi.
J'ai marché mille peurs pour trouver les murailles
Derrière lesquelles, repus, ils voulaient se cacher.
J'ai marché mille soifs en pleurant à chaque pas
Mon village et mon puits ou un reste d'enfance.
J'ai marché mille courages pour les entendre rire.
Avant de dire "Va-t-en !", en refermant la porte.
J'ai marché mille espoirs tout en imaginant
Qu'ils nous auraient rendu ce qui nous appartient.
J'ai marché mille blessures pour briser cet espoir
Sur les tessons tranchants de leurs hautes clôtures.
J'ai marché mille angoisses pour me retrouver en face
De leurs policiers en tenues brunes ou bleues.
J'ai marché mille sanglots pour tenter de comprendre
Qu'ils avaient oublié ce qui s'était passé.
J'ai marché mille errances pour finalement apprendre
Qu'ils ignoraient comme cela s'était produit.
J'ai marché mille retours pour enfin découvrir
Qu'il fallait moi aussi que j'oublie tout cela.
J'ai marché mille fois pour découvrir, hélas,
Qu'il fallait que je fasse le chemin à l'envers.
J'ai marché mille morts pour comprendre trop tard
Que j'avais tout perdu et que je restais seul.

Faudra-t-il que tu marches mille ans pour comprendre
Que je suis ton frère, moi, le réfugié.

Alain MARQUET
Vice-Président des Verts, Genève.

DE MAL EN PIS

Rosbif - roast beef - to roast - rôtir -
rostrir (vers 1160) du mot francisque *raustjan*

La nature est trop bien faite pour cacher son orgueil
Derrière ses écaillés, ses plumes, ses poils, ses feuilles.
Même les pierres en parlent... Mais en termes lapidaires
Nos voisins ne se montrent pas dignes d'en faire même l'inventaire.

C'est une histoire à l'anglaise - qui pis est britannique -
De gros sous récoltés ne sèment que la panique,
A vouloir être plus royaliste que le roi
Ils ont tout mélangé et fait n'importe quoi.

L'agro-alimentaire a le goût du nouveau
Puis, le bec enfariné, arrivent les troupeaux :
Ensuite les nôtres se comportent en loups-garous,
Et nous voilà tous dans le même bain jusqu'au cou.

Quelle carne a osé transformer en charognard
Des herbivores... Quitte à nous donner le cafard...
Ou pire encore. Et même si la peur est tonique
On pourrait faire mieux pour défrayer la chronique.

C'est fou ce qu'il y a comme imaginaire malade
Comme la confiture aux cochons - et quelle marmelade :
On jette les perles aux porceaux, aux bovins des méchouis
Alors que les clients... Mais nul ne demande leur avis.

Les plus gros malins du siècle ont fait tout seul leur bourde
Reste à punir les innocents. C'est la règle... Ce qu'on est gourde !
Un cheptel vaut bien un autre... Idem le bétail humain.
Tout finit par se ressembler, pris par l'appât du gain.

Alors la perfide Albion, au nom d'un état morbide,
On permet à ses voyous de faire leurs coups sordides ?
Prions pour notre vache qui rit - Sus à tous ces lâches.
Ce qui est bête à pleurer, c'est du rosbif, en peau de vache.

Paul MATTHEWS
Ile-et-Vilaine

CHASSE : POUR DE VRAIS PRÉDATEURS !

Je me permets d'intervenir à la lecture du courrier d'Yvette Dubos paru dans le numéro de décembre où il est fait l'apologie de ses amis chasseurs.

J'ai d'abord cru à une plaisanterie. Mais non, ça m'a l'air sérieux ! Alors c'est grave ! Déjà, comment peut-on prétendre aimer Silence et s'indigner devant les dessins de Lasserpe ? C'est tout l'esprit de ce journal dont j'attends la venue avec impatience et que je lis de la première à la dernière ligne, en me réjouissant de n'être pas le seul à rêver d'autre chose... J'exerce le respectable métier de lieutenant de police (ex-inspecteur de police) ! Si je devais mettre bout à bout les dessins et mots doux parus dans Silence à l'intention de mon estimable corporation, il y aurait de quoi faire un bouquin ! ... et je crois bien que je me l'offrirais pour Noël... Pour en revenir aux chasseurs, je me bornerais à quelques réflexions personnelles en revenant sur les points évoqués.

J'habite au bord de la forêt vosgienne et, avec mes enfants, je me plais à sillonner les chemins environnants, à pied ou à cheval. Nous ne sommes pas bruyants. Nous ne polluons pas. Les daims et les chevreuils qui nous prennent pour des congénères lorsque nous sommes à cheval, ne s'effraient pas et se laissent approcher. Pendant nos longues randonnées dans le sous-bois, il nous prend parfois à rêver d'entendre, au loin, le hurlement d'un loup.

Malheureusement, les trois quarts de l'année, nous n'avons droit qu'au concert chaleureux des coups de feu des joyeux chasseurs en train d'œuvrer pour la protection de la nature !

Comme ils pullulent et qu'il y a un mirador tous les cinquante mètres, nous avons souvent l'occasion de les croiser. Parfois ils m'expliquent que je n'ai rien à faire dans la forêt après la tombée de la nuit, d'autres fois que c'est mon chien qui trotte sagement derrière les chevaux qui les dérange, parfois ils voudraient m'interdire d'emprunter tel ou tel chemin, et ce ne sont là que quelques exemples de nos sympathiques rencontres.

Rarement souriants, souvent arrogants, ils voudraient me faire croire que la forêt leur appartient ! La plupart du temps, ils ne sont même pas du village !

Je respecte infiniment les chasseurs des peuplades dites "primitives". Ces gens connaissent la nature profonde des choses et prenaient soin de ne pas perturber les équilibres en place dont dépendait leur propre survie. Leur savoir-faire était considérable, l'ingéniosité, le courage et les capacités physiques dont ils faisaient preuve forcent mon admiration.

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître

l'immense spiritualité et la profonde sensibilité de ces gens. Les chasseurs d'Yvette Duclos n'ont rien à voir avec ces personnes.

Je pourrais parler aussi de ces majestueux 4x4 qui parcourent inlassablement les chemins, du plomb fiché dans le bois de mes ruches pourtant situées sur une propriété privée...

Régulièrement, je lis dans la presse locale, les méfaits de hordes de sangliers qui pullulent dans tel ou tel secteur et viennent saccager les champs et les vergers dans les villages vosgiens ou alsaciens, à tel point que les maires doivent prendre des mesures d'urgence pour pallier à la situation. Mais que font donc les chasseurs, s'interroge le journaliste.

Une autre fois, ce sont les arbres endommagés par de trop grandes concentrations de chevreuils et de cerfs...

Les chasseurs n'ont qu'une vision restrictive et infériorisée de la faune et leur action régulatrice est le plus souvent inefficace là où la présence de quelques grands prédateurs, auxquels ils prétendent se substituer, serait généralement suffisante.

Non, madame, les chasseurs sont incapables de "gérer" la faune sauvage. Bien souvent, ils ne font qu'aggraver les profonds déséquilibres auxquels ils ont eux-mêmes largement contribué, par leurs lâchers hasardeux et par le massacre des loups et des lynx perpétré par leurs illustres prédécesseurs...

Quelques loups dans la forêt vosgienne auraient certainement vite fait de rééquilibrer la faune et j'aurais sans doute beaucoup moins peur de laisser mes enfants aller seuls en forêt !

Quant aux actions en faveur de l'environnement des bienveillants chasseurs, il y en a sûrement quelques-unes de temps à autre quand il y va de leur intérêt. Il faut bien entretenir son terrain de jeu !

Les chasseurs écologistes aussi, ça doit exister. Ce mot n'a plus de signification bien précise.

Et pour ce qui est de vos vaches, il y a peut-être une solution pour éviter de voir leurs yeux larmoyants quand vous les menez à l'abattoir, offrez leur une retraite paisible en les laissant mourir au pré. D'autres le font.

J'en terminerais avec les végétariens. Vos chiffres sont probablement corrects. Mais la France détient aussi d'autres records ! Implantation de centrales nucléaires au km², consommation de tranquillisants, accidents de la circulation et j'en passe. Doit-on pour autant s'en réjouir ? Puisse notre ami Lasserpe égayé encore longtemps les pages de Silence.

Un touriste contemplatif.
Marc KLAPCZYNSKI
Haut-Rhin.

CHASSE ET ECOLOGIE : AUCUN RAPPORT

Chasseur, écologie, quel rapport ? Seuls les chasseurs peuvent penser qu'il y en ait un en s'imaginant qu'ils ont un rôle à jouer dans la préservation de la nature. Cela leur confère un caractère humanitaire. Ils peuvent bien se battre contre la construction d'un terrain de golf ou celle d'une route, mais cela n'a rien de philanthropique. Ces messieurs défendent uniquement leurs surfaces de chasse lesquelles diminuent avec de telles constructions. Rien à voir donc avec l'écologie, ne nous leurrons pas.

Madame Dubos reproche à Silence (n°211 de Décembre) sa position uniquement "affective" quant à la chasse. Mais de quel autre position pourrait-il donc s'agir ? Un animal est un être vivant et doit être respecté en tant que tel et non pas comme une valeur économique.

Il n'y a pas chasseur et chasseur comme le prétend Mme Dubos. Il y a chasseur tout court. Que ce soit au nom d'une soi-disante préservation des espèces ou par amour de la nature, un chasseur qui tue reste un chasseur.

Alors je vous en prie, cessons ce débat : chasseurs, défenseurs de la nature ! N'oublions pas que ces messieurs polluent nos forêts en déversant dans la nature chaque année quelques 300 à 500 tonnes de plomb afin de satisfaire leur sport favori et spol-

lient leurs concitoyens d'un patrimoine dont la faune fait partie et qui appartient à tous.

Je fais partie des 1 % de végétariens en France, non pas par idéologie, mais par respect de la vie... et moi aussi j'ouvre des yeux horrifiés devant les portes des abattoirs. J'aime mes chats, mes chiens (je n'ai pas de cochon d'Inde) et j'ai le cœur brisé moi aussi quand je pense au regard des vaches conduites sur leurs lieux de mort et je le prouve : je n'en mange pas ! Mais cela est une autre histoire, l'écologie n'ayant rien à y voir.
Violette FLEURY
Seine-et-Marne



FUSIL ET EQUILIBRE ECOLOGIQUE

Madame Dubos ne fait que confirmer que les chasseurs défendent éperdemment leur terrain de jeu. En effet, a-t-on déjà vu une fédération de chasse réintroduire des prédateurs pour retrouver un équilibre faunistique naturel dans un domaine "chassable" ? Madame Dubos a tout à fait le droit de contester que "les écologistes sont contre la chasse". Mais nommer deux individus (et d'une même famille) ne me paraît pas suffisant. L'extrait de Bernard Charbonneau ne justifie pas la chasse, il prône avant tout le dialogue entre tous.

Reconnaître l'existence des chasseurs n'est pas forcément reconnaître le droit de chasse. Quant à Simon Charbonneau, il écrit dans "Les quatre saisons du jardinage de mai-juin 94" : "les prédateurs peuvent aider à la régulation des populations proliférantes, comme les lapins, mais cela reste tout à fait insuffisant. Il faudra nécessairement l'intervention de ce super-prédateur qu'est l'homme pour aboutir à faire baisser les populations. L'homme a autant le droit que le renard de chasser le lapin". (...)

Est-ce que le rôle de l'ANCER est de corriger les méfaits de la majorité des chasseurs (lâcher de gibier, élimination des prédateurs par des battues) ? Ce ne serait pas très glorieux. Le point de vue du ROC, rassemblement des opposants à la chasse, me paraît plus convenir. Ne vaut-il pas mieux, en effet, empêcher les exactions plutôt que les compenser ?

Les chasseurs de l'ANCER sont-ils contre le lâcher de gibier. Reconnaissent-ils les animaux lâchés ? refusent-ils de les tirer ? Chassent-ils à contre-cœur, par devoir social pour limiter les populations d'animaux "nuisibles" ? Difficile de croire qu'ils n'ont pas le plaisir de traquer et de tuer comme les autres. Ils appartiennent aux mêmes fédérations. Le fusil serait-il le seul moyen de garder un équilibre écologique ? La notion de "super-prédateur" sous-entend que l'homme devrait tout régenter, contrôler, organiser. Je préfère une notion de "super-conscience" pour faire bien comprendre l'équilibre naturel et mieux le respecter.
Philippe BOISLEVE
Vaucluse.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 **La prison autrement**
Forêts tropicales. Indonésie. Argent et pouvoir..... 20 F
- 165 **Yugoslavie**
Semences de la famine. GATT. Elections et écolos..... 20 F
- 169 **Délocalisation, chômage, solidarité**
Ambiance bois. Reconversion usines armement..... 20 F
- 170 **Racisme et environnement**
Péniche pour la paix. Bio-Lopin. Logiques sociales..... 20 F
- 172 **Après Rio : un monde à venir**
Feuille d'érable. Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F
- 173 **Mir Sada. ingérence méfiance**
Déchets toxiques. Développement et aide. Malville .. 20 F
- 174 **Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire**
Arsenic. Batailles nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
- 175 **Eoliennes : le vent en poupe !**
Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F
- 176 **Superphénix : la marche en avant**
Transports susses ! Réduction et ouverture (3)..... 20 F
- 177 **Quelle écologie radicale ?**
Déchets. AC ! Voile. Développement durable..... 20 F
- 178 **Comment démilitariser ?**
Reconversion armement. Inesthèse. Malville. Mac-do. 20 F
- 181 **Energies douces au Sud (1)**
Malville. Pub dans boîtes aux lettres..... 23 F
- 182 **Energies douces au Sud (2)**
Artisans du Monde. Ville-ponde et inérite sécuritaire 23 F
- 183 **Les centres écologiques**
Écologisme ? Bazar sans frontières. Valeur du travail 23 F
- 184 **Breton Wood : 50 ans ça suffit !**
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal..... 23 F
- 187 **Prolifération nucléaire (1)**
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière .. 23 F
- 188 **Prolifération nucléaire (2)**
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 **Autonomie toujours**
Réseau Santé. Cui du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 **Nicaragua face au marché mondial**
Brennelis. Malville. Retraite et chômage..... 23 F
- 191 **Santé et autonomie (1)**
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen 23 F
- 195 **Stop Essais**
Campagne contre reprise. Israël ; Vanuï. Somport .. 23 F
- 196 **Canal Rhin-Rhône**
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 197 **La défense par actions civiles (1)**
La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
- 198 **Ni décharges, ni incinérateurs**
Lobby des transports. Défense par actions civiles (2). 23 F
- 199-200 **Ecologie, gauche, droite, ailleurs**
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5)..... 35 F
- 201 **Marée noire sur droits de l'homme**
Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 **Soyons Réseau-nables**
Mhaufon. Primevère. L'Impatient. Cuisiner solaire..... 23 F
- 203 **Sortir du nucléaire**
Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 **G7 : l'argent d'abord**
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail. 23 F
- 205 **Radios actives**
Mérieux et le G7. Solaire au Népal. Bouteilles plastiques. Médias face au mouvement social..... 23 F
- 206-207 **Face au G7, ouvrons-à !**
Yacht folle. Presse différente. Antinucléaires allemands. Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et travail..... 35 F
- 208 **Pour des villes sans voitures**
Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ? Vallée d'Aspe. Bilan du Contre-G7..... 25 F
- 209 **Exit le service, reste l'armée**
Santé et autonomie (8). Eoliennes et coopératives. Sans-Papiers. Civilisation folle..... 25 F
- 210 **Les systèmes d'échanges locaux**
Santé et autonomie (9). Essais et désarmement. Ecologues : fin de l'implosion ?..... 25 F
- 211 **L'équivoque humanitaire**
Superphénix et emplois. SEL et informel. Tibet. Yacht folle. Expériences génétiques..... 25 F
- 212-213 **Ecologisme et Etat**
L'avenir des SEL. La Hague. ONG et communication Timor. Palestine-Israël. Tournée pour une Europe

POUR LA CHASSE ECOLO

Je vous écris afin de soutenir l'intervention d'Yvette Dubos dans la rubrique courrier du numéro 211. On peut être chasseur et aimer la nature. Je ne suis pas chasseur mais j'en connais certains dignes du plus grand respect dans leur approche de la vie animale. De plus, les interventions humaines étant ce qu'elles sont concernant la faune sauvage, une régulation naturelle est impossible. Venez dans ma région, nous irons à la recherche de certains prédateurs.

Le végétarisme n'est fort heureusement pas répandu. Respecter les écosystèmes, c'est respecter sa vie sous sa forme naturelle. Or l'homme est un omnivore. Tout autre approche entraîne automatiquement des carences. Il est bon de se le rappeler. (...) La nature est loin d'être un beau spectacle sous verre pour touristes ou urbains en mal d'authenticité comme nous le rappelle Yvette Dubos citant le regretté Bernard Charbonneau (...)
Alexandre MAINI
Tarn

CHASSEURS ET PROTECTEURS DE LA NATURE

Lasserpe à raison, les chasseurs sont méprisables, encore plus s'ils sont "protecteurs" de la nature. Ils n'en tuent pas moins pour le plaisir de tuer et "protègent" leur gibier avec un alibi écolo. Que penser des "protecteurs" de la nature humaine qui mettent à disposition des mâles frustrés le gibier de trafoir que nous savons ? Encore heureux que le viol ne soit plus reconnu comme une loi de la nature (bien qu'un permis tacite soit inclus dans tout paquetage en temps de guerre) car les écologistes pourraient s'allier avec les violeurs pour l'élevage des petites filles (...).
Fernand REAL
Val d'Oise

LE CHASSEUR ET LE BOUCHER

La dernière phrase de votre réponse à Yvette Dubos est "quelques différences avec l'abattoir : le boucher tue sa bête d'un coup, ne lui coupe pas après, ne prétend pas être un amoureux de la nature". Est-il possible que vous n'ayez jamais entendu parler (ou vu, ou lu) du martyre de l'animal de boucherie ? (Déjà 15 ans qu'est paru "Le grand massacre" d'Alfred Kastler, aux Editions Fayard). Comment pouvez-vous prétendre que la bête est tuée d'un coup, qu'il n'a pas été nécessaire de lui courir après, que le boucher ne dit pas qu'il aime la nature ? Triste vie que celle de l'animal de boucherie. Elle peut se terminer en quelques secondes (ou minutes ou heures s'il est malchanceux) pour le malheureux poussin mâle jeté vivant, dès l'éclosion et reconnu inepte à la ponte, entre les dents d'une machine à hacher. Le veau, coincé dans sa cage, le mode digestif dévoyé, volontairement anémié, afin de vous offrir une viande blanche. Le porc, coincé lui aussi, sur une planche en pente, histoire de lui muscler les jambons ! Le taureau, au pénis dévié, histoire de faire le travail à sa place dès qu'il a repéré la vache en chaleur.

La vache, ensemencée par le bras du vétérinaire pour avoir un veau et du lait que l'on jettera. Et la dinde, et l'autruche, et la caille, et les ailerons de requins, etc... etc...
La liste de nos erreurs est interminable. Ensuite, le transport, la peur, la faim, la soif, la souffrance (ça ne vous rappelle rien) et la mort et quelle mort ! (...) Je ne crois pas qu'il y ait une quelconque comparaison flatteuse à faire en faveur de la boucherie contre la chasse. C'est dans un magasin de produits biologiques que j'ai fait connaissance de Silence. Dans ce type de magasins, les végétariens sont relativement nombreux, et dépassent le 1 % national ; sans doute également chez les lecteurs de Silence, cela me semble aller de soi. Suis-je donc naïve de croire aux mots, aux articles de Silence, qui disent entre autres "alternatives, non-violence, partage...". Vous avez le témoignage d'une personne âgée (et pourtant, hier, j'avais vingt ans) qui, à votre âge n'a pas su se montrer aussi clairvoyante que vous, et n'a pas toujours su faire les bons choix. Mais c'est vous qui vous montrerez naïfs si vous croyez que vous pourrez continuer à avancer en ne remettant pas en cause notre mode alimentaire, cette partie importante de votre personnalité, ce mode alimentaire qui relève du même état d'esprit que tant d'autres choses que vous combattez (...)
Evelyne RODIER
Marne

Librairie par correspondance

- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar 25 F
- La menace climatique 30 F
- Radiocativité, les faibles doses 30 F
- Energies renouvelables 30 F
- Les métiers de l'écologie 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
- Editions Silence**
- Où va le climat ? 40 F
- Le soleil à votre table 89 F
- La liberté de circuler 70 F
- Nucléaire ? Non merci 75 F
- Le nucléaire détrôné 30 F
- Séphastocle, mon premier cuisiner 36 F
- Superphénix : le dossier 30 F
- Quelle écologie radicale ? 70 F
- Un cuisiner solaire facile à faire 20 F
- Construire une cuisinière solaire 20 F
- Un cuisiner solaire pliable 20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)*
- Pour un pays sans armée 65 F
- Pour que demain soit 65 F
- L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 65 F
- Moi, ma santé 65 F
- L'écologie politique 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autofinçait 85 F
- Deux roues, un avenir 80 F
- La belle vie 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
- Des ruines du développement 65 F
- Ed. Lucien Somy (Limoges)*
- La dignité antinucléaire 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)*
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
- Sociobiologie ou écologie sociale 20 F
- Pour une écologie de la liberté 88 F
- Ecologie et politique de l'anarchisme 38 F
- Le rêve au quotidien 75 F
- Ed. Utopie (Londres)*
- La désobéissance civile 36 F
- Nous sommes peut-être frères 36 F
- L'homme qui plantait des arbres 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)*
- Le catalogue des ressources 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)*
- Le solaire pour tous 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)*
- Les vraies richesses 96 F
- Dimension spirituelle de l'écologie politique 70 F
- Ed. Deleatur (Angers)*
- La dictature de la croissance 85 F
- Ed. Georg (Lausanne)*
- Additifs alimentaires 98 F
- Gestion des déchets 98 F
- Les sols 98 F
- L'eau 98 F
- La radioactivité 98 F
- L'alimentation 98 F
- La diversité biologique 98 F
- L'air 98 F
- Le bruit 98 F
- 1 ouvrage 15 F

Frais de port

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE		BELGIQUE	
METROPOLITAINE		□ Particulier	12 n° 1740 FB
□ Particulier	12 n° 240 FF	□ Institution	12 n° 2880 FB
□ Institution	12 n° 480 FF	□ Soutien	12 n° 1800 FB et +
□ Soutien	12 n° 300 FF et +	□ Petit futé	24 n° 2520 FB
□ Petit futé	24 n° 420 FF	□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 3780 FB
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 630 FF	□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 5700 FB
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 950 FF		
□ Petit budget France	12 n° 190 FF		

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain



primevère 97

11^{ème} salon de l'écologie et des alternatives

28 fév., 1, 2 mars*, Lyon, Halle Tony Garnier
tél. 04 78 86 92 48

l'actualité et le thème 97 "l'arbre"
en 300 stands • 40 conférences
7 animations-expositions
une librairie • un espace enfants

* le vendredi de 17h à 22h, le week-end de 10h à 20h

Si vous désirez recevoir le programme détaillé, renvoyez ce coupon à Primevère, 9 rue Dumenge 69004 Lyon

nom

adresse

LES SERRAVALLES 03 78 51 92